CITÉ NOUVELLE

REVUE CATHOLIQUE D'ETUDE ET D'ACTION

10 - 25 SEPTEMBRE 1941

CHRONIQUES

LES LIVRES

EDITIONS PAYS DE FRANCE

JE BIMENSUELLE N° 16

DIRECTION-RÉDACTION

" Pays de France ", 39, rue de Sèze, Lyon-6e
Téléphone : Lalande 30.29

Administration :

Pour le règlement des abonnements et toutes questions intéressant l'**Administration** de la **Revue**, adresser correspondance, mandats ou chèques postaux au nom de :

M. Lucien KELLER, Maison Saint-Bernard
ISSOUDUN (Indre) - Téléphone 4.52
Chèque Postal Lyon 904.40

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Abonnement d'essai (non renouvelable) 3 mois	France . . . . . **40** francs Pays 1/2 tarif. . **48** francs Tarif postal plein **60** francs
France . . . le Numéro : **10** francs	6 mois : **80** francs Un an : **150** —

ÉTRANGER

Pays à 1/2 tarif, le Numéro : **11** francs	6 mois : **96** francs Un an : **180** —
Tarif postal plein, le numéro : **12** francs	6 mois : **120** francs Un an : **225** —

LA RÉFORME
DE
L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE[1]

En moins de 150 ans notre enseignement a subi quatorze réformes. Ces vingt dernières années les changements de programmes et les transformations de sections se sont succédé à une telle cadence qu'aucun plan scolaire ne put être appliqué d'un bout à l'autre des études, sans qu'il fut modifié en cours de route.

On comprend que, depuis juin 1940, les secrétaires d'Etat à l'instruction publique aient tenu à déclarer qu'ils ne se hâteraient pas de remanier une fois de plus les programmes, mais chercheraient à faire œuvre d'ensemble et durable. Des obstacles matériels — dont le moindre n'est pas la quasi-impossibilité d'imprimer de nouveaux manuels — s'opposeraient du reste à l'exécution immédiate d'une transformation générale des programmes ; mais cette accalmie imposée à l'édition peut, à sa façon, donner les délais nécessaires pour repenser plans d'études et méthodes d'éducation.

Les circonstances paraissent favorables. Le Chef de l'Etat a dit toute sa sollicitude pour l'école. Plus que jamais le Pays se penche sur sa jeunesse. Si notre régime scolaire fut pour quelque chose dans nos désastres, administration, maîtres et parents, ont eu le temps, depuis un an, de faire leur examen de conscience. Enfin, fait inouï en France, de quelques bords de l'horizon universitaire ou social qu'ils proviennent, les vœux de réforme présentés depuis un an se réjoignent.

(1) Rapport présenté au Congrès de l'Alliance des maisons d'éducation chrétienne (Lourdes, 4-6 août 1941). N. D. L. R.

Forts de cette unanimité rarement atteinte, débarrassés en principe des luttes partisanes qui exerçaient une pression inavouée mais décisive sur les questions scolaires, le nouvel Etat français et les autorités compétentes paraissent en mesure d'étudier avec sérénité et en eux-mêmes les problèmes que pose la formation de la jeunesse française.

C'est le but que vous vous êtes proposé en ce Congrès. En vous rappelant les données des problèmes que soulève la réforme de l'enseignement secondaire, — ce qui est acquis, ce que semble réserver l'avenir — je ne serai que votre très modeste rapporteur.

*
**

Une question préalable mérite examen : *l'enseignement secondaire réclame-t-il, à proprement parler, une réforme ?*

A lire les rapports qui ont été publiés depuis un an, il ne semble pas.

Ce ne sont pas les méthodes de l'enseignement secondaire que l'on accuse et encore moins l'insuffisance de ses maîtres ; ce que l'on déplore, c'est l'impuissance où l'on a réduit les uns et les autres, du fait que, depuis près d'un demi-siècle, l'enseignement secondaire a été empêché de développer pleinement ses vertus propres.

Pour fournir au Pays de bons esprits, aux méthodes de travail éprouvées, pour forger des volontés affermies par une formation solide, l'enseignement secondaire aurait dû, de par le caractère désintéressé de sa mission, être tenu soigneusement à l'écart des luttes politiques ; cela va sans dire. Mais, dans une large mesure, il aurait également dû échapper au jeu des influences qui commandaient de modifier d'autres enseignements de caractère plus directement pratique ou technique. Or, en fait, depuis 1902 surtout, dans les combats incessants qui opposèrent, assez artificiellement, anciens et modernes, c'est l'enseignement secondaire qui reçut les coups les plus sensibles. Alors même qu'il n'était pas l'enjeu direct de la lutte, il en subissait les répercussions et en faisait les frais.

Les grandes écoles modifiaient-elles le programme de leurs concours, les facultés s'engouaient-elles pour de nouvelles méthodes, l'enseignement secondaire, sous le prétexte qu'il sert de vestibule à l'enseignement supérieur, se voyait imposer, en sciences notamment, des surcharges que le développement normal de sa culture ne demandait pas ou des méthodes, d'histoire et de critique littéraire, par exemple, plus scientifiques disait-on, mais dont on oubliait de se demander si elles formeraient le goût et le jugement de jeunes élèves.

Pression d'en haut qui déforma les programmes des hautes classes et fit perdre au baccalauréat son caractère d'épreuve de culture ; ce qui eut pour conséquence de faire tourner en bachotage les années préparatoires aux examens. Mais ce furent la pression latérale, celle de l'enseignement moderne aux objectifs plus immédiatement pratiques, et les poussées d'en bas, celle de l'enseignement primaire prolongé par les cours complémentaires et celle de l'enseignement primaire supérieur, — enseignements plus courts qui, à l'origine, n'avaient pas été appelés à donner un enseignement général —, qui malmenèrent le plus dangereusement l'enseignement secondaire et l'empêchèrent de porter tous ses fruits.

En 1902, l'introduction d'une section moderne aux côtés du classique, sectionna en effet l'enseignement secondaire, en lui faisant subir une sorte de coupe verticale. Une partie de ses élèves et bientôt de son personnel, bien que vivant sous son toit et se couvrant de son étiquette, se réclama peu à peu d'une culture différente de la sienne. Puis vint la coupe horizontale, plus grave : la division en deux cycles. Légère ligne de partage aux premiers jours, mais qui tendait, ces dernières années, à couper les sept années d'études en deux tronçons presque indépendants. Les quatre premières classes, progressivement assimilées, par l'établissement de programmes communs, aux classes dites parallèles de l'enseignement primaire supérieur, passèrent même, ici ou là, sous le régime administratif d'un autre enseignement et se virent attribuer

parfois un personnel enseignant étranger aux cadres de l'enseignement secondaire. Quant au second cycle, il est impossible de savoir quel sort lui aurait été réservé et à combien de baccalauréats il aurait dû préparer. Appelé à devenir le lieu géométrique des amateurs de peau d'âne, il devait réunir les candidats au baccalauréat provenant d'enseignements aussi différents que l'enseignement classique, l'enseignement technique et les enseignements modernes diversement teintés de sciences et de langues. Ses programmes ne furent pas précisés, si bien que cette année les professeurs de troisième ont préparé leurs élèves à aborder une classe de seconde dont ils ignoraient les programmes officiels.

On le voit, menacé de perdre ses premières classes, notre enseignement secondaire l'était également de demeurer sans tête ou plutôt de devenir un monstre aux têtes tellement multiples qu'il eut été difficile de savoir laquelle devrait donner une direction à l'ensemble du corps.

Après la dernière des réformes en date — celle qui fut amorcée en 1937 — on pouvait se demander si l'enseignement secondaire, sous sa nouvelle dénomination de second degré, serait encore l'ombre de lui-même et si la transformation qu'on lui faisait subir ne le condamnerait pas à se refaire péniblement une âme en de nouveaux corps, bien différents de celui qu'il était accoutumé de porter.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que cet enseignement, quelle que fut la valeur de ses méthodes et le dévouement de ses maîtres, n'ait pu donner tous les fruits que l'on est en droit d'attendre de ses sept années d'études désintéressées — ou si l'on craint que cette expression ne prête à confusion — de ses sept années de formation !

Cette formation, dit-on, est souvent manquée. Elle a, sans conteste, perdu de sa vigueur. Soit. Mais n'est-ce pas parce que l'enseignement secondaire fut privé de ses moyens d'action et de la continuité sans laquelle aucune formation intellectuelle ne peut mordre sur les esprits, ni aucune méthode d'éducation forger des caractères ?

Telle est la question que se posent aujourd'hui les enquêteurs qui ont publié le résultat de leurs consultations. C'est sous cet angle qu'il nous faut envisager la réforme de l'enseignement secondaire. Il faut nous en réjouir. Si cette position ne découvre pas d'horizons nouveaux, elle permet d'envisager l'enseignement secondaire de face et en lui-même. Il s'agit moins de réformer que de repenser, de refondre des programmes que de les débarrasser des poids qui les alourdissent, et de restituer à l'enseignement secondaire l'organisation de ses études.

Que demande-t-on en effet ?

I. — *De renoncer à l'encyclopédisme,* ennemi fatal de toute culture.

Donc allègement des programmes, délestés de notions accessoires et même de disciplines moins essentielles pour la formation de l'esprit.

Comme l'empilage anarchique de connaissances que l'on déplorait ces dernières années fut la conséquence, d'une part, des exigences de la préparation à l'enseignement supérieur et aux grandes écoles, d'autre part, de l'assimilation des programmes du premier cycle de l'enseignement secondaire aux programmes de l'enseignement primaire supérieur, on conclut à l'abandon des programmes communs avec d'autres enseignements, — quels que parallèles qu'ils pussent paraître aux amateurs de plans d'enseignement géométriques —, et au décrochage d'avec l'enseignement supérieur.

Du coup le baccalauréat redeviendrait une épreuve sérieuse et même sévère ayant pour but de témoigner, en fin d'études, l'acquisition d'une vraie culture. Cette formation solide pourrait être déclarée indispensable pour entreprendre la préparation des concours et des examens d'entrée aux Facultés. Une loi marque un premier pas dans ce sens : un examen d'entrée spécial est imposé à l'entrée des Facultés. Nous y reviendrons. Retenons que, sans grande modification extérieure à l'état de choses actuel, on obtiendrait ainsi et très vite un résultat essentiel, à savoir la transformation de l'état d'esprit des maîtres et des élèves par

suppression du bachotage. Réforme par en haut qui ne manquerait pas de commander progressivement un aménagement intelligent et formateur des programmes.

2. Un deuxième vœu traduit, sous une forme positive, les mêmes aspirations : après avoir débarrassé l'enseignement secondaire du fatras encyclopédique, il faut lui rendre son *unité.*

Son unité organique d'abord. Que, tout au long des sept années d'études comme en chaque classe, l'enseignement soit unifié et hiérarchisé à partir des disciplines de base.

Donc plus de division en deux cycles ou, du moins, qu'à travers les deux cycles soit assuré un enseignement progressif et continu qui permette à chaque discipline reconnue essentielle de mûrir ses fruits. Ce qui condamne, par exemple, les programmes actuels d'histoire et de sciences.

A l'intérieur de chaque classe, qu'un lien et une hiérarchie soient établis entre les diverses disciplines.

Deux mesures aideront à obtenir une unité profonde dont bénéficiera grandement la formation des esprits : une répartition des horaires qui attribue aux matières principales, outre un temps proportionné à leur importance, les heures les plus favorables de la journée ; la désignation d'un professeur principal qui soit efficacement chargé d'harmoniser la répartition des programmes au cours de l'année et, chaque jour, du travail scolaire, devoirs et leçons y compris. Dans les petites classes on tendra, dans toute la mesure du possible, à revenir au professeur unique et à réduire le nombre des maîtres es-spécialités qui, ces derniers temps, avaient trop dispersé, en se multipliant, l'attention et les efforts des élèves.

3. — Troisième vœu qui sous-tend les deux premiers et leur donne tout leur sens. Que l'enseignement secondaire, ayant renoncé à être encyclopédique et retrouvé son unité, ne se contente pas de nouer solidement des esprits, mais *unifie l'enfant lui-même* en s'adressant à toutes ses facultés. Donc qu'il ne vise pas seulement à la préparation d'examens mais à la préparation à la vie ; qu'il se préoccupe de former

l'homme complet et ne sépare plus l'instruction de l'éducation, la formation morale de la formation intellectuelle, celle du caractère, du cœur, du corps et de l'âme, de celle de l'esprit.

Aux membres de l'enseignement libre ce vœu paraîtra sans doute un lieu commun, car telle est depuis toujours leur pratique et le principe premier dont se réclame tout chef d'établissement chrétien. Tout banal qu'il semble ce vœu porte cependant en lui une vraie révolution. Il traduit celle qui s'est opérée ces derniers temps, sinon dans l'idéal des éducateurs qui fut toujours de donner une éducation complète, du moins, ce qui est de plus d'importance pour le Pays, dans l'esprit public et dans la volonté de ses dirigeants. L'unanimité avec laquelle s'exprime ce désir d'une éducation qui forme en même temps que l'intelligence, la volonté, le cœur et l'âme marque la fin d'une époque : celle du scientisme, pour lequel éclairer les esprits devait suffir à éduquer l'homme et le citoyen parfait. Celle du dilletantisme qui coïncida curieusement avec certaines modes d'enseignement ex-cathedra, où le maître, ayant exposé les divers aspects d'un problème, se désintéressait de la réaction de ses élèves et leur laissait à conclure ou à douter.

Désormais l'enseignement prendra un caractère doctrinal. Le mot n'est pas trop fort. « La vie n'est pas neutre ; elle consiste à prendre parti hardiment. Il n'y a pas de neutralité possible entre le vrai et le faux, entre le bien et le mal, entre la santé et la maladie, entre l'ordre et le désordre, entre la France et l'anti-France » a déclaré le Maréchal. L'école se réclamera d'une conception de l'homme et de la société qu'elle a mission de transmettre aux enfants qui lui sont confiés. Du coup l'enseignement prendra un caractère réaliste, osons le mot, un caractère éminemment pratique, car il deviendra véritablement efficace pour préparer les jeunes à la vie.

Sans doute pourra-t-on objecter que c'est là une exigence des temps actuels et la conséquence du légitime et bienfaisant régime d'autorité auquel doit être soumis présentement

le Pays, mais que cette mission n'est pas propre à l'enseignement secondaire. Ce serait une erreur de le penser. Plus que tout autre, l'enseignement secondaire se doit de donner à ses élèves cet enseignement complet. C'est lui qui très spécialement doit fournir à l'élite du Pays des notions justes sur l'homme, sur la nation, sur la famille, sur le travail. Il lui revient de former des hommes. L'honnête homme disait-on autrefois, le vrai français, dirons-nous tout simplement aujourd'hui.

Il n'est peut-être pas inutile de remarquer ici que ce sont les enseignements dits à but pratique qui ont rendu artificiel et inefficace l'enseignement secondaire et qu'en ramenant cet enseignement à ses sources authentiques, en lui donnant pour objectif la poursuite désintéressée de la formation de l'homme, on lui fait retrouver toute son efficacité sociale.

En pratique, au nom de cette formation complète, *que réclame-t-on qui puisse faire figure de nouveauté ?*

Que place soit faite dans les horaires et les programmes de l'enseignement officiel à l'enseignement de la morale et à l'enseignement religieux, comme à l'éducation physique et aux travaux manuels, aux exercices d'application aussi bien qu'aux exposés doctrinaux du maître. Pour que cette formation puisse être convenablement adaptée aux tempéraments masculin et féminin, que filles et garçons soient radicalement séparés et que des programmes distincts leur assurent, en même temps qu'une formation générale, une préparation à leur mission propre.

On le voit, sous une apparence bénigne, cette exigence d'une formation totale de l'enfant oblige à repenser les programmes, à réviser les horaires, à modifier l'organisation technique de notre enseignement.

On pourrait s'en effrayer et redouter que, sous prétexte d'une formation plus complète, l'intrusion de nouvelles matières ne vienne surcharger des programmes que l'on prétendait décharger et ne stérilise les efforts les plus généreux en les dispersant sur trop d'objets. Le danger est évident, mais l'objectif qui est proposé doit rassurer ; car c'est lui qui doit éclairer le chemin et il permettra d'éviter les obsta-

cles. On peut le résumer en un mot. *retour à un véritable humanisme.*

Pour nous, éducateurs chrétiens, nous serions mal venus à déplorer l'amplitude d'un tel programme. L'encyclique de sa S. S. Pie XI sur l'éducation chrétienne de la jeunesse ne marque-t-elle pas avec vigueur l'enseignement chrétien de ce cachet d'humanisme ? Il n'y a pas d'enseignement chrétien, déclare sa S. S. Pie XI, qui ne soit un enseignement intégral développant toutes les facultés de l'homme : « L'éducation consiste essentiellement dans la formation de l'homme. Des principes énoncés ressort clairement et avec évidence l'excellence, peut-on dire incomparable, de l'œuvre de l'éducation chrétienne puisqu'elle a pour but, en dernière analyse, d'assurer aux âmes de ceux qui en sont l'objet, la possession de Dieu, le souverain Bien, et à la communauté humaine le maximum de bien-être réalisable sur cette terre ; ce qui s'accomplit de la part de l'homme de la manière la plus efficace qui soit possible, lorsqu'il coopère avec Dieu au perfectionnement des individus et de la société ».

Ne devons-nous pas nous réjouir de voir ce programme magistral, dressé par sa S. S. Pie XI, dès 1929, devenir l'objet des vœux unanimes du Pays ?



Les objectifs de la réforme précisés, il nous faut en voir les moyens.

Retour à l'humanisme avons-nous dit. M. Jacques Chevalier en a précisé avec vigueur le moyen :

« Redressement intellectuel par un *retour aux humanités.* Le Maréchal Pétain y attache, à très juste titre, la plus grande importance, car il n'est pas contestable que notre fléchissement intellectuel, qui explique tant de choses, a été directement fonction du fléchissement des études classiques ».

C'est donc par le redressement des études classiques que l'on fera retour aux humanités et que l'on atteindra à la formation complète, à l'humanisme, car M. Chevalier

ajoute très justement : « La formation morale ira de pair avec ce redressement. Les humanités classiques n'ont-elles pas, avec le christianisme, formé notre civilisation, à la fois chrétienne et gréco-latine, qui, pour se régénérer, doit se retremper à cette double source ?

« Pour assurer cette formation morale, nous entendons, en outre, réserver une grande part à l'éducation physique.

« Allons-nous, ce faisant, comme d'aucuns pourraient nous l'objecter, nous transformer en professeurs de gymnastique ? Nullement et on comprendra peut-être mieux nos intentions quand on saura que nos professeurs d'éducation physique seront désignés sous le nom qui est tout un programme, de professeurs d'éducation générale, tant il est vrai que nous voulons former l'âme par le corps et ne considérons l'éducation physique que comme un moyen, mais un moyen nécessaire, avec d'autres (le chant choral par exemple), pour arriver à la formation morale qui est faite de discipline et d'enthousiasme ».

Ce programme est en voie de réalisation.

Par loi publiée au journal officiel du 21 septembre 1940, il a été défini que l'enseignement secondaire serait, pendant ses quatre premières années, un *enseignement classique*, avec latin obligatoire.

Dès octobre 1940, dans les lycées et collèges, la classe de sixième n'a plus comporté que la section A et pour qu'aucune confusion ne puisse subsister, l'enseignement moderne ne pourra plus, pendant la durée du premier cycle, usurper l'étiquette secondaire ; l'enseignement primaire supérieur qui désormais le distribue seul a été rattaché à la direction de l'enseignement primaire.

Ces mesures ont eu l'originalité du courage. Depuis longtemps elles étaient réclamées par le syndicat national des professeurs des lycées, collèges et cours secondaires et par la société des agrégés de lettres. Dès 1923, M. Symian, dans un rapport célèbre dont M. Bérard fit largement état devant les Chambres, concluait, après enquête dans l'ensemble des lycées et collèges sur les résultats de la réforme

de 1902 : « à la suppression, dans le plan d'études et d'un bout à l'autre de la scolarité secondaire, de toute section sans latin ». Il proposait la supression pure et simple de l'enseignement moderne dont son rapport tout entier proclamait la faillite. Ce fut un des arguments de poids qui permit à M. Léon Bérard de demander le retour aux études classiques. On sait ce qu'il advint de sa réforme. Tout récemment le syndicat des professeurs des lycées et collèges a émis à nouveau le vœu que soit rendue obligatoire la culture classique gréco-latine dans le premier cycle.

Doit-on considérer ce retour à l'enseignement obligatoire du latin dans l'enseignement secondaire comme une revanche des classiques sur les modernes, des littéraires sur les scientifiques ? Il suffit de lire le magnifique rapport sur la réforme de l'enseignement secondaire dont M. Edouard Le Roy a donné lecture à l'académie des sciences morales et politiques, pour se persuader qu'il n'en est rien. Pour les scientifiques comme pour les littéraires, M. Edouard Le Roy réclame le retour aux humanités classiques. Il veut en étendre le bénéfice à tous ceux qui entendent poursuivre leurs études au-delà de l'enseignement secondaire. Autrement dit, il estime que les études classiques doivent être l'instrument de culture qui permettra de s'orienter à la fin des études secondaires vers les lettres, les mathématiques, les sciences expérimentales ou les langues. Ainsi s'apaise la lutte entre modernes et classiques. Grâce aux leçons de l'expérience il semble que l'on aperçoive une conciliation entre des exigences qui furent trop longtemps tenues pour incompatibles.

On perçoit peut-être mieux à l'heure actuelle les raisons profondes qui commandent d'adopter le grec et le latin comme base de notre enseignement de culture et l'on se rend également mieux compte de l'aide que cette culture classique doit apporter aux études scientifiques comme à la compréhension des civilisations et des langues modernes. Un peu partout on voit reparaître les arguments généraux et les considérations d'ordre technique qui militent en faveur des

humanités. Il ne sera peut-être pas inopportun de les rappeler une fois de plus.

Les humanités classiques habituent l'enfant à un certain idéal humain qui vaut toujours quelles que soient les différences de temps, de lieu, des modes de vivre. A tout homme elles révèlent l'homme. Au Français elles découvrent la forme précise et subtile de ses qualités de race ; elles maintiennent et recréent le climat dans lequel se développent au mieux les qualités de son esprit, de sa langue, de sa civilisation. Pour un Français, latin et grec ne sont pas langues mortes, mais, comme le dit fort bien Jean Suberville, langues non parlées, langues inspiratrices, radicales. « Ce sont les branches qui portent les feuilles, les fleurs et les fruits, signes brillants et savoureux de la vie, mais ce sont les racines enterrées qui donnent la vie aux branches. Ainsi, le latin et le grec, langues d'humus, vis-à-vis des langues latines vivantes et de la culture humaine ».

Pour le peuple français, comme pour tout peuple de langue romane, abandonner la culture latine serait une sorte de trahison envers le monde méditerranéen, envers l'Europe, envers la civilisation mondiale. Ce serait renoncer à ce qui fait son unité et perdre sa capacité de résistance aux invasions culturelles. M. Meillet n'a cessé d'en avertir.

A ces arguments d'ordre national il faut ajouter les arguments techniques. Le fond de notre langue se compose de 4 ou 5.000 mots latins de provenance savante et de formation populaire. Le latin et lui seul permet d'acquérir la propriété des termes de ce vocabulaire essentiel. Le contraste entre le caractère synthétique du latin et le caractère analytique du français contraint la pensée à lutter jusqu'à ce qu'elle ait trouvé la forme propre qui lui convient. Ce pourquoi Henri Bergson voyait dans l'éducation classique l'inégalable moyen de « penser les idées mêmes ». Par la vertu de ces grands écrivains, le latin apprend à composer. Il donne à l'esprit une formation logique, une solidité, une mesure du jugement, une clarté du raisonnement qu'aucune autre discipline n'a pu jusqu'ici assurer. Son étude a enfin si bien gardé un caractère

désintéressé que le comité d'études universitaire déclarait dès 1923 : « L'étude du latin paraît la seule qui ait conservé pendant ces dix dernières années la notion de culture dans sa pureté efficace ». De fait, le latin n'a pas été remplacé comme instrument de culture. C'est ce qu'à la veille de la réforme de 1902 prévoyait M. Edouard Herriot. Chargé de prononcer au lycée de Lyon le discours d'usage, il déclarait : « Je vois bien comment avec l'exercice grec et latin je donnerai à des élèves le goût de l'effort, l'habitude du travail méthodique, comment je les amènerai à obtenir de leur seul jugement la solution d'une difficulté, comment je retremperai leur intelligence. Supprimons ces exercices, c'est tout notre problème, par quoi les remplacerons-nous et de quelle façon, chers élèves, obtiendrez-vous cette force de la pensée qui est la récompense d'une longue et difficile gymnastique ? ».

Leur absence n'a pas été compensée. On ne le sait que trop. Les témoignages sincères concordent. Il n'est que de comparer les séries A et B d'un même établissement pour s'en convaincre : « Chez nous, comme un peu partout, constatait le rapport de M. Paul Crouzet au Conseil académique pour l'année 1922, l'étude du français laisse, il faut l'avouer, bien à désirer... Il faut reconnaître que dans toutes nos classes indistinctement, les élèves des divisions avec latin l'emportent de beaucoup pour le français sur ceux de leurs camarades des sections sans latin ». « Nos professeurs de lettres et de grammaire qui, dans chaque classe, donnent l'enseignement du français aux deux sections de la même classe, ne peuvent s'empêcher de constater que les exercices latin — thèmes et versions — sont de merveilleux instruments de logique, d'analyse et de précision dont bénéficie l'étude du français ».

Or, cette baisse de culture française n'a pas le moins du monde été compensée par un progrès sensible des études scientifiques ou dans la connaissance des langues et civilisations modernes. M. Henri Poincaré l'avait prévu, lorsqu'il montrait, en 1911, combien les humanités gréco-latine sont nécessaires à l'éducation scientifique. C'est à l'heure présente

l'avis des maîtres les plus compétents. La culture scientifique ne trouve place qu'à un stade de développement intellectuel qui a dû être précédé par une formation générale de l'esprit. Donner aux enfants une forte culture classique c'est leur permettre d'aborder avec un maximum de chance et d'efficacité un sérieux enseignement des sciences et des langues. Ainsi semble se faire l'accord sur les principes. Reste à résoudre les problèmes pratiques de programmes et d'horaires.

***

En l'absence d'un plan officiel de réforme nous ne pourrons que donner des suggestions.

L'enseignement secondaire doit être orienté vers l'acquisition d'une solide formation classique. Il y aura donc lieu de faire au *français* et au *latin*, puis au *grec*, qui devrait semble-t-il être commencé au début de la cinquième, la part du lion.

On se souviendra — on l'oublie parfois — que c'est autour du *français* que doit être centré l'enseignement. Au professeur principal on confiera, sinon toutes les matières auxiliaires du moins, dans le 1er cycle, la haute main sur leur enseignement. Il en fera ces « realia » qui doivent illustrer et fortifier les enseignements de base. C'est ainsi, par exemple, que l'histoire ancienne gagnerait à être confiée aux professeurs de langues classiques et répartie par eux sur plusieurs années d'enseignement, que les notions de sciences expérimentales deviendront occasion d'enrichissement et de précision du vocabulaire, d'observations et de descriptions, de rédaction et de dessin.

Ces grandes lignes dégagées, il ne faut pas nier que des difficultés d'importance empêchent de tirer un réel profit des études classiques : le volume des programmes de mathématiques et de sciences, le nombre d'heures accordé à l'étude des langues vivantes, le trop petit nombre d'heures et d'années de grec. Si l'on ajoute que désormais il faudra faire place dans les horaires hebdomadaires à six heures au moins d'éducation physique, aux travaux pratiques, à un enseignement de la morale, et que les cours d'instruction religieuse,

traditionnels dans l'enseignement libre, devraient devenir matière à option dans l'enseignement public, nous sommes au rouet.

Essayons de débrouiller l'écheveau.

L'accord semble se faire pour débarrasser le premier cycle de l'étude systématique de la géométrie et de l'algèbre. Ces disciplines ne sont que de peu de profit avant un certain âge qui correspond à peu près au niveau de la seconde. Il n'y a donc aucun inconvénient à ne pas en commencer l'étude avant cette classe. Ce sera tout profit pour les *mathématiques* elles-mêmes, à condition que soit assurée dans les classes antérieures une bonne formation arithmétique à laquelle l'introduction prématurée des mathématiques dans les petites classes a grandement nui ces dernières années.

Quant aux *langues*, le problème est plus ardu. Anglais et allemand doivent être commencés très tôt si on veut les bien parler. Il faut alors leur donner un nombre d'heures suffisant dès la sixième. Mais est-ce bien le but de l'enseignement secondaire que d'assurer le maniement pratique d'une langue moderne ? Ne doit-il pas plutôt viser à donner l'intelligence des textes et à faire prendre contact avec une civilisation ? Dans ce cas ne faut-il pas que l'esprit ait déjà une base de comparaison pour aborder l'étude d'une nouvelle langue et ne doit-on pas en retarder l'étude sérieuse ? Ne pourrait-on admettre que l'étude d'une langue ne devrait être commencée qu'aux alentours de la quatrième et n'être poursuivie pendant le premier cycle, qu'à petite dose ? Quant à ceux qui voudraient acquérir rapidement l'usage courant d'une langue, il resterait à leur conseiller de passer leurs vacances à l'étranger. Existe-t-il du reste d'autres moyens vraiment efficaces ?

Les difficultés provenant des langues et des mathématiques une fois écartées, il reste que le temps disponible pour les autres matières paraîtra encore insuffisant. La place importante, six heures par semaine, qui sera accordée à l'éducation physique n'obligera-t-elle pas à *prolonger d'une année la scolarité* de l'enseignement secondaire ? Ce serait la vraie solution au problème du surmenage ou plutôt à celui

de l'encombrement des horaires et de la dispersion d'esprit et d'effort qui en est la conséquence.

Deux solutions s'offrent : dédoubler la classe de seconde ou plutôt couronner le premier cycle par une année d'humanités succédant à la classe de grammaire, avant d'aborder les différentes options (1) ; ou retarder le plus possible les options en revenant à un baccalauréat moins différencié, ce que permettrait la création de classes préparatoires aux examens d'entrée dans les Facultés. La création de ces examens d'entrée dans les Facultés est-elle un premier pas vers cette seconde solution ? Il ne semble malheureusement pas. Elle devrait en tous cas permettre de décharger les classes de mathématiques élémentaires, de philosophie et de première, de certaines notions scientifiques non indispensables et d'atténuer les différences qui séparent actuellement les différents baccalauréats. Les allégements des programmes de sciences n'empêcheraient nullement le retour à l'inégalité scientifique, si des options diverses subsistent dans le 2e cycle.

Toutefois il ne faut pas cacher que ces mesures seront insuffisantes tant que l'enseignement primaire supérieur continuera de déverser ses élèves, formés aux disciplines modernes, dans le second cycle de l'enseignement secondaire, car il paraît difficile d'éviter que les élèves, les maîtres et les programmes des sections modernes n'aient une influence dans les sections parallèles et sur l'examen du baccalauréat.

Il serait donc à souhaiter, en attendant que l'enseignement primaire supérieur se transforme en enseignement rural d'une part, en enseignement technique et professionnel d'autre part, que, selon la suggestion de M. Edouard Le Roy, les options modernes et classiques n'interfèrent aucunement entre elles et soient même réservées à certains établissements.

Cet ensemble de mesures permettrait d'obtenir un enseignement unifié et formateur ainsi que le temps suffisant

---

(1) Tant que le second cycle recevra des candidats au baccalauréat moderne, cette solution aurait l'avantage d'effacer les différences d'âge entre élèves provenant de l'enseignement primaire supérieur et élèves provenant de l'enseignement secondaire.

pour loger les activités indispensables à une éducation vraiment complète. Place pourrait être faite à l'éducation physique, au travail manuel différencié pour les garçons et pour les filles, à la formation civique et morale. Ce pourrait-être l'occasion d'aménager plus rationnellement l'année scolaire et la semaine de travail de nos écoliers.

L'année scolaire pourrait, sans grand inconvénient, compter au moins autant de jours de travail que de jours de congé ; ce qui n'est pas le cas actuellement. Les vacances, mieux réparties, comprendraient deux mois au lieu de trois en été (du 15 juillet au 15 septembre de préférence). Quant à la semaine de travail, son organisation, plus délicate, est d'une importance capitale ; la vigueur des études et des santés en dépend.

Des demi après-midi (jusqu'à 16 h. 30) d'éducation physique comprise au sens large et vrai du mot, deux fois par semaine, alternant, avec des demi après-midi de travaux pratiques, de travaux manuels, de cours d'art. etc... procureraient une détente et un équilibre sans trop nuire à la continuité du travail scolaire. Mais ici se pose une question que l'on hésite parfois à aborder. Devons-nous pousser à cette éducation physique, à ces activités considérées jusqu'ici comme extra scolaires ou ne devons-nous les accepter que comme à regret ? Le secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse veut doter les établissements officiels d'un nouveau maître : le maître d'éducation générale. Ce professeur serait chargé de donner aux enfants une certaine formation virile et sociale par le jeu collectif, l'éducation physique, le chant. Il disposerait des enfants neuf heures par semaine au moins, ce qui n'est pas négligeable, et, pour que soit assurée son influence sur les élèves, on exigerait qu'il soit muni des mêmes diplômes que ses collègues, de la licence tout au moins.

Ce programme et ces exigences ont effrayé ; dans certaines publications on a fait craindre que cette importance donnée à l'éducation physique et aux sports ne portât ombrage aux autres disciplines et à la culture de l'esprit. D'autres ont protesté que « l'éducation générale » n'était pas

le privilège d'un maître, ni d'une classe mais la mission du corps enseignant tout entier.

Au fait, est-ce que les établissements libres n'ont pas toujours consacré les meilleurs de leurs éducateurs et souvent les plus diplômés à cette éducation générale, à cette formation hors classe qui se reçoit tout au long du jour, au dortoir, en étude, en récréation, aux repas, en promenade et dans les jeux, dans les mille et une relations que crée la vie du collège? Le rôle des préfets de division, des régents, des directeurs, peu importe leur titre, n'est-il pas justement de veiller à ce que l'enfant ne reçoive pas seulement des cours dans un local de classe, mais soit baigné dans cette atmosphère éminemment éducatrice que doit constituer le milieu homogène d'une division, d'un collège. N'est-il pas vrai que tout éducateur chargé à longueur d'année d'un groupe d'enfants n'en vient pas toujours à doser harmonieusement jeux et chants, récréations et sorties en plein air, initiatives individuelles et fêtes collectives, pour créer cette atmosphère éducative, pour animer son groupe. L'enseignement libre n'a donc pas — en ce domaine comme en tant d'autres — à innover, mais à reprendre, avec plus de vigueur et de perfection, en utilisant parfois des techniques un peu nouvelles, l'hébertisme, le chant choral par exemple, ce qu'il a toujours fait. Réjouissons-nous en même temps, de voir l'enseignement officiel et l'enseignement libre rapprocher toujours plus leur idéal éducateur.

Sans doute les difficultés du recrutement sacerdotal ont depuis quelques années et en certains diocèses rendu plus difficile le choix toujours délicat de ces éducateurs de valeur que doivent être les préfets de division, les directeurs, les régents. Mais que l'on ne croit pas faire de sacrifice trop grand pour bien munir ces postes. La fécondité de l'œuvre éducatrice d'une maison en dépend. C'est au contact d'un préfet de division, d'un directeur de jeux et de travaux pratiques, d'un régent, que naissent, plus souvent qu'on ne le croit, les vocations à l'action catholique, au sacerdoce, à la vie religieuse ou simplement que se solidifient les caractères,

que s'orientent définitivement des vies de jeunes. N'est-ce pas, du reste, la mission de nos maisons d'éducation chrétienne, comme celle des établissements publics, que d'éveiller, comme le demande S. S. Pie XI dans son encyclique sur l'éducation de la jeunesse, l'idéal, la vocation des jeunes, pour les mettre, bien équipés, au service de la communauté nationale ?

Pierre FAURE.

LA ROUTE
DES SCOUTS DE FRANCE

Doctrine et programme

Au Rassemblement des Routiers du Lyonnais, de l'Ain et du Jura, le lundi de la Pentecôte, nous avons été mis en demeure de donner à la *Route*, pour sa nouvelle étape, un tracé précis et de longue portée. Chefs et compagnons rassemblés dans la lande fleurie de genêts d'or, au pied du mât où flottaient nos couleurs, se sentaient étroitement unis à nos frères tombés il y a un an pour le Pays, ainsi qu'à nos frères captifs dont les regards sont fixés sur nous. Tournés vers les chefs de la Route, ils les ont pressés de définir l'emploi des énergies de leur jeunesse. Le Commissaire Eugène Dary leur a répondu par une promesse d'autant plus ferme que le travail avait déjà été accompli par *l'Equipe Route* durant toute une journée passée à Ars dans le calme et la prière. Ce travail consistait à rassembler et coordonner les expériences des années passées, pour en tirer une ligne de conduite applicable à l'heure présente. C'est la substance de ce travail que voilà.



La situation faite à la génération actuelle est aussi claire qu'impérieuse.

Quand on rentre dans un pays dévasté, ville ou village incendié, fermes effondrées, forêts ravagées, terres et routes défoncées, il ne s'agit ni de pleurer, ni de s'enfuir. Il s'agit encore moins de se plaire à d'aimables passe-temps. Le devoir est simple. Pour tous. Chacun à sa place, avec ses moyens, résolument : *rebâtir*. Cela domine tout : goûts et métiers, habi-

tudes chères, désirs personnels doivent s'incliner, se courber devant la tâche première : toutes les forces doivent être tendues dans une discipline souveraine, et y trouver leur emploi.

Vingt ans de Scoutisme et seize ans de *Route* trouvent aujourd'hui leur couronnement. La légion de nos frères morts trace aux vivants la ligne de la relève. L'heure est venue de faire porter au Scoutisme les fruits de tant de labeurs arrosés par tant de sacrifices.

Le but de la *Route* est indiscutable : *former des ouvriers qui appliqueront leur courage à la reconstruction de la France.*

Jamais l'appel de la *Route* n'a été si clair.

Jamais le cœur des Routiers n'a été gonflé d'une telle certitude et d'une telle fierté.

A nos morts et à nos prisonniers, à la France et à son Chef, à notre passé et à notre vocation, à nos saints et à nos héros, à Dieu, nous avons donné notre parole

Ce serment qui nous lie les uns aux autres fera notre force.



Concrètement le pays s'articule en trois corps organiquement solidaires : *la Famille — le Métier — la Cité*. Il est vain de parler de la France avec enthousiasme, sans avoir d'abord touché les réalités dont elle est faite. Il n'y a ni vigueur, ni prospérité, ni beauté, ni honneur, ni vie, ni fécondité pour le pays si les sociétés élémentaires et hiérarchisées ne reprennent pas au préalable la plénitude de leur santé et de leur puissance.

La *Route* trouve à nos yeux son prix et ses titres dans le fait de la plénitude humaine où elle se développe. Une entreprise de tourisme ou d'athlétisme, une société littéraire ou une académie, une association de civisme ou de piété (pour ne plus faire mention des groupements de parti) font des œuvres bonnes, utiles ou excellentes, mais limitées à leur objet formel. Elles trouvent dans une fidélité étroite, la condition de leur efficacité. Qu'une chorale fasse du bon chant et qu'un atelier fasse de la bonne menuiserie, c'est à cette condition universalisée qu'un pays prospère.

La *Route* des Scouts de France, n'ayant pas ces limitations qui la spécialisent, mais embrassant l'être tout entier, la vie intégrale de l'homme ou plus exactement travaillant à construire et exalter en lui toutes les énergies qu'il consacrera au service du pays, nous sommes requis d'avoir toujours présentes à l'esprit l'ampleur mais aussi la précision des exigences qui nous dominent. C'est pourquoi nous dressons devant nous les trois objectifs majeurs vers lesquels se tendront nos forces : *Famille — Métier — Cité* — qui, pour ne pas appartenir au Scoutisme, le requièrent et le commandent.

Ce ne sont pas les chefs de la *Route* qui organisent et contrôlent nos familles, ni qui administrent nos métiers, ni qui gouvernent la cité. Mais ils feront du Routier un Français capable d'apporter à *sa* famille, à *son* métier, à la cité le maximum de ses énergies. Il sera inadmissible que chefs ou compagnons se désintéressent de ces causes majeures, les ignorent ou les oublient. Ils devront donc s'informer sans cesse de ce qu'elles exigent des jeunes Français. Les Routiers devront en être les serviteurs instruits et passionnés.

Cela implique que ces objets régissent tout l'effort de la *Route*. Contrairement à ce que d'aucuns pensent ce n'est pas l'aventure, le jeu, la performance, le caprice qui règlent l'emploi de notre force. Dans la mesure où des activités excellentes en soi et séduisantes détourneraient nos énergies de ce triple objet, dans cette mesure nous ferions *fausse* route.

Jamais rien ne devra prévaloir contre ce principe fondamental de la Route.



Toute notre éducation scoute, notre méthode, nos disciplines interviennent ici pour spécifier notre façon propre de servir. D'autres s'inspireront d'autres doctrines et construiront d'autres programmes. Nous serons heureux d'une diversité harmonieuse qui capte les ressources tellement variées de notre peuple qu'une seule formule ne saurait les exploiter. Nous apporterons à une collaboration française le sens de la discipline, le sens de la fraternité qui n'ôtent rien au loya-

lisme, qui nous attache à une famille spirituelle aussi bien qu'à une famille charnelle.

Nous avons donc notre façon de servir sanctionnée par ceux qui ont pour cela autorité au nom de la France ; nous avons nos doctrines et nos programmes, auxquels nous serons d'autant plus attachés que nous savons leur qualité.

C'est en raison de notre être de Scouts de France que notre *Route* s'inscrira dans un système de points cardinaux approprié à ce que nous sommes d'une part, ainsi qu'aux fins assignées au pays. Notre effort de chefs de la *Route* a été de construire ce système avec exactitude.

Ces quatre points cardinaux sont :

I. Santé de la race.
II. La qualité du travail.
III. L'unité du peuple.
IV. Le rayonnement du Christ.

Ils déterminent quatre cantons que voici, domaines immenses, que nous sommes loin d'avoir explorés, mais seulement définis, où l'on verra que *tout* le Scoutisme s'ordonne à *toute* la France.

I

Santé de la race

Il y a bien longtemps que le Scoutisme s'est défini par rapport à la santé (voir notamment les Journées nationales de décembre 1936). Etant par son essence un système incarné, le Scoutisme, du jour où il a pris le louveteau, jusqu'au jour où il lancera le Routier dans la bagarre, sait qu'un garçon ou qu'un homme a un corps, est conditionné par ce corps. Lors même qu'il s'applique aux efforts de l'esprit, à la marche de son âme vers Dieu, notre Scoutisme catholique n'a jamais oublié combien le corps faisait partie intégrante de cette aventure.

La conception chrétienne de notre corps, la discipline catholique de la chair sont fondées sur une dogmatique solide.

Toute l'activité du Scoutisme au service de la santé, nous apparaît donc comme intrinsèque à sa méthode d'éducation.

La question de la santé de la race s'impose par ailleurs aujourd'hui comme première dans une France à rebâtir.

1° *Nous demanderons donc à nos Routiers un travail d'enquête et d'exploration.* « Géographie humaine », a-t-on dit. Mais avons-nous pris conscience de ce domaine immense et majeur de la santé de notre race qu'il nous faudrait d'abord diagnostiquer ? Difficile recherche, qui ne peut être menée par des garçons sans compétence. Ce sera l'office du Q. G. de la *Route*, de prendre les devants et de fournir à nos chefs de clan et par eux aux garçons les informations qui leur sont nécessaires.

Beaucoup découvriront ici un monde qu'ils ne soupçonnent même pas. Il faudra consulter les maîtres, dépouiller des dossiers démographiques, explorer la masse vivante de notre peuple (de ses enfants, de ses conscrits, de ses adultes) ; connaître la stérilité des mariages, les déchéances de la race, ses causes, les ravages qui depuis des générations dévastent notre pays, les insuffisances accrues qui multiplient les incapacités et préparent les défaites.

Il est aujourd'hui inadmissible qu'un Routier de 20 ans en demeure aux innocences dans lesquelles son adolescence a été élevée. Il faut qu'il connaisse son peuple.

2° *Il faut qu'il apprenne ensuite la science* (dans la mesure évidemment de ses moyens) *de la santé* : c'est-à-dire comment des pays courageux ont établi des techniques et des disciplines capables d'améliorer la santé des individus vivants et la qualité des individus à naître. Il serait criminel (et stupide) d'affecter ici une ironie supérieure à l'égard de préoccupations qu'on traiterait de « vétérinaires ».

Des chrétiens savent que l'œuvre de Dieu mérite tous les respects. La procréation et la culture des enfants que Dieu nous donne sont des collaborations sacrées à une tâche divine. Les jeunes chrétiens apprendront ici leur devoir.

Ceci fait, ils auront à apprendre des maîtres (s'il en est) cette discipline complexe et sévère qui a pour but, non pas

de lutter seulement contre la maladie, *mais de lutter pour la santé.* Nos médecins et nos facultés ne semblent pas avoir encore donné à cette médecine positive l'intérêt qu'elle mérite (1). Nous sommes sur ce point en retard sur nos voisins.

Cette science confine d'ailleurs à la morale, à la psychologie, à la sociologie, à l'urbanisme ; elle inclut la culture physique et la dépasse. Elle débouche dans le religieux et dans le politique. Il y a de quoi séduire des curiosités ardentes et de vigoureuses intelligences.

3° Le Scoutisme étant une école d'application, *le Routier se soumettra lui-même aux disciplines de santé ainsi découvertes.* L'établissement du livret sanitaire individuel, tenu à jour, sera de rigueur. La culture physique sera pratiquée en vue d'effets à obtenir. Mais tout le comportement personnel de vie (propreté, hygiène, conditions du travail, du sommeil, morale sexuelle) fera l'objet d'un constant effort. Le Routier saura que, comme un élève du Conservatoire se soumet aux disciplines qui feront de lui un violoniste, ainsi donnera-t-il une adhésion plus que loyale, joyeuse et ardente, aux contrôles qu'il est venu demander à la Route. En quoi il n'y a plus lieu d'invoquer les goûts personnels ou le respect dû aux autonomies. Si le scoutisme impose une forme de coiffure, il peut bien imposer une tenue du corps. En tous cas, le Routier sera averti de notre loi de santé (2) qui le commande.

4° A l'âge d'homme, le Routier porte une responsabilité qui dépasse de beaucoup sa personne. *Il devra,* au plan où ses activités s'exercent, *agir puissamment pour faire triompher dans notre pays des doctrines et des disciplines* auxquelles notre peuple demeure réfractaire. Action sur les esprits, encore plus sur les mœurs et les institutions, dans la famille, le métier, la cité, qui se traduira par des entreprises con-

(1) Lire le livre du Dr DELORE, *Notre frère corps* ; et l'œuvre du Docteur CARTON.

(2) Il est clair que le Scoutisme continuera d'accueillir avec une tendresse ardente nos frères infirmes ou malades. Fondé par un prêtre infirme, le Scoutisme a fait ses preuves dans cette branche d'extension qui relève de la *Légende dorée.* Mais cette tendresse pour nos malades nous rendra d'autant plus courageux pour épargner à d'autres les conséquences parfois cruelles de nos désordres et de nos fautes.

crètes d'hygiène publique (aération et propreté des locaux, des lieux publics, mouvement social vers la vie au grand air, le retour à la terre ; politique pratique de la ville verte, etc...)

Si nous avons pris le goût de la Route ou de la montagne, ce n'est pas dans l'esprit du « Tour de France cycliste », ni dans celui des sociétés savantes d'archéologie ou de spéléologie ; c'est d'abord par amour de l'oxygène, par discipline de l'entraînement. Nous apprendrons aux Français qu'il y a plus de joie à respirer le soleil par toute sa peau qu'à s'enfumer dans un café ou dans un cinéma ; qu'il vaut mieux vivre dans un pavillon au milieu d'un jardin, que dans un appartement sans soleil, etc...

Le Routier sera un séducteur, un entraîneur, un moniteur. Aux Chantiers, il devra arriver prêt à tenir une place de chef et bientôt il abordera le mariage (1) en pleine forme. Ce qui est plus important que d'affronter un match ou une compétition. Et il sera à même de donner au pays, s'il plaît à Dieu, de beaux et de nombreux enfants.

II

Qualité du travail

Il se pourrait qu'il nous faille restaurer sur ce point une idée mère du Scoutisme trop souvent méconnue et trahie.

Nous avons éveillé en nos garçons le goût de l'aventure, l'esprit de débrouillardise ; ils se sont faits secouristes, pionniers, comédiens, hébertistes, etc... Tout cela est fort bien. Mais plusieurs, de ceux qui nous connaissent et nous aiment, nous reprochent d'oublier parfois que *le Scout ne fait rien à moitié.* Il y a un amateurisme scout qui, à l'âge de la *Route,* serait, dans les circonstances présentes, de l'ordre de la trahison.

1) La Révolution Nationale nous a été à plusieurs reprises présentée par le Maréchal lui-même comme une réaction contre les *doctrines et les mœurs qui ont en France déprécié et saboté le travail.*

(1) Ce qui comporte qu'il soit informé des exigences de la vie conjugale et qu'il soit soumis aux disciplines et aux ascèses qu'elle suppose.

L'enquête (à la manière jociste) que devra poursuivre le Routier sur le milieu qu'il connaît, *lui montrera tout ce que nous avons perdu en cet ordre que nos vieux ouvriers considéraient comme sacré.*

Non seulement le loisir substitué à la joie du beau métier et du résultat, mais l'argent devenu la fin suffisante et conduisant l'ouvrier au sacrilège du travail systématiquement mal fait, refusé, saboté pour mener la lutte contre ceux qui en effet l'exploitaient. Double crime qui amenait l'homme à détruire de ses mains l'instrument de sa prospérité et la condition de son honneur et de sa joie.

Paresse, combine, détruisant la conscience de l'ouvrier, jaloux jadis du bel ouvrage ; mensonge, toc, truquage d'une part.

Exploitation cynique, d'autre part, de l'ouvrier considéré comme une machine à produire de la marchandise. Déshumanisation, déshonneur du métier.

Brigandage universalisé faisant les fortunes par le jeu de la bourse, ou consumant les salaires aú P. M. U. ; resquillage en petit, fraudes en grand ; loteries pour les imbéciles, trust et coalitions internationales pour les grands gredins. Bref, l'argent ayant détourné l'homme des tâches honnêtes qui réclamaient l'effort, pour lui faire courir la veine ou tenir le maquis.

Un pays, qui jadis offrait au monde les plus beaux métiers et des fruits parfaits, enlisé dans les routines qui font la risée des Danois ou des Portugais, quand ce n'est pas des Annamites ; un pays passé depuis longtemps à la suite, loin derrière l'Allemagne, la Russie, l'Amérique, le Canada ou le Japon, alors qu'il compte encore des savants ou des artisans capables de distancer leurs émules, si on leur en fournissait les moyens.

2) S'il est arrivé à des scouts de desservir ces disciplines fondamentales du travail considéré comme sacré, *il nous faudra reprendre conscience et réapprendre au Routier* qu'avant l'héroïsme des merveilleuses aventures *le Scou-*

tisme nous avait interdit de rien faire à moitié, fut-ce un nœud de ficelle.

Le Scoutisme a ceci de propre qu'il ne se satisfait pas de paroles. Il invite à l'œuvre et passe dans les actes.

Il nous sera facile, plus qu'à nuls autres, de restaurer chez nos garçons le sentiment, la discipline, l'amour et la fierté du travail bien fait.

« *Le travail,* disait à Commentry le Maréchal, *est le moyen le plus noble et le plus digne que nous ayons de devenir maîtres de notre sort.*

« *...La plus saine fierté que l'on puisse éprouver est de se sentir utile par un travail bien fait.*

« *...Le travail répond à cette loi sévère de la nature que rien ne s'obtient sans effort.*

« *...Une grande nation ne se fait pas par un privilège ou par une faveur de la chance, elle se fait par le travail continu de tous ses enfants de génération en génération* ».

Nous trouverons dans ces vérités les principes fondamentaux d'une rééducation de nos garçons.

a) *dans le comportement de tous à la Route*, en combattant la paresse, le caprice, la fantaisie ; en dressant de vrais programmes d'emploi du temps dignes d'un homme dont la famille est ruinée ; en exigeant du travail bien fait, ce qui est rare. Il faut être franc : improvisation, mauvais outillage, absence de technique, précipitation, inconstance, font que les expositions scoutes sont presque toujours (amusantes, en réalité) de médiocre qualité.

Nous avons eu la chance de voir venir à nous de grands professionnels. Ils nous ont offert leur métier. Rarement, nous avons su en tirer un vrai profit. Dieu sait cependant que B. P. avait conçu un tout autre régime de travail méticuleux (matelotage, par ex.), tenace, éprouvé !

Nous avons trop souvent chanté sans apprendre à chanter, dansé sans apprendre à danser, peinturluré sans apprendre à peindre, et photographié... !

Il faudra avoir le courage et l'honnêteté d'interdire à nos garçons de bricoler comme ils l'ont trop souvent fait, et les

discipliner à cette règle *de ne rien faire qu'ils n'aient appris à faire.*

On fera moins ; moins de feux de camp et moins prolixes, mais bien faits ; on demandera à des ouvriers de nous apprendre à manier la scie ou la plane, la flûte ou la parole, ou l'objectif.

N'oublions pas que le goût, le sens du beau ne vaut pas sans le sentiment préalable du juste.

b) Il se pourrait que certains aient *méconnu quelque peu le primat du devoir d'état.* On a dit que les Scouts étaient mauvais élèves ; ce reproche est généralement injuste, mais il doit nous tenir en éveil.

Il faudra que nos chefs osent contrôler la qualité professionnelle de leurs routiers et prendre, après avoir épuisé les moyens de persuasion, les sanctions qui écarteront de nos clans les mauvais ouvriers, si beaux discoureurs, si audacieux aventuriers qu'ils se prétendent. Nous n'avons pas pour fin de former un peuple de campeurs. Un peuple vit des bons artisans qu'il embauche. A nous de les lui offrir.

L'orientation professionnelle chez le Scout, puis l'apprentissage seront au premier plan des préoccupations du chef de Troupe. Le choix du métier, la préparation à la profession, la ténacité dans l'effort soutenu, le souci constant du progrès sont les objectifs majeurs du Routier. Les Chefs auront à connaître les organisations susceptibles de l'aider dans cette tâche.

Les catastrophes sociales ou nationales, les bouleversements économiques auront dû apprendre aux petits bourgeois comme aux ouvriers que l'homme porte son bagage avec soi, comme le bûcheron ses outils ; et que la valeur d'un homme ne réside pas dans les diplômes dus à la chance, au piston, ou au bachottage, mais dans ses qualités ouvrières sans cesse mises à jour.

La *Route* devrait faire de nos jeunes professionnels les pionniers du travail : *Tour de France* et *Tour du Monde,* entrepris sac au dos à la découverte des meilleurs ouvriers, des techniques en progrès, devançant de vingt ans tous leurs camarades routiniers et sédentaires, ou plutôt apportant au

pays l'enrichissement d'une information, d'une exploration jamais satisfaites. Si la *Route* ne leur a pas donné le goût et fourni le moyen de voyager à travers le monde pour devenir plus largement hommes, à quoi bon avoir fait franchir le massif de Belledonne ou des Aravis ?

3) Il est clair que ces bons ouvriers, que ces hardis chefs d'entreprises, que *ces découvreurs seront les reconstructeurs du beau chantier France* qui faisait jadis l'admiration du monde. Ayant pris les justes commandes, ils sauront à quelque palier que ce soit, petit atelier ou grand gouvernement, rétablir les conditions du travail véritablement humain.

Techniques, disciplines morales et sociales, à la base, ils auront en mains les moyens de rendre au pays, quel que soit son sort, une richesse, une autorité contre quoi nulle puissance ne pourra prescrire.

Si nous avons tous *préféré* le Scoutisme, c'est parce que nous y trouvions moins de discoureurs et plus d'ouvriers. La *Route* doit nous apporter la preuve que nous n'avons pas mal placé notre confiance. Et que la France aussi n'a pas été trompée par nos promesses.

III

Unité du peuple

Le Scout est fils de France. Il l'a montré dans sa vie et dans sa mort. Nous espérons que ce ne sera pas toujours dans la guerre qu'il donnera au pays son dévouement.

Quoi qu'il en soit, l'état actuel de la France nous dicte un devoir impérieux, et précise les formes d'un service de tous les instants et de toute urgence : *refaire l'unité de notre peuple déchiré.*

1° *Ici l'information de base devra faire « réaliser » par nos Routiers à quel point notre peuple souffre de ses déchirements.*

La *défaite* depuis un an a coupé la France en deux, en trois, en quatre zones qui n'ont presque aucune communi-

cation entre elles ; nous ne savons pas jusqu'où se creusera l'abîme entre les fils de notre race.

La *politique*, le désordre économique et social avaient depuis deux cents ans dressé l'une contre l'autre deux France et peu à peu trois ou quatre, opposées par la religion, la philosophie, les intérêts, les rivalités de personnes et de partis. *L'individualisme* avait conspiré avec l'esprit de classe pour émietter encore plus le tissu jadis compact.

Les événements actuels nous ont montré où aboutissait un tel système et nul esprit de bonne foi ne met en doute que la France pour survivre doit opérer sur ce point une conversion profonde dans sa pensée et dans sa conduite.

Ici encore s'ouvre un immense chapitre de géographie humaine, qui comporte avec la connaissance de notre histoire, l'observation de la réalité au milieu de laquelle nous vivons. Nos Routiers ne sont plus des enfants. Aux Chantiers, à la Faculté, à l'usine, ils seront mis en contact avec des Français que nous avons traités en adversaires et parfois en ennemis. Il ne nous est plus permis de les enclore dans des bergeries bien gardées et illusoirement homogènes. Il faudra qu'ils découvrent l'autre France ; qu'ils apprennent pourquoi nous sommes divisés ; qu'ils en arrivent à admettre que nous sommes pour quelque chose dans ces séparations et qu'ils s'informent de nos propres erreurs. D'une souffrance aiguë provoquée par ces schismes, ils partiront pour une action vraie et efficace d'unité.

Il y aura lieu de bien établir que ce n'est point l'ambition ni l'exaltation patriotique, encore moins le chauvinisme vaniteux, ni même la revanche sentimentale ou une dictature unitaire qui referont le pays ; mais une réforme sociale, organique, solide, cordiale, fidèle, disciplinée.

2° *Ils apprendront ainsi une politique d'amitié française, de fidélité française, de solidarité française qui devra fonder cette « communauté du peuple »* capable d'embrasser l'espace (la France et son empire), le temps (notre passé et notre avenir), la diversité des intérêts enfin harmonisés dans un sentiment assez nouveau du bien commun.

Leur premier effort sera toujours de conversion personnelle. Il faudra que nous aidions nos Routiers à se faire un esprit, une âme communautaires, en combattant l'égoïsme sous toutes ses formes. Les innocentes, comme la timidité, un goût trop accentué du silence ou de la solitude, une religion d'érémitisme qui souvent ne sera que mépris de nos frères, complaisance en eux-mêmes qui pourra aller jusqu'à une véritable désertion. Et les coupables : combattre la paresse pour exciter l'ambition de travailler pour la communauté ; l'avarice qui se réserve à soi-même la jouissance des biens possédés. Combattre dans le choix de la profession une recherche de *son* succès, de *sa* fortune, pour préférer le métier où chacun rendra le mieux au service de la communauté, et par conséquent faire passer le besoin général avant des goûts personnels (1).

Combattre les tendances antisociales du caractère : ironie qui blesse ou simplement dissocie ; aigreurs, critiques, amertumes qui sont négatives et souvent destructrices ; jalousies, mensonges, méchancetés, depuis les sournoises jusqu'aux violentes.

Combattre l'esprit de clocher, de classe, l'esprit sectaire. Chercher ce qui unit. Rompre avec le quant à soi bourgeois : supprimer les barrières artificielles, les distances qui ne sont point l'ordre, etc...

Ouvrir l'esprit à une curiosité sympathique et accueillante, éveiller l'intérêt qui enrichit de l'apport des autres ; briser les routines, l'esprit de parti et toutes les formes de la suffisance.

Ouvrir le cœur à une cordialité qui fera de nos Routiers des foyers d'amitié, des centres de cohésion, de collaboration de plus en plus vaste. Acquérir jusqu'aux techniques qui conditionnent les rassemblements naturels : savoir parler, chanter, jouer, etc... Se faire des entraîneurs, des animateurs. Et peu à peu devenir des chefs.

---

(1) Il est grave que dans nos familles chrétiennes la pensée du sacerdoce soit si peu efficiente pour susciter des vocations. Alors que l'Eglise de France manque si cruellement de prêtres et notamment dans nos campagnes qui en meurent, trop peu de nos routiers fervents s'offrent à ce service urgent et essentiel, parce que la vocation est trop considérée comme un attrait personnel.

La Route bien pratiquée est une bonne école du sens communautaire : *entre les campagnons* (amitié, collaboration, secours, etc...) *avec le peuple* que nous rencontrons en chemin, au village, au ravitaillement, à la mairie, à la paroisse. Nous combattrons un instinct un peu sauvage, un sans-gêne, ou une simple froideur qui sont des manque-à-gagner considérables. Parler aux gens, s'enfoncer dans leur vie, leurs peines, les engager dans notre joie. Tact, délicatesse, audace à acquérir. Substituer à une conception centripète de la Route ou du camp, une conception centrifuge de rayonnement. Courtoisie poussée aux dernières délicatesses.

3° Ainsi *nous consacrerons nos énergies à faire prévaloir autour de nous l'esprit et le fait communautaires,* à reconstruire toutes les communautés petites ou grandes qui feront la solidité du tissu français.

La famille avant tout. Ce serait une grave faute que de faire de nos garçons des aventuriers magnifiques, mais rebelles ou mal préparés à la vie de famille (connaissance de la politique familiale révolutionnaire, action pour la faire accepter, rayonner autour de nous).

Le compagnonnage de métier. L'usine est le chantier où nous devons faire prévaloir notre notion d'équipe. Ressusciter le « Tour de France », destiné à restaurer les liaisons dans la profession (connaître la politique du travail, la doctrine sociale de l'Eglise ; agir pour la faire se réaliser dans le pays).

La paroisse, c'est-à-dire le plus proche groupement fondé sur le voisinage : village, quartier de ville (maison de jeunes, stade, piscine, jeux, vie liturgique, entr'aide, etc...)

La province, c'est-à-dire la région naturelle déterminée par le sol, l'histoire, la langue populaire (connaître l'héritage que porte un pays. En ressusciter la fierté, maisons régionalistes, fêtes, etc... Folklore, théâtre, pèlerinages, architectures, industrie, richesses et beautés naturelles, etc...)

La France enfin dans son ensemble : refaire par tous les moyens en notre pouvoir de la cohésion française aux dimensions du pays et de l'empire. Connaissance de notre héritage :

langue (parler bon français), art ; héros et saints ; savants et penseurs, grands bâtisseurs et coloniaux. Connaissance de notre raison d'être français, de notre vocation dans le monde ; appétit instinctif des rencontres entre fils de France à l'étranger. Sens de la mission humaine et catholique de la France, qui lui donne enfin la raison d'être et consacre notre patriotisme de chrétiens.

Bref, la Route sera redécouverte dans son être profond bien au-delà du pittoresque, comme passage et lien entre les hommes.

IV

Rayonnement du Christ

Gratuité et *fierté* sont les deux mots qu'il faut inscrire au seuil de ce dernier chapitre qui informe tous les programmes des Scouts de France, et singulièrement des Routiers.

Nous sommes du Christ, fils de l'Eglise. Nous avons le bonheur d'être insérés sur la plus authentique, sur la plus ancienne tradition spirituelle de la France. Nous respectons trop les dons de Dieu pour en vouloir disposer d'autorité. Notre collaboration avec les non-chrétiens sera de fraternelle et parfaite courtoisie. Nous admirerons qu'ils nous dépassent parfois et nous apprendrons d'eux à mieux exploiter le don que Dieu nous a fait de la vérité et de la grâce. Nous nous garderons surtout de toute politique sournoise qui poursuivrait des fins non avouées et les servirait par des voies sans droiture. Mais nous aurions également honte de dissimuler ce que nous devons au Christ et à son Eglise, de sembler désavouer, ne serait-ce que par le silence, son Evangile. C'est pour pouvoir affirmer notre foi avec fierté que nous requérons de nous le plus loyal désintéressement. Ceci posé, nous n'hésitons pas à mettre au plus grand jour notre foi au Christ et les attitudes pratiques qu'elle comporte.

1° *Combien notre peuple est aujourd'hui déchristianisé* et combien sont graves les conséquences de cette apostasie, il n'y a pas à le dissimuler à de jeunes chrétiens qui arrivent à

l'âge des options personnelles. Il n'y a pas lieu de craindre un scandale, puisque le fait ne leur échappe pas. Mais il est excellent de le leur faire mesurer et analyser. Combien notre vie publique est étrangère à la pensée de Dieu et de l'Evangile ; combien notre vie mondaine et bourgeoise, dans les milieux dits catholiques, est en opposition avec l'enseignement de Jésus-Christ ; combien notre religion est sentimentale, routinière et souvent peu intelligente ; combien il s'en faut que nous en soyions fiers comme il se devrait ! Des constatations provocantes amorceront une recherche des causes de cette infidélité (exploration de l'histoire, enquête sur l'état présent du pays, discernement des courants spirituels qui travaillent la pensée de nos contemporains).

Nous ne craindrons pas de leur ouvrir les yeux sur nos insuffisances individuelles ou corporatives qui font le scandale d'esprit loyaux qui par notre faute sont rejetés loin de l'Eglise.

Par contre, nous observerons les ruines morales ou sociales, les déchéances personnelles ou nationales qui résultent de l'abandon d'un christianisme viril. Et pourquoi le Maréchal et son gouvernement, dans le souci du redressement français, font appel à ce sentiment chrétien qui chez beaucoup sommeille et n'hésitent pas à ramener l'esprit des maîtres vers cette civilisation chrétienne qui fait corps avec notre héritage français.

2° Sur l'angoisse ainsi éveillée, il deviendra possible d'exciter dans des cœurs loyaux et prévenus de la grâce, *une faim exigeante de lumière* en quoi consiste le passage d'une adhésion subie à une foi choisie. Et c'est l'objet central de la foi chrétienne, c'est-à-dire la personne du Christ que nous travaillerons à leur faire discerner. Dans les temps tragiques où ils vivent, on ne peut guère concevoir que des chrétiens demeurent fidèles, avec joie et fierté, *s'ils n'ont pas fait cette découverte personnelle du Christ, sur quoi toute leur vie reposera.*

Le rôle du prêtre auprès de nos Routiers est de les amener à se poser la question, puis de les aider par une pédagogie respectueuse et cordiale à discerner les traits humains de

Jésus-Christ, dont peu à peu la transcendance leur apparaîtra comme le rayonnement voilé de la Divinité.

Comme historiquement a agi le Christ, vivant le plus humainement dans les contacts quotidiens avec les gens de son village, puis se proposant à l'amitié de jeunes hommes et leur découvrant progressivement la splendeur, l'audace, la puissance de son message, pour, après de lentes préparations, les conduire à la Croix où il savait que tout s'écroulerait sauf une secrète adhésion que le Saint-Esprit ferait bientôt radieuse et conquérante ; ainsi nous ne pourrons mieux faire que de suivre avec nos routiers les chemins de la vie et de confronter leur expérience des hommes, voire leur propre détresse, avec paroles du Christ, ou des actes, dont ils saisiront soudain la portée.

Lorsqu'ils seront fortement accrochés, virilement, intellectuellement plus que sentimentalement, à leur Maître, nous pourrons et nous devrons les introduire dans la connaissance du mystère : Paternité divine, Communion au Christ dans l'Esprit-Saint, toute l'économie de la grâce et de la vie sacramentaire dans le Christ mystique incarné dans l'Eglise. Mais nous n'oublierons pas que saint Paul lui-même n'a abouti à cette connaissance qu'après le choc de Damas, suivi d'années de prière, de contemplation, de grâces mystiques extraordinaires. Nous ne serons pas surpris que plusieurs ne s'ouvrent que tardivement à ces vérités.

Au préalable, il sera plus aisé et plus juste d'apprendre à nos Routiers à se faire un cœur vraiment chrétien, à s'identifier vitalement au Christ, à le reproduire, non par une copie extérieure, mais par une inspiration profonde de son Esprit ; à juger du monde, des événements à cette lumière. Et à porter leur témoignage sans peur.

3° *Car il est inconcevable qu'un Chrétien de cette trempe ne fasse pas resplendir dans toute sa vie la grâce dont il est pénétré.* Telle est la plus juste forme du témoignage. C'en est la plus humble, mais aussi la plus efficace. La seule efficace.

Il sera beau que ces jeunes chrétiens apportent à la communauté chrétienne, à la paroisse, la sève de leur foi vivace : que par eux le culte de Dieu reprenne splendeur et fraîcheur ; qu'ils renouvellent la liturgie si souvent avilie, ennuyeuse, efféminée, par un style cérémoniel, par une qualité du chant et en général par de beaux et hardis « Retours en chrétienté ». La tradition scoute des baptêmes, fiançailles, mariages, funérailles, débarrassée des formes mondaines et rendue à leur vérité primitive, sera pour nos Routiers beaucoup plus qu'une joie personnelle, elle apportera de plus en plus à la paroisse une vitalité féconde. Il y aura encore beaucoup à redécouvrir dans cet ordre : célébration des fêtes, cycle du Temps, fêtes saisonnières, Rogations, fête des Mères, du Travail, fêtes nationales, etc... (1)

Il faut surtout qu'ils créent dans la communauté chrétienne cette atmosphère d'amitié fraternelle qui rendra du courage à beaucoup (à commencer par les prêtres), qui fera plaisir à Dieu et qui exercera autour de nous une séduction très puissante. Le « Voyez, comme ils s'aiment ! » a attiré plus de païens au Christ que les traités savants des Apologètes.

Leur action sera beaucoup plus orientée vers la charité opérante que vers la dispute ou l'éloquence. C'est ici que l'héroïsme, si connaturel au scoutisme, retrouvera sa place, si l'amour du Christ inspire à nos routiers des générosités et des hardiesses qui briseront avec l'égoïsme bourgeois où se meurt notre christianisme. Il sera bon d'être en éveil pour leur proposer des réalisations, un peu aventurées au-delà des positions de tout repos : l'hospitalité, par exemple, aura dans ce temps, des occasions nombreuses d'affirmer que des chrétiens croient à la parole du Christ : « *Qui vous reçoit me reçoit* ».

A de jeunes hommes on peut proposer une charité encore plus fidèle aux enseignements du Christ : celle d'une loyale et pure amitié donnée aux pécheurs, à ceux qui ne sont pas de la paroisse, aux non-croyants, aux égarés, aux déchus, aux

---

(1) Nos routiers sont équipés pour, avec l'aide des cheftaines, des scouts, des guides et des louveteaux, rendre à l'église elle-même sa dignité et sa beauté (depuis la sacristie jusqu'aux fleurs qui feront autour de l'Eglise des parterres de joie).

bannis. Ils y gagneront beaucoup plus qu'ils ne risqueront d'y perdre. Leur foi y trouvera souvent le choc violent qui les conduira droit au Christ vivant et parfois jusqu'au sacerdoce. Il était remarquable que la *Route* des débuts donnât tant de prêtres à l'Eglise. On peut se demander si nous avons soutenu ce don qui fit la couronne du Scoutisme des premières années.

Il est clair qu'instruits par l'Eglise des doctrines sociales qui conditionnent l'ordre et la prospérité des sociétés, nos Routiers devront dans leur famille (leur femme, leurs enfants, leurs domestiques, leurs amis et leurs voisins), dans leur métier, dans la cité, faire agir et triompher les vérités de l'Evangile, dans la justice, dans l'amour, dans le sacrifice de chacun au bien de tous, et enfin dans l'offrande de toute la communauté terrestre aux fins qui la dépassent : *la Rédemption du monde et la Gloire de Dieu.*

Les prêtres nés du Scoutisme et de la Route achèveront l'effort de leurs frères et ceux qui, — nombreux, plus nombreux — partiront dans les pays païens comme missionnaires du Christ, donneront à la France le gage le plus sûr de sa durée, en même temps qu'ils seront le plus beau fruit de sa race. Nous dépassons ici tout l'ordre des événements temporels qui nous attristent ou nous enivrent, qui nous occupent à l'excès ; des œuvres du temps nous atteignons aux œuvres éternelles. Avec Péguy, aux pires heures, la pensée qui fera notre force sera de savoir : « *Qu'il y va du salut éternel de la France* ».

Ce sera la force et ce sera la joie de notre Route.



Conclusion : Notre méthode de travail

1° La mise en œuvre de ce vaste programme que nous n'avons qu'exploré d'une vue de clocher, demande un travail considérable de la part de tous, compagnons, chefs de clan, direction.

Avant toute chose, il est nécessaire que la Route soit conduite par un pouvoir compétent et fort. Outre les commissaires, il sera constitué au Q. G. une quadruple équipe de direction comprenant :

a) *ses organes d'information*, de doctrine et de fait ;
b) *ses organes de commandement.*

Ce seront donc quatre bureaux qui fonctionneront pour vous aider et vous soutenir.

Chacun de ces bureaux aura pour première tâche de procéder au repérage des hommes compétents, capables (qu'ils soient scouts ou non, de nous diriger dans le sens où nous vous engageons). Ainsi s'élaborera une doctrine précise, concrète, bien définie par le but poursuivi d'une part, intimement spécifiée par le Scoutisme d'autre part.

Les organes de gouvernement auront pour mission d'assurer dans toute la *Route* l'exécution fervente de ce programme.

2° Il vous sera facile de comprendre, comme nous le disions en commençant, que *tout* le Scoutisme (Loi, technique, activités, mœurs, traditions) bien loin d'être périmé trouve à la *Route* sa mise en œuvre pratique et virile. Depuis la B. A. jusqu'au pionniérisme, tout ce que nous avons appris et vécu, jouera. *Mais comme joue dans un adulte ce qu'il a appris dans les écoles.*

Les techniques ne sont pas une fin en soi. Tout comme les déclinaisons latines, les gammes, ainsi les nœuds. Il faudra que nous n'oublions jamais *ni* l'apport scout, *ni* la requête française. Que nous sachions toujours *pourquoi* nous franchissons un pic ou explorons une grotte, *pourquoi* nous apprenons une danse, *pourquoi* nous partons camper, *pourquoi* nous faisons de l'hébertisme, j'ose dire : *pourquoi* nous communions.

Nous aurons toujours soin de mesurer par rapport aux *fins* les *moyens* que nous pratiquons, sans les prendre jamais eux-mêmes pour ces fins. Les sens des proportions sera le régulateur constant de notre pensée et de nos efforts.

3° *La méthode scoute d'incarnation et de jeu,* gardant même auprès des hommes de valeur, *la Route devra concevoir des objectifs saisissables,* bien en place, sympathiques et rayonnants, capables de polariser la pensée, l'imagination,

le courage des Routiers, et capables également de diffuser dans le pays les effluves vitaux qui le soulèveront.

Les « *Noëls Routiers* » sont le type de ces réalisations, mais n'en épuisent pas la variété. Maisons de jeunes, musée de terroir, stade, piscine seront des institutions durables que la *Route* aura suscitées plutôt qu'elle n'en assumera la charge. Fêtes de mai, feu de la Saint Jean, fête des moissons, joie au village, offriront des occasions puissantes de l'emploi de nos forces. L'accueil des prisonniers, l'hospitalité aux réfugiés, l'aide aux familles nombreuses, le nettoyage du village, le jardin de l'église, la résurrection d'un pèlerinage local, calvaire, chapelle, la floraison des Vierges permettront aux Routiers d'être les animateurs (les pionniers, puisque nous y avons prétendu) d'une vie communautaire joyeuse et féconde.

A vous d'imaginer ce qui incarnera authentiquement les belles intentions qui deviendront, dans des entreprises proportionnées à vos moyens, la réalité d'une France rajeunie et vivante.

Si vos sœurs les Guides font dans leur ordre ce que vous allez accomplir dans le vôtre, soyez sûrs que de belles maisons se bâtiront et se rassembleront pour offrir à Dieu un beau Pays, digne du Peuple qui a fait la Croisade et les Cathédrales, du bon Peuple Jardinier...

Paul DONCŒUR.

LE SAUVEUR DU PORTUGAL

Le mouvement nationaliste portugais orienté et conduit par Salazar suivant une doctrine et des procédés entièrement neufs dans l'Europe du XXe siècle, n'a jamais eu la prétention de créer un système général susceptible d'être universellement et intégralement appliqué dans tous les pays, quels qu'ils soient, en mal de rénovation nationale.

Cette doctrine ne peut d'ailleurs et ne doit pas être offerte à tous comme un modèle absolu ; elle est faite à la demande du « cas portugais ».

Elle vaut seulement en tant qu'exemple de procédés capables, dans des cas analogues à ce « cas portugais », de conduire un pays vers la solution nécessaire des plus graves problèmes de redressement national après quelque important bouleversement intérieur.

Embrassant tout cet immense domaine de la reconstruction de l'Etat nouveau, du rétablissement de l'ordre intérieur, du redressement des finances, de la reconquête du prestige extérieur, la pensée de Salazar, comme l'on dit, est familiarisée avec toutes les principales difficultés de l'administration publique adaptée à sa doctrine ; elle s'est penchée en outre vers toutes les grandes et subtiles inconnues de l'activité internationale actuelle.

C'est ainsi que cette pensée de Salazar et ses applications raisonnées ont acquis dans leur ensemble, un intérêt général qui dépasse largement aujourd'hui les frontières relativement étroites et particulières de l'espace portugais, et qu'elles ont pris également un ton général spécifiquement européen et occidental, puisque chrétien et national.

Cette pensée de Salazar qui retient aujourd'hui l'attention universelle, est tout entière contenue dans les textes officiels assez complexes qui constituent la charte de l'état portugais nouveau. Ces textes témoignent de l'extraordinaire

activité mentale de cet homme d'Etat qui conduit d'une main ferme depuis la première heure le redressement de son pays sur tous les plans et dans tous les domaines.

Quel est donc ce personnage vraiment unique à notre époque, qui depuis 1926 a refait du Portugal un pays, voire même un empire européen, que tout le monde envie aujourd'hui ?

Salazar est le fils d'un brave paysan de la Béira Alta. Il avait mis à fertiliser sa vie et son cerveau le même courage silencieux et la même patience obstinée que son père, le « Componez », à féconder son lopin de terre. Hissé par ses propres moyens jusqu'au professorat supérieur, il considérait celui-ci comme un apostolat chrétien et national. En répondant à l'appel de Gomez da Costa, il consentit, non sans regrets, à sortir de sa chère cellule, de ses lectures mystiques et philosophiques, et de ses arides statistiques.

Quelques mois avant, hanté par l'idée de servir son pays dans la détresse, sa première et dernière illusion politique avait été de croire candidement, comme on le lui avait affirmé, qu'il ne pourrait faire œuvre utile dans un gouvernement qu'en se faisant élire député. Mais dès la première séance à laquelle il assista, il avait compris toute la basse mécanique du parlementarisme en décomposition, et, sans même attendre la fin de cette première séance, il avait regagné sa cellule de Coïmbra en jetant son mandat aux orties, et en jurant de ne plus se laisser prendre dans les filets décevants de la politique.

Il répondit cependant à l' S. O. S. des généraux et accourut à nouveau à Lisbonne, non sans avoir affirmé au préalable qu'il ne souffrirait aucun compromis aux remèdes qu'il croyait devoir employer et appliquer pour coopérer à la rénovation nationale. Il passa alors deux ou trois jours dans le silence et l'isolement de son cabinet hermétiquement clos à toutes lès visites, pour étudier à loisir la situation des finances de l'Etat. Il donna ensuite ses conclusions et proposa les remèdes radicaux mais très durs qui seuls, selon lui, pouvaient sauver la situation. Les militaires qui, cependant, sem-

blaient ne devoir avoir peur de rien pour aboutir, frémirent devant la sévérité du diagnostic de Salazar et la rigueur du traitement qu'il considérait comme indispensable. Ils voulurent en discuter l'application. Salazar, fidèle à son idée, n'entendit rien et rentra aussitôt à Coïmbra.

Mais en 1928, alors que l'économie portugaise n'était plus qu'un amas informe de papiers sans aucune valeur et que la finance internationale s'apprêtait à mettre définitivement la main sur le Portugal, le général Carmona n'hésita plus à rappeler à nouveau d'urgence Salazar et cette fois sans conditions.

Celui-ci réclama, aussitôt et avant tout, les pleins pouvoirs en tout ce qui concernait les finances et l'économie nationales. Il fallut bien céder à ces exigences sans appel.

Arrivé à Lisbonne, Salazar commença par éconduire poliment mais sans délai tous les aigrefins internationaux. Quinze jours plus tard l'argent commençait déjà à rentrer dans les caisses de l'Etat.

Mais Salazar s'apercevait en même temps que le mal était encore plus profond qu'il ne l'avait estimé tout d'abord. La réorganisation totale du pays, la réforme totale de l'esprit même de la nation s'imposaient à cet homme qui ne se croyait qu'un économiste et qui devait par la force même des choses s'improviser homme d'Etat dans toute l'acceptation de ce terme. N'écoutant que sa conscience et son sentiment chrétien du devoir national, Salazar appliqua dès lors à ces questions toutes nouvelles pour lui toutes ses dispositions de méditation et de réflexion objectives et toute sa puissance de travail acharné. Il se fit lui-même homme d'Etat, et s'imposa sans tarder à tout son entourage qu'il absorba peu à peu. Et c'est ainsi que jour par jour, sans hâte, sans éclat, sans parler, sans manifestations d'aucune sorte, sans même le vouloir, a-t-on pu dire, il devint le Chef incontesté d'un gouvernement d'aspect dictatorial.

Son rôle prépondérant prit toute la forme extérieure d'une Présidence du Conseil. C'était en réalité une dictature imposée par la situation et les événements. C'était pour

le Portugal l'abdication de la prétendue liberté démagogique dont il avait failli mourir. C'était, en tous cas, le dur mais seul remède à l'état de crise qui imposait un pareil régime pour le salut du pays. Ce n'était cependant pas une dictature telle que les politiciens à courte vue la conçoivent généralement.

L'attitude ambitieuse de certains hommes qui ne voient dans la « dictature » qu'un moyen d'atteindre pour eux-même au pouvoir absolu, de prendre brutalement la place d'un roi ou d'un empereur, nous fait donner, en effet, trop souvent à ce mot le sens défiguré de despotisme personnel sans frein ni contrôle.

Telle n'est pas la dictature de Salazar, qui répugne par ailleurs à ce titre de dictateur, dont il n'ignore pas le sens péjoratif tel que les hommes libres, ou soi-disant tels, attachent généralement à ce mot. Etre considéré et agir comme un « Führer », un « Duce », un « Chefe » ou même un « Caudillo » répugne absolument à sa nature, à son tempérament, à son esprit et même à sa conception du gouvernement. Il ne consent jamais à ce qu'on l'appelle autrement que M. le Ministre, pas même M. le Président. Modeste et réservé à l'extrême, il n'est dans son propre esprit qu' « un simple ministre aux fonctions multiples sans doute (Finances-Guerre-Affaires étrangères...), mais seulement un ministre, et pas le chef des ministres ».

La dictature de Salazar, solidement établie par la méditation réfléchie, le sens critique et philosophique d'une intelligence impérieuse et profondément religieuse, repose sur une base essentiellement chrétienne et latine. Si elle est autoritaire, elle est cependant libérale, si paradoxale que puisse paraître cette affirmation.

C'est en 1933 que Salazar assuma vraiment et définitivement la charge de la Présidence du Conseil. Cinq ans auparavant il avait réalisé la réforme des finances. En 1933 il réalisait la réforme de l'Etat lui-même et donnait au Portugal une constitution entièrement nouvelle et moderne soigneusement mûrie et étudiée, adaptée tout à la fois au carac-

tère portugais et aux besoins nouveaux de la situation de son pays.

Cette constitution est basée : 1°) sur une *Assemblée Nationale* dont les membres ne sont pas élus après un marchandage électoral dont on connaît les méfaits sociaux et politiques, mais *choisis* exclusivement parmi les plus compétents ; 2°) sur une *Chambre Corporative* dont les membres sont *proposés* par les divers syndicats professionnels.

Cette organisation ne dépend ainsi, ni de la volonté exclusive et tyrannique d'un chef, ni d'une enchère électorale démagogique, mais uniquement des directives qui s'imposent aux esprits sains dont le seul but doit être la rénovation et la prospérité de la nation.

C'est en cela précisément que le « Cas Salazar » est vraiment unique dans le nouveau monde européen.

Salazar est un homme qui n'a jamais eu ni le goût ni le désir du pouvoir personnel, qui était fait pour la réflexion silencieuse d'une chambrette de professeur d'université ou la méditation d'une cellule de couvent, qui n'a pas la moindre parcelle d'ambition ou de gloriole politiques, qui ne trouve aucun plaisir à dominer ses semblables, qui a même au dedans de lui-même un certain dédain de sa propre puissance.

« Il ne se fait aucune illusion sur l'homme ».

Il accepte par devoir chrétien et patriotique toutes les responsabilités, tous les dangers, toutes les critiques, tout le labeur écrasant du pouvoir absolu, sans aucune compensation ni de vanité, ni d'argent, ni d'honneurs, ni même de ce plaisir spécial qu'ont trop souvent les hommes politiques à manier les foules et à s'imposer à elles par la parole, la parade et les actes.

Comme il l'a dit lui-même : « C'est là une expérience qu'il m'a fallu tenter malgré moi et supporter pour le bien de mon pays ». « Je fais ainsi froidement et chrétiennement mon devoir de Portugais ».

On a pu dire que ce personnage ascétique ne travaille que pour une idée humaine, et avec le dédain de l'homme

lui-même, en s'appuyant sur ses profondes convictions religieuses.

On imagine facilement et on constate tous les jours l'ivresse profonde de ces dictateurs lorsqu'ils dominent de leur tribune officielle ou de leur balcon des multitudes délirantes, souvent moins convaincues que bruyantes d'ailleurs, ou lorsqu'ils paraissent au front de puissantes armées forgées et disciplinées par eux. Salazar ne connaît rien et ne veut rien connaître de ces jouissances d'orgueil ; il mesure à leur juste valeur le service des foules et la vanité des spectacles honorifiques. Sa nature pensive l'éloigne de toutes ces manifestations collectives et de tout ce clinquant trop souvent sans profondeur et sans solidité réelles. Il lui est indifférent d'être populaire, au sens mesquin où l'entendent généralement les meneurs de masses. Il ne se montre pas volontiers. Il vit confiné dans son cabinet de travail ou dans sa modeste demeure, et la foule ignore à peu près son visage qu'elle voit rarement.

Il n'est pas un tribun. Son éloquence, lorsqu'il parle, est faite de pensées et non de phrases ronflantes et enflammées. Ses discours, quand par hasard il est absolument obligé d'en prononcer, s'adressent à l'intelligence. Leur style est toujours châtié, sévère et sans complaisance, « incapable par conséquent de faire frissonner, comme on dit, la chair de la multitude ».

Esclave de son labeur et de ses méditations philosophiques, il ne prend même pas le temps de sortir. Grand liseur de journaux, il les lit uniquement, dit-il, pour se tenir au courant, car, ajoute-t-il, aussitôt :

« Je crois que c'est un vice ; ce que j'y apprends en « effet n'est pas en rapport avec le temps que j'y consacre « et que j'y perds ». Il lit, paraît-il, les comptes rendus des séances parlementaires des pays démocratiques :

« Cela me confirme dans mes idées, dit-il avec un léger « sourire. Le régime parlementaire amène forcément n'importe quel homme à dire bien des sottises. Si je devais « parler ou écrire tous les jours, je n'aurais bien vite plus rien

« à dire et j'en viendrais tout naturellement à dire des sot-
« tises comme tout le monde ».

On le dit avare. Avare des deniers de l'Etat, très certainement. On ne fait d'ailleurs de bonnes finances dans un pays qu'avec une âme de bonne ménagère. Pour un ministre des finances comme Salazar, il n'y a pas de petites économies. Et c'est grâce à cela qu'il a sauvé l'économie portugaise malgré tous les mécontentements soulevés au début par la rigueur de sa gestion aujourd'hui approuvée par tous, parce qu'elle a fait ses preuves. Avare pour lui-même ? Comment le serait-on lorsqu'on n'a rien soi-même ? Or il n'a effectivement rien. Il vit exclusivement de son traitement de ministre. Il habite à Lisbonne une petite maison bourgeoise qu'il a louée meublée. Il n'a ni femme ni enfants. Sa vieille servante, la fidèle Maria, gère le ménage avec parcimonie. Il se dispute avec elle lorsqu'elle lui propose quelques extras. Il passe de dures et sévères vacances de travail et de réflexion méditative dans sa petite maison familiale de paysan.

Un fait est bien de nature à illustrer le caractère de Salazar.

Un jour, dans une cérémonie officielle, il fait une chute par un escalier et se brise la cheville. L'Etat, logiquement, devait prendre à sa charge la note des médecins. Salazar s'y opposa et la paya de ses propres deniers. Dans son esprit, comme il le dit d'ailleurs ; « c'est l'homme qui s'est cassé
« maladroitement la jambe, et non le ministre. C'est autant
« de gagné pour le budget de l'Etat, car cela représente une
« salle d'école, un bord de route, les roues d'un wagon,
« l'amortissement d'une partie de la dette nationale ».

« Tout pour le pays, rien contre le pays ». Telle est sa propre devise. En l'appliquant strictement, il est dur pour lui-même et peut dès lors être dur pour les autres sans injustice.

Le résultat que tout le monde connaît aujourd'hui est là : prospérité, calme, force, dans un pays qui, avant lui, n'était que faillite, guerre civile et faiblesse.

Tel est cet homme dont la vie privée est par ailleurs si

particulièrement caractéristique qu'elle mérite qu'on y jette un regard indiscret à la suite d'un personnage qui eut le rare privilège de visiter le dictateur dans sa petite maison de Lisbonne.

Petite maison bourgeoise genre bruxellois, celle d'un bon curé de campagne : cuisine au sous-sol, rez-de-chaussée surélevé, escalier d'entrée pour y atteindre, avec des plantes vertes à chaque marche, deux pièces sur le devant, deux étages.

Dans l'antichambre il n'y a qu'un bouquet de fleurs en papier de soie sur la table : quelques livres sur des rayons ; au mur, dans un cadre, un portrait d'Anatole France : Salazar n'a aucune admiration particulière pour lui, c'est un cadeau qu'on lui a fait, paraît-il, et qu'il a laissé dans cette antichambre.

Dans le cabinet de travail, il fait presque noir, persiennes presque toujours fermées, stores baissés ; on s'y sent pénétré du sérieux et du silence qui doivent y régner autour du maître. Ce travailleur obstiné et méditatif souffre des yeux et craint la lumière vive.

Dans cette pièce de travail, de grands bouquets de fleurs naturelles dont le parfum se condense dans cette chambre toujours étroitement close. Il est curieux de constater la tendresse de cet ascète pour les fleurs naturelles. La table est placée devant les deux fenêtres, le siège ayant le dos tourné au peu de lumière qui pénètre. Les papiers sont soigneusement rangés sur la table comme sur les rayons, contrairement à la règle générale des cabinets de travail des hommes d'État. On sent l'ordre rigoureux d'un travail réfléchi.

Une grande cheminée occupe tout le fond de la pièce. Sur le manteau, une grande image du Sacré-Cœur : c'est la marque du catholique pratiquant et convaincu.

Banalité d'un mobilier sans propriétaire. Peu ou pas de livres, de nombreux dossiers manuscrits.

Salazar apparaît dans ce cadre toujours vêtu de noir.

Lorsqu'il reçoit un visiteur, ce qui est rare, sa politesse extrême est nuancée ; c'est celle d'un timide. Cordialité

sans abandon, réserve sans raideur. Une juste adaptation à son auditeur : exactement en somme la courtoisie bourgeoise de l'ancien régime, naturelle derrière une ligne infranchissable.

C'est un fils de paysan devenu professeur et presque ecclésiastique. Il parle français très correctement, avec seulement un assez fort accent. Comme il exige de sa parole comme de sa pensée l'exactitude, il lui arrive souvent de s'arrêter ou de se ralentir pour chercher les mots précis qui conviennent.

Tout en lui, dans cette intimité de son chez lui, son visage comme ses épaules, porte la marque d'un homme surmené. Il ne mange guère, il dort mal et peu. « Malgré moi, dit-il « volontiers, mon cerveau continue à travailler. Je ne suis « pas un homme compartimenté avec des tiroirs qui s'ou« vrent et se referment ».

Son visage, à cause du nez long et mince, des lèvres étroites, du grand méplat qui part de l'oreille, n'est certes pas fait pour le rire qu'il ne connaît guère. Le regard est aigu, toujours direct, et d'une pénétration profonde que rien ne peut arrêter. Inaccessible totalement à la flatterie, il est plus sensible à la franchise, sans doute parce qu'il n'y est plus habitué, comme tous les hommes d'Etat. Mais comme il connaît profondément l'âme humaine, il doit, comme il le dit lui-même, se méfier de la franchise comme de la flatterie.

Quel peut donc bien être le bonheur de cet homme ? Sans doute l'application exacte de son esprit méthodique à tous les problèmes compliqués d'économie et d'évolution sociales, et l'expérimentation de ses méthodes de gouvernement. Mais aussi, très certainement et avant tout, la joie de servir chrétiennement, charitablement et avec un total désintéressement sa chère Patrie.

Quel est son but ?

Aucune ambition personnelle peut-on affirmer. S'il n'était pas enchaîné à son œuvre patriotique, il retournerait certainement aussitôt à sa chambrette et à sa chaire de Coïmbra qu'il regrette toujours. Mais il se sent plus indispensable tous

les jours à l'ordre et à la prospérité de ce Portugal qu'il a tiré de l'abîme où il se perdait.

Chez lui ni racisme, ni impérialisme ne dominent son esprit et ne guident ses actes. Il veut maintenir par sa volonté, par son travail et par une autorité sévère mais juste, le mécanisme qu'il a créé et mis en mouvement, à aucun prix ne le laisser retomber dans les erreurs du passé, même au prix de cette prétendue liberté qui n'est trop souvent qu'un trompe-l'œil et qui ne libère en définitive que les mauvais instincts.

Son but est uniquement de servir son pays avec toutes ses forces.

Tous ceux qui s'imaginent qu'un dictateur ne peut penser et ne pense effectivement qu'à asservir les autres, devraient aujourd'hui méditer sur l'exemple vivant de Salazar, et réfléchir à ce qu'il y a de grandiose et de vraiment poignant dans cet asservissement volontaire de soi-même à la chose publique et au bien de la Patrie.

On s'interroge aujourd'hui un peu partout sur le secret de la réussite de cet homme mystique. Certains parlent même du « miracle portugais » : On peut et doit plus simplement mettre cette réussite au compte d'une doctrine réfléchie et de principes éternels à base essentiellement chrétienne, appliqués froidement, sans ambition personnelle, par un homme dont l'intelligence est éclairée par de profondes croyances.

Tel est Salazar qui, fidèle à sa devise : « Tout pour la Nation, rien contre la Nation », répond à ceux qui l'interrogent parfois sur son programme : « Je ne suis qu'un modeste professeur qui a voulu contribuer au salut de son pays ».

Et lorsque chaque soir on voit briller la lampe du professeur au 2e étage du Palais de la Présidence à Lisbonne, on sait que le sauveur du Portugal poursuit inlassablement son œuvre dans le recueillement de la nuit. Dans son modeste bureau, une couverture sur les genoux, cet homme silencieux se penche gravement sur les grands problèmes de l'heure comme il se penchait naguère sur les copies de ses élèves. Seul avec lui-même Salazar pense à sa « Révolution Nationale ».

Général JOUART.

CEUX DU « JAGUAR »

L'odyssée de Dunkerque

III

Vendredi 31 mai. — La nuit a été calme. J'ai dormi comme un prince sur un matelas posé sur un brancard et je suis réveillé par C... qui m'apporte un coup de café et des biscuits. Prendre son petit déjeuner au lit dans de pareilles circonstances est peut-être un peu scandaleux, mais le fait est là. La matinée se passe rapidement. Quelques blessés légers à soigner, que je ne garde qu'à contre-cœur d'ailleurs, mais P... m'a fait porter un pli, demandant de n'envoyer que les blessés graves, tant est grand l'encombrement.

Les avions recommencent leur ronde, mais nous ne les intéressons visiblement pas. Ils ont beaucoup mieux à faire un peu plus loin. Ça n'empêche pas notre D. C. A. de tonner tant qu'elle peut. Ah ! il n'y a pas besoin d'exciter les armements ! Le plus dur au contraire serait de les empêcher de tirer quand ils ne sont pas en portée, ce qui est pourtant bien nécessaire, car si les canons de D. C. A. ne manquèrent pas de munitions, 37 et 75 finissaient par s'user à tel point qu'ils devinrent bientôt successivement inutilisables ; toutes les rayures s'effaçaient d'un usage aussi intensif et des centaines de coups durent, le dernier jour, être jetés à l'eau.

Sur mer, un trafic extraordinaire : tout ce qui flottait de Gravelines, de Bray-Dunes, de Dunkerque, ou d'en face sur la côte anglaise, avait été réquisitionné pour l'évacuation. Du Fort Ouest, j'ai vu des remorqueurs traînant des dizaines d'embarcations à l'aviron, j'ai vu des vieux bateaux à roues utilisés en Angleterre pour excursions, des navires de guerre, des malles... tout ce qui pouvait être utilisé le fut. On devine

quelle cible cela constituait pour l'aviation ennemie, qui n'avait pour ainsi dire qu'à laisser tomber ses bombes au hasard pour faire mouche ; on ne saura probablement jamais le nombre des pauvres types qui furent ainsi tués en évacuant. Mais ce qui est miraculeux, c'est qu'un aussi grand nombre ait pu être sauvé, et qu'en ces quelques jours plus de trois cent trente mille hommes aient pu franchir le détroit.

Ce jour-là, j'ai vu couler deux torpilleurs anglais, le lendemain c'était le « *Foudroyant* » qui fit le tour en moins d'une minute. Et dans toute cette tourmente, les bateaux continuaient imperturbablement leur suprême effort pour évacuer leurs camarades de l'armée des Flandres, tirant en même temps sans arrêt contre les avions qui fourmillaient littéralement dans le ciel. Bientôt apparurent les chasseurs anglais facilement reconnaissables à leurs ailes de couleurs dissemblables, une aile blanche, une aile noire. Et dans le ciel du fort nous pûmes assister à une gigantesque bataille, plus de 100 avions engagés, piquant les uns au-dessus des autres, se poursuivant des deux côtés. Les tirs de D. C. A. s'étaient interrompus et tous suivaient anxieusement le déroulement du combat. Celui-ci prit fin tout de même, les bombardiers allemands se retirèrent avec deux ou trois navires à leur actif, et des centaines de vies humaines perdues. Notre consolation était le nombre important de ceux que nous avions vu tomber à la mer en difficulté ou même en flammes. Il y avait malheureusement aussi quelques chasseurs, dont l'un vint se poser sur la plage devant le fort, peu endommagé d'ailleurs, mais en avarie de moteur. Nous vîmes un peu plus tard arriver son pilote, tout jeune sous-lieutenant à ses débuts dans la chasse, nous confia-t-il.

L'appareil ne pouvant être sauvé, on y mit le feu, non sans avoir démonté toutes ses mitrailleuses avec leurs approvisionnements en munitions, qui vinrent augmenter les ressources de l'armurerie.

Beaucoup d'hommes avaient pu être sauvés par les embarcations des bateaux voisins. Néanmoins l'après-midi, on entendait encore les cris désespérés de ceux qui, n'ayant pu être relevés, luttaient encore. Nous étions là impuissants à les se-

courir, sans une embarcation. S..., qui nageait remarquablement, voulut absolument se mettre à l'eau malgré sa blessure encore ouverte. Il nagea plus d'une heure et demie dans une mer recouverte de mazout et de débris de toutes sortes, mais, trompé par la distance, il se trouvait encore bien hors de portée quand il dut rentrer à bout de forces. On n'entendait d'ailleurs ni ne voyait plus à ce moment rien de la côte. J'ai bien engueulé S.... à son retour, mais il trouvait ça tout naturel. Je lui offris comme sanction une énergique friction de la douce main de C... et un bon coup de tafia.

Sans que nous le sachions, au même moment, une trentaine d'hommes de chez nous étaient dans le bain. Un ordre du Commandant A... était en effet arrivé le matin même d'évacuer par la « *Bourrasque* » les blessés légers et les hommes des spécialités qui ne pouvaient rendre aucun service dans ces circonstances. La « *Bourrasque* » appareilla de Dunkerque sans encombre par la passe Est, mais sauta sur une mine magnétique au large de Nieuport. Les survivants furent recueillis par le « *Branlebas* » qui dût s'y prendre à plusieurs reprises pour repêcher les survivants, car attaqué lui-même par l'aviation, il était obligé de manœuvrer constamment pour éviter les bombes. Les hommes du « *Branlebas* » jetèrent à l'eau tout ce qu'ils avaient sous la main de bancs et tables en bois pour aider les survivants à se soutenir jusqu'au moment où cessa l'attaque. Finalement, en arrivant à Douvres, le petit « *Branlebas* » de six cents tonnes avait 1.800 hommes à son bord. Dans cette affaire une quinzaine d'hommes du « *Jaguar* » devaient laisser leur vie. Mais je ne l'appris que beaucoup plus tard par le maître-chauffeur de la « *Bourrasque* » qui avait déjà coulé deux fois dans la guerre précédente, et se retira une fois encore indemne de cette bagarre.

Quand les avions furent partis, l'artillerie se remit à l'ouvrage. Nous observions du poste de direction de tir le départ des coups, pour essayer de juger l'avance ennemie. Quelques instants on eut l'impression qu'ils avaient nettement reculé, mais il fallut bientôt se rendre compte qu'il n'en était rien. Les pièces devaient se trouver exactement dans le Sud et Nord à nous, à la lisière d'un petit bois près du clocher de Capelle.

Nous attendons avec impatience l'ordre d'ouvrir le feu sur ce point avec des éléments même approximatifs, si le secteur ne peut nous donner de plus amples renseignements. Mais le secteur interrogé par projecteurs a dit d'attendre, et il faut patienter. Il doit y avoir quelque chose de préparé par ailleurs qu'on n'a sans doute aucune raison de nous raconter. Le plus grave, c'est que Monsieur l'équipage commence à s'énerver. Beaucoup des hommes sont de Dunkerque ou de Saint-Pol, leurs familles n'ont pu être évacuées, et ils sont là, fous de fureur à l'idée qu'on tire sur les leurs et qu'ils ne font rien. Dix fois dans la soirée chaque officier va être pris à partie par un homme qui le supplie de demander au Commandant de faire quelque chose. M... et C... se regardent... Mais ils ne peuvent, ils ne doivent pas tirer sans ordre. On tâche en vain de leur expliquer que sûrement le bastion 32 est au courant de la situation, et que si le Fort Ouest n'a pas l'ordre de tirer, c'est que d'autres éléments sont occupés avec ces maudits 77, qu'il y a peut-être, au voisinage, de l'infanterie en reconnaissance, que les 75 sont peut-être chargés de la besogne.

J... s'offre à sortir patrouiller avec les plus excités pour les calmer un peu. Je lui demande s'il compte nous ramener les pièces ennemies à la remorque avec cinquante fusils... mais dans le fond je le comprends rudement et je sortirais bien avec lui.

Dieu merci, le bastion envoie à minuit par un motocycliste l'ordre d'ouvrir le feu à 6 heures 30 le lendemain matin, avec des éléments bien déterminés. La nouvelle se répand instantanément et je suis bien sûr que rarement branlebas de combat fut entendu avec plus d'enthousiasme que celui lancé dans le matin par notre biniou pour rappeler à leurs pièces les armements de 164.

A l'heure dite, les quatre pièces démarrent successivement. La pièce IV est juste au-dessus de moi et me démolit quelque chose à chaque coup. Ça ne fait rien, c'est de bon cœur, et tout le monde est content de l'entendre rugir, puis d'écouter la course du projectile, étonnamment sourde et lente à côté du sifflement aigu et rapide qui précède l'éclatement sec, presque métallique, du 77 ou du 105 d'en face.

Malheureusement, il n'y a pas le plus petit avion de reconnaissance pour régler le tir, tandis que l'ennemi, lui, a tout ce qu'il faut. Il vient presque tous les soirs un méchant petit avion à roulettes qu'on n'a pas encore réussi à descendre, et qui, non content sans doute de donner par T. S. F. les renseignements utiles, laisse en outre tomber des fusées éclairantes au-dessus des objectifs intéressants. Sans parler des espions demeurés en ville malgré les battues innombrables, et qui ne se gênent pas non plus pour apporter leur grain de sel au feu d'artifice...

Nous tirons ainsi presque toute la journée, à cadence assez lente. Les Allemands tirent eux aussi. Ils se sont rapprochés de nous et tirent maintenant sur la gare de triage. Une garde était assurée par le fort auprès des trains abandonnés. Un obus éclate juste à point dans la cour d'une petite ferme où se trouvaient les hommes de ce poste, tuant l'un d'eux, en blessant grièvement deux autres ainsi que le fermier, superbe vieillard de 75 ans droit comme un i et resplendissant de santé. On me les amène par un camion qu'un camarade est venu chercher au fort, et après les avoir pansés, je les fais évacuer par mes brancardiers toujours aussi superbes de dévouement. Non seulement je ne rencontre jamais la moindre hésitation quand je demande des volontaires, mais, bien plus, je suis l'objet des reproches de ceux qui prétendent que j'en ai désigné d'autres à leur place.

A force de tirer sur les rames de wagons, les Allemands ont fini par y mettre le feu. Les réservoirs à pétrole de la raffinerie de Saint-Pol se sont allumés à leur tour, et c'est un nuage presque ininterrompu de fumée épaisse qui nous cache presque complètement le ciel du côté de Dunkerque. Mais l'apothéose de ce décor effarant va être en fin de journée, l'explosion du train de munitions. Il y avait là, je ne sais combien exactement, peut-être quarante ou cinquante wagons bourrés d'explosifs, qui se mirent vers six heures du soir à exploser successivement, un toutes les dix minutes environ. Du fort, nous étions aux premières loges pour assister à ce spectacle infernal. On voyait brusquement s'élever une flamme im-

mense, haute de trois ou quatre cents mètres, coiffée parfois d'un toit de wagon arraché d'un seul morceau, et puis longtemps après, on était secoué d'un ébranlement extraordinaire dans un fracas étourdissant. Bientôt la cour et les remparts du fort furent jonchés de débris de ferrailles, et l'on dut obliger les gens à se mettre à l'abri pour n'avoir pas de blessés. Le spectacle le plus extraordinaire était celui donné sans doute par des caisses de projectiles de petits calibres expédiées dans les airs, explosant au milieu de la colonne de flammes en dispersant leur contenu dont on pouvait suivre la trajectoire dans toutes les directions.

A la suite des pertes subies le matin par le poste de garde de la gare de triage, on avait heureusement suspendu cette faction, ce qui permet de penser qu'il n'y eut aucune victime à moins que quelque pillard impénitent... Mais il y avait non loin de là une vieille poudrière abandonnée où s'étaient réfugiés près de cinq cents civils, femmes et enfants de Saint-Pol, qui durent passer là des heures épouvantables d'appréhension. Chose inouïe, on pouvait suivre à la jumelle un brave homme de paysan dans sa charrette, poursuivant paisiblement sa route sans que son cheval ni lui-même n'aient l'air de prendre le moindre souci de ce qui se passait à côté d'eux. Un peu plus loin, sur un terrain vague au bord d'un étang, des moutons et des chevaux paissaient tranquillement.

Le communiqué du soir nous apprit de nouveau que « nous résistions toujours... » Ah ! les glorieux défenseurs de Dunkerque, il n'y en avait que pour eux. Mais ça ne nous faisait pas la jambe plus belle, et l'on cherchait en vain une issue... ou plutôt on ne l'envisageait que trop bien. On ne nous avait jamais parlé d'évacuation jusqu'à la dernière minute, et l'on se demandait ce qu'allait devenir le fort quand l'absence de munitions rendrait les grosses pièces inutiles. Je crois que c'est vraiment à cette période que nous eûmes tout le loisir de peser les éléments du problème qui consiste à faire à l'avance et de sang froid, le sacrifice de sa vie. Personne n'en aurait parlé pour un empire, mais il y avait parfois des silences éloquents, vite interrompus d'ailleurs par quelque énorme boutade lancée par l'un de nous.

Et la nuit se passe encore. Au matin, c'était le 2 juin, nous vîmes arriver tout un état-major, celui de la 32e D. I. dont quelques éléments étaient rassemblés autour du fort dans les dunes et les prairies. Vers neuf heures, frappe à l'infirmerie un brave aumônier, dans le civil père bénédictin à l'abbaye d'Encalqua. Il me demande l'hospitalité pour faire un brin de toilette avant de dire sa messe. C'est vrai que c'est dimanche aujourd'hui. Qui donc y penserait ? Nous l'accueillons avec joie, et B... s'affaire pour lui improviser autel et chapelle dans le réfectoire. Ce n'était pas la messe en casque célébrée par les reportages du front cet hiver, car les casemates du Fort Ouest permettaient sans risque de se tenir tête nue, mais c'était tout de même rudement émouvant cette messe, rythmée par les coups de canon, où le petit matelot sans spécialité coudoyait le général de division, ni plus ni moins sûr que lui d'en entendre jamais une autre. Aussi bien le poste était-il plein. Seuls les hommes et officiers de quart effectif aux pièces n'avaient pu venir, et nombreux furent ceux qui communièrent, après l'absolution générale et l'autorisation donnée par le Père de n'être pas à jeun.

Je vois encore J... servant cette messe, dans son équipement inénarrable... une superbe culotte de cheval anglaise et des leggings remplaçant un pantalon d'uniforme qui l'avait trahi, et un veston ahurissant. C'était convenu que nous irions dans nos tenues respectives prendre un pot sur les Champs-Elysées après la délivrance ! Le dit J... était par la suite très occupé à secouer quelque lieutenant de la biffe qui avait fait une réflexion qui n'était pas de son goût, quand notre hôte, le général, lui fit remarquer à notre grande joie que pour un enfant de chœur il n'avait pas la langue dans sa poche...

Immédiatement autour du fort s'était installé un bataillon de Pionniers d'un régiment du Sud-Ouest. Ils avaient organisé de petits postes autour du Fort et venaient se ravitailler en eau potable, qui ne manquait heureusement pas chez nous, grâce à un excellent puits. Nous avions fait également rentrer dans la cour du fort quelques moutons qui erraient aux alentours. Ça ferait toujours deux ou trois jours de

vivres de plus ; d'autre part on avait reçu l'ordre, pour diminuer l'encombrement, de faire évacuer les hommes qui n'avaient pas d'armes individuelles ou ne faisaient pas partie d'un des armements de pièce ou de mitrailleuses. Du « *Jaguar* » il en partit une soixantaine. Ils partirent dans la soirée sur le chalutier armé « *Patrie* » et arrivèrent à bon port, malgré des attaques aériennes qui ne firent, comme je l'ai dit plus haut, que quelques blessés parmi les prisonniers qu'on évacuait avec eux.

Ce dimanche après-midi fut assez dur. Les Allemands s'approchaient de plus en plus. Ils étaient parvenus à s'infiltrer sur la côte entre Mardick et l'Aa et avaient monté à la pointe de Loon-Plage, une batterie qui tirait sur mer et sur terre. Le Fort de Mardick paraissait sous son tir. Pour nous, elle ne nous atteignait pas encore, mais nos petits amis de Cappelle ne tardèrent pas à s'occuper de nous. Vers le milieu de l'après-midi, les premiers obus tombaient sur le fort qui n'avait jusque là été touché que par l'aviation, comme en témoignaient deux ou trois entonnoirs dans un carré de pommes de terre semées sur le terre-plein. Les premiers obus tombèrent sur l'angle sud-est et ne firent pas trop de dommage. Mais il y avait là une caponnière où étaient entreposées quelque quatre à cinq cents mines sous-marines !... beau feu d'artifice en perspective en cas de coups heureux. Il y avait d'ailleurs assez peu de chances que ces petits calibres traversent les épaisses protections. Néanmoins il y a eu des exemples extraordinaires à ce point de vue, témoin ces trois bombes tombant exactement dans le même entonnoir au Fort des Dunes, comme on me l'a raconté plus tard, et perforant ainsi le toit d'une casemate, y tuant plusieurs centaines d'hommes qui devaient s'y croire en parfaite sécurité.

Vers cinq heures, un marin court à l'infirmerie réclamer des brancards. Un obus vient de faucher sept ou huit hommes insuffisamment à l'abri. L'un a été tué sur le coup, tous les autres sont grièvement blessés. J'ai heureusement un assistant superbe en la personne du médecin-lieutenant

V... de la 32e D. I. arrivé avec les autres officiers de l'état-major de cette division. Nous ramassons nos blessés et tâchons ensuite de les arranger pour le mieux avant de les évacuer sur Zuydcoote, car on ne peut espérer faire beaucoup plus au poste de secours du fort que des premiers soins.

Il y a quelques voitures de l'autre côté du pont. On y transporte péniblement les blessés qu'on installe tant bien que mal, plutôt mal que bien, car les brancards s'adaptent mal... et voilà ces cochons qui recommencent à nous tirer dessus. Ça tombe maintenant exactement entre nous et le fort, excellent en portée, si c'est nos grosses pièces qu'ils cherchent, un rien à droite en direction.

Au moment où je fais démarrer les conducteurs, un soldat s'amène vers moi, me demandant d'aller auprès de son Commandant qui vient d'être touché à une centaine de mètres plus loin sur la pente des fossés du fort. J'y parviens sans encombre pour trouver plusieurs blessés côte à côte, touchés sans doute par le même projectile. Leurs camarades s'étaient creusé de petites niches individuelles dans le sable pour remédier un peu à leur position déplorable, exactement en enfilade dans l'axe de tir ennemi. C'est en visitant ses hommes que ce chef de bataillon avait été touché ainsi que le sous-officier qui l'accompagnait et plusieurs autres.

Il s'agit de les mettre à l'abri au plus vite, car ça recommence à tomber autour de nous, et je me trouve seul, sans un brancard... et ce pauvre officier doit bien peser trente kilos de plus que moi. J'aperçois heureusement M..., un ancien des patrouilleurs, qui participe au transport des blessés, et je lui crie de venir avec du renfort et des brancards. Nous attendons là couchés par terre en priant le ciel que ça ne se rapproche pas davantage. Enfin des hommes arrivent, on charge nos blessés et l'on se remet en route. Il y avait bien en tout cent mètres à faire jusqu'au pont. Nous avons bien dû mettre une bonne demi-heure, contraints cinq à six fois par les sifflements des obus à nous planquer, nous et notre chargement. Arrivés au pont, cela va un peu mieux car nous avons l'abri du parapet, mais il

faut néanmoins recommencer les séances de plat ventre car nous sommes très exactement encadrés, au point d'être arrosés par les gerbes formées par les éclatements de chaque côté du pont. Nous arrivons tout de même tous intacts avec nos pauvres diables de blessés, à l'abri des voûtes du fort qui ne m'ont jamais paru si sympathiques. Quelques autres éclopés sont déjà arrivés par leurs propres moyens. Je retrouve V... déjà au travail. On ne peut plus se retourner dans l'infirmerie, et je déborde sur le réfectoire, faisant déloger sans plus de façons une foule de types qui y dorment. Pendant deux heures nous travaillons tant bien que mal à arranger ce qui peut l'être. La nuit est tombée maintenant, et c'est à la lueur des bougies que nous terminons notre besogne. Il y a un grand diable de sergent avec un terrible accent du Sud-Ouest que je voudrais bien opérer pour essayer de lui sauver sa jambe, mais de quelque côté qu'on retourne le problème, c'est vraiment impossible dans les conditions où nous nous trouvons. Zuydcoote est sa seule chance, et V... a fait demander des voitures sanitaires par une estafette, car au fort nous n'avons plus rien depuis l'affaire de l'après-midi.

J'emmène V... pour essayer de lui trouver comme à moi quelque chose à manger. Nous trouvons M... et C... qui s'attendent à des événements graves d'une minute à l'autre. Le dernier canon de 37 contre avions a rendu l'âme et on est en train de jeter à l'eau tout ce qu'il reste de projectiles de ce calibre. Plus loin on accumule des planches pour constituer des radeaux. Au cas où les Fritz arriveraient jusqu'à l'entrée du fort, ça fera toujours un moyen de gagner la plage.

Il n'y a plus qu'à attendre, et à essayer de dormir. Les officiers du « *Jaguar* » se sont installé un poste de couchage de fortune sous un abri bétonné d'un projecteur qui a été déplacé. C'est à moitié en plein air, mais ça a l'avantage de n'être ouvert que du côté du large, et la fraîcheur toute relative de ces nuits de juin est largement contre-balancée par une protection beaucoup plus efficace contre les bombes et les obus. M... est soulagé d'avoir pu évacuer une partie de

ses hommes. Il s'attend vaguement à ce que la question se pose pour le reste de l'équipage. Je lui fais remarquer que pour moi je ne puis partir tant qu'il reste au fort des hommes en danger.

— Vous appartenez au « *Jaguar* », vous suivrez les ordres qu'il recevra. D'ailleurs je vous en donnerai l'ordre écrit éventuellement.

A vrai dire V... me propose spontanément de prendre ma suite en ce cas. L'état-major de la 32e D. I. reste là pour l'instant et comporte au point de vue service de santé, outre V..., un médecin-colonel et un médecin auxiliaire. Et de toutes façons la question ne se pose pas encore, puisque aucun ordre n'est encore parvenu.

Un dernier tour à nos blessés qui reposent à peu près tranquilles, et nous nous installons tant bien que mal pour la nuit sur un bout de matelas que nous partageons en frères. A minuit l'on vient nous annoncer l'arrivée des ambulances et mon poste de secours se vide une fois encore.

Puis survient un agent de liaison du Bastion. L'Amiral Nord, au dernier moment, a décidé de commencer l'évacuation des marins qui ont pris une si large part à la défense et dont beaucoup de camarades sont tombés pour cette évacuation de l'armée du Nord. Seuls resteront les effectifs strictement nécessaires à l'artillerie qui seront évacués une fois leurs munitions épuisées. M... arrive à l'infirmerie et commence à me rédiger son ordre écrit d'évacuer avec lui et l'équipage du « *Jaguar* ». Il ne reste plus un exempt de service, le dernier vient de partir, mais je me sens écœuré de quitter le fort avant la dernière minute. Je sais bien que celle-ci n'est plus très lointaine. Les munitions contre la terre sont épuisées depuis longtemps, et il ne reste plus que quelques coups pour buts marins qu'on envoie quand même à l'ennemi tant qu'il en reste.

Je quitte C..., navré. Je remercie encore V..., et je rejoins M... sous la poterne. Nous partons à 250 environ. Il y a deux groupes « *Jaguar* » déjà partis avec E... et L..., et les hommes de Boulogne, des patrouilleurs coulés. Les ordres prévoient

que nous embarquerons sur le premier torpilleur ou contre-torpilleur qui accostera à la jetée de l'Embequetage, la plus Ouest du port, bien aù-delà de l'entrée des bassins à flot.

Nous longeons les dunes. Dunkerque brûle depuis six jours, et sur notre droite les réservoirs de pétrole de Saint-Pol ajoutent un brasier de plus. Nous marchons plus d'un quart d'heure sans rattraper nos hommes, et M... commence à s'en inquiéter. Enfin nous apercevons le groupe L..., mais rien du groupe E... Il est peut-être devant. Nous continuons, et parvenons après trois quarts d'heure de marche à cette fameuse jetée. Il est deux heures du matin. Plusieurs milliers d'hommes de l'armée y sont déjà rassemblés. Un torpilleur vient d'appareiller ; le prochain, quel qu'il soit, doit être en principe pour nous. On attend. Des avions passent et repassent au-dessus de nous, et nous faisons disperser nos hommes aux alentours. Les trous ne manquent pas, car la route est criblée d'entonnoirs de tous calibres. Pendant ce temps-là, M... confère avec le colonel chargé de régler les tours d'embarquement, qui ne paraît pas du tout décidé à laisser le prochain tour aux marins.

E... arrive enfin, de très mauvais poil pour avoir attendu une bonne demi-heure sur la plage et fait un chemin beaucoup plus long que nous. On le persuade que c'est lui qui s'est trompé et qu'il a sûrement tort...

Et pendant que le temps passe, la marée baisse. L'aube va poindre sur cette dernière journée de Dunkerque avec une fâcheuse recrudescence d'activité aérienne. Toujours rien en vue : ce torpilleur du bastion 32 ressemble bougrement à un lapin. Déjà un navire marchand bondé de troupes s'est échoué en appareillant, peu avant notre arrivée et il lui a fallu débarquer tout son contingent jusqu'à la prochaine marée... ce sera pour onze heures du matin.

Le jour se lève maintenant, il est quatre heures et les nuits sont courtes en juin dans le Nord. Il n'y a pour ainsi dire plus d'eau au bout de la jetée. Tout le monde est un peu déçu, car, si l'on avait accepté courageusement l'idée de lutter jusqu'à la dernière minute au fort avec la certitude

d'être tué ou fait prisonnier, maintenant qu'on nous a promis de nous tirer de là, le vieil instinct de conservation reprend férocement le dessus.

Enfin, il n'y a qu'à prendre son mal en patience. Nous avons dans l'intervalle retrouvé tous les hôtes du fort, les gens de Boulogne avec B..., des équipages des bateaux coulés, le « *Chasse-Marée* », la « *Marguerite-Rose* », les hommes du Chasseur IX avec L... Tout ce monde cherche un coin où s'abriter dans la nature en attendant les événements. B... est d'avis de retourner au fort et y repart. Les autres s'installent comme ils le peuvent dans les dunes où sont déjà installés des tas de soldats de toutes armes.

Nous échouons près d'un groupe d'artilleurs. Ils nous prêtent des pelles avec lesquelles nous creusons de petits abris. Et puis zut... qu'il arrive ce qu'il arrivera, on en a assez de trotter, et il s'agit de dormir. Les sacrées mouches là-haut peuvent bien s'amuser tant qu'elles voudront. Je ne me fais pas une idée exacte du nombre de bombes nécessaires pour nous tuer tous ainsi dispersés, mais il me semble qu'il doit être prodigieux.

On ferme un œil. Mais le soleil se lève, et comme chacun sait, il n'y a rien de plus glacial que le moment de l'aube d'une belle journée d'été. Celle-ci s'annonce incomparable ! Alors on gèle, et puis on a faim, et on est mal fichu, et puis surtout on vient de vivre quinze jours d'une intensité tellement extravagante qu'on est vraiment à bout de bord. Toute la matinée va se traîner ainsi à regarder sa montre toutes les cinq minutes, ou le soleil qui n'en finit pas de monter dans le ciel, et à attendre l'heure de la pleine mer. Le plein finit par arriver, le cargo se déséchoue, embarque ses poilus. Drôle comme ils ont l'air peu emballés par la navigation ces artilleurs... Nos gars leur vantent les délices marins ! Je ne jurerais pas même qu'il n'y en ait pas eu deux ou trois dans le nombre à leur demander s'ils savent nager ! Ça fait rire cinq minutes, sans nous amener d'ailleurs le moindre bateau. Le chenal est si vide maintenant que c'est un contraste saisissant avec les journée précédentes.

M... a trouvé du pain sur le quai. Nous avons quelques boites de singe, et quelques litres de vin. C'est maigre pour quatre-vingts. Tout de même, plus la distribution et la répartition seront difficiles et plus ça prendra de temps de cette matinée interminable. On ne fait même plus attention aux avions. Mais le canon tonne de nouveau tant que ça peut. Mardick, le Fort Ouest, Zuydcoote tirent leurs derniers coups. Ils encaissent dur aussi. J'ai vu tout à l'heure un officier de « *l'Adroit* » venu de Mardick en reconnaissance avec trois hommes. Ils n'ont pas beaucoup rigolé non plus à Mardick. Et ce soir, sur le port où je verrai arriver C... après l'évacuation définitive du Fort Ouest, j'apprendrai encore de nouvelles pertes.

Pour le moment, il n'y a plus qu'à attendre. On ne sait au juste quoi, d'ailleurs, car il n'y a aucune raison que le torpilleur qui nous a fait faux bond cette nuit soit là à la marée prochaine. Je pars avec E... à l'aventure. Quelle drôle d'allure ça a tout de même cette immense partie de campagne dans les dunes où il manque l'élément principal du piquenique, un bon déjeuner ! Les gens du « *Chasse-Marée* » font notre admiration. Ils se sont installés dans une coupure des dunes et ont même planté de faux arbres pour se sentir chez eux. Ils poussent le luxe jusqu'à manger chaud ! et nous offrent un coup de jus. Plus loin, L... et ses hommes ont élu domicile auprès des gens du service transmissions d'Amiral Nord, évacués eux aussi. Il est bien décidé, si on le laisse tomber, à gréer une chaloupe qu'il a trouvée sur la plage en fort bon état, pour gagner la côte anglaise.

En revenant vers notre groupe nous assistons à un nouveau bombardement du port. Plus de vingt appareils, toute une escadrille, piquent successivement de six à sept mille mètres au-dessus de l'ilòt du phare. Il n'y a rien à dire, c'est du bel ouvrage. Naturellement la D. C. A. rugit, mais elle aussi est à bout de souffle. D'ailleurs le plus clair n'existe plus, démoli ou évacué. C'est vraiment la fin. Personne n'espère plus sérieusement réussir à embarquer avant l'arrivée des Fritz qui continuent à canarder de plus belle sur le port. Les forts sont à sec de munitions. On n'entend plus

que quelques 75 qui tirent encore pour interdire l'extrémité de la plage de Malo.

M... décide finalement d'envoyer L. P... en éclaireur au Bastion. A son retour nous apprenons que nous embarquons sur « *l'Emile-Deschamps* » qui doit nous prendre on ne sait pas très exactement où, au quai Félix-Faure ou au quai d'armement, avec les gens des transmissions et quelques autres rescapés. Il paraît que cet « *Emile-Deschamps* » est une affreuse hourque, frère du « *Saint-Philibert* » de tragique mémoire, réquisitionné au début de la guerre, puis abandonné pour manque de stabilité et repris tout récemment faute de mieux. Tel quel, il nous paraît fort séduisant. Le hic est qu'il ne peut prendre que 300 passagers au grand maximum, et que les comptes les plus optimistes des gens prévus pour y embarquer ne tombent guère au-dessous de quatre cents, voire même quatre cent cinquante. On verra bien quand on y sera. D'ailleurs par ce temps magnifique ce n'est pas du côté des éléments qu'il faut rechercher quelque embûche !

Nos voisins les artilleurs sont partis depuis la fin de la matinée. Nous commençons à grouper nos hommes après avoir été prévenir les gars du « *Chasse-Marée* » et de la « *Marguerite-Rose* ». A ce moment, B... revenu du Fort Ouest nous en raconte la fin. Le fort a été bombardé sans arrêt, et a reçu plus de 250 impacts. Et les pointeurs allemands ne doivent pas être si mauvais, car deux coups successifs sont tombés dans la cuvette de la pièce III. Le premier a tué deux malheureux servants et fait plusieurs blessés, le second à balancé la pièce elle-même. Ce pauvre V... aura eu un sale boulot...

Le détachement se met en route. En principe « *l'Emile-Deschamps* » doit être accosté au quai d'Armement, de l'autre côté du port par rapport à nous, sur la rive Est. Mais le commandant, chef du service transmissions, qui y embarque avec nous, a déclaré à la défense du littoral, qu'il se refuse à faire faire à ses hommes tout le tour des bassins, et obtenu qu'il vienne s'accoster au quai Félix-Faure, à l'ancienne gare maritime, beaucoup plus près de nous.

L... nous pilote. Il a une superbe voiture, dépouille anglaise, qu'il contemple avec amour, navré de l'idée de s'en séparer. Nous arrivons bientôt aux premiers quais du port. Le canon s'est tu après avoir tonné tout l'après-midi. La ville est presque silencieuse pour un instant. Mais le spectacle du port est quelque chose d'hallucinant. Sans parler de ce qui a été détruit par le canon ou par les bombes, l'équipe de démolition a fait superbement son travail. De ce port, magnifiquement outillé et disposé, il ne reste rien. Le magnifique pont-levis tout neuf, construit à l'entrée des écluses, se tient tout dressé, lamentable, hors de service. Les portes des écluses sont crevées ; dans le sas, des remorqueurs sabordés gisent échoués dans la vase. Les quais des bassins eux-mêmes sont lézardés, menaçant de s'écrouler. Il faudra tout démolir plus tard pour reconstruire. Quelle pitié !

M..., que nous retrouverons tout à l'heure à bord, nous racontera comment, n'ayant jamais réussi à rejoindre la « *Bourrasque* », il a été affecté à l'équipe de démolition, avec laquelle il déclare avoir fait des milliards de dégâts. Ils ont eu du mal, d'ailleurs, car les grenades anti-sous-marines utilisées pour ce travail devaient être amorcées comme des fourneaux de mines ordinaires, et il ne s'agit évidemment pas de plaisanter avec des engins chargés de 200 kilogs de tolite. Ainsi, nous racontera M..., pour la première tentative ils avaient utilisé un cordon Brickford qui devait brûler pendant dix minutes. Rien ne s'étant produit à la dix-septième, ils s'avançaient pour voir ce qu'il y avait d'anormal lorsque l'explosion se produisit brutalement, ne leur laissant que le temps de se planquer pour ne pas être atteints par les décombres.

Les dégâts matériels ne sont pas les seuls, hélas ! Le port est jonché de cadavres abandonnés, le spectacle est affreux. Plus loin nous rencontrons deux chevaux qui courent sans savoir où, complètement affolés.

Vers six heures, nous sommes au quai Félix-Faure. « *L'Emile-Deschamps* » est en face au quai d'Armement, mais la mer est basse, et il est à sec. Il ne sera déséchoué que

dans une heure. Le quai n'est pourtant pas spécialement hospitalier. Ce ne sont partout que débris informes, squelettes de camions, d'ambulances, fusils, musettes, cadavres même... ce qui reste de la gare maritime est encore pire qu'un abri, car ce sont autant de projectiles secondaires en perspective que tous ces morceaux de cornières ou de vitrages encore debout. Plus loin, d'énormes balles de coton empilées les unes au-dessus des autres, constituent des abris beaucoup plus intéressants. Nous sommes là, assis par terre, attendant maintenant que se joue le dernier acte, priant intérieurement le ciel qu'un méchant coup de 105 ou de 77 ne vienne pas mettre une fin brutale à nos espoirs alors que nous touchons presque au rivage.

Voici justement dans un roulement de tonnerre, une série précipitée de détonations. Je pense d'abord à la D. C. A., mais il n'y a rien en l'air. On apprend bientôt que ce sont les 75 du fort installés juste en face de nous, qui effectuent un tir de barrage sur la plage, un peu au delà de Malo, où les Fritz essaient de passer. Dunkerque est vraiment à la toute dernière extrémité.

En face de nous, un pétrolier splendide, le « *Salomé* », frère de l' « *Emile-Miguet* », s'enfonce tout doucement à côté des chantiers de France. Il ne lui manquait plus que quelques pièces de moteur pour pouvoir appareiller, indispensables sans doute puisqu'on n'a pas pu le sauver. Alors on a sabordé ce magnifique bateau mort-né pour qu'il ne tombe pas aux mains de l'ennemi.

Le temps passe, lentement, comme il aura passé tout le long de cette éternelle journée. « *L'Emile-Deschamps* » flotte maintenant, mais là-bas, on n'en finit plus de le charger. Sans cesse arrivent du Bastion des voitures, des gens qui embarquent ; on est forcément un peu égoïste à des moments pareils, et les hommes commencent à s'énerver autour de nous. Enfin vers 20 h. 30, « *l'Emile-Deschamps* » s'ébranle, et vient s'accoster près de nous. Il est déjà plus qu'à moitié plein. M... a des ordres formels. « Vous ferez embarquer transmissions, puis « *Jaguar* », puis les autres, et vous don-

nerez l'ordre d'appareiller à l'enseigne de vaisseau T..., commandant, quand vous serez 350 !... »

J'aperçois déjà à bord El B..., enseigne de réserve, officier en second du Fort Ouest. Sa vue me soulage d'un grand poids, car j'avais mal au cœur d'avoir quitté le fort sans rester avec eux jusqu'à la fin, et je vois qu'il ne s'est guère agi que de quelques heures. Ils ont reçu l'ordre d'évacuer à quatre heures, alors qu'ils n'avaient plus de munitions. Ils ont fait sauter leurs pièces, enterré leurs morts, et sont partis avec les camions. C... et M... suivent par la plage et arriveront au quai comme nous appareillons. D'autres enfin sont partis de la plage même dans une embarcation en bois, les Fritz presque sur les talons, car ils sont là partout maintenant, dans les faubourgs vers le cimetière, à Malo, à la hauteur du Fort Ouest...

A 21 h. 30, T... appareille, le chiffre de 350 est largement dépassé et il ne peut prendre un homme de plus. Il en reste pourtant sur le quai : C... avec la moitié de l'équipage du Fort Ouest, le Chasseur IX, les gens de Boulogne. Je sais bien que B... m'avait confié n'avoir aucune envie d'embarquer sur cette baille, préférant même rester à Dunkerque que d'y courir sa chance ! Aussi bien tout ce monde là sera-t-il évacué peu après, car l'effort fourni lors de cette dernière nuit de Dunkerque fut vraiment inouï. C'est sous le feu des mitrailleuses que se finira l'embarquement trois heures ou quatre plus tard, au moment où Abrial va évacuer à son tour, quand il ne pourra plus être question de sauver un homme de plus de l'armée encerclée.

Je garderai éternellement le souvenir de cet appareillage, la nuit tombante, donnant un regain d'embrasement aux lueurs des incendies, le port en ruines derrière nous, et au bout du môle sur notre droite, les troupes continuant à embarquer en bon ordre sur une grosse malle accostée à la jetée.

Nous sortons par la passe Nord. Et voici que s'ouvre brusquement à notre vue l'épave de notre pauvre « *Jaguar* ». Il est couché sur le côté, les cheminées sont effondrées, mais

au mât arrière flottent toujours ses couleurs. Tous voudraient se lever pour lui rendre un dernier hommage, mais il faut se hâter de se rasseoir sur le pont, T... ayant demandé une immobilité absolue à tous pour ne pas trop compromettre la stabilité du bateau surchargé.

Nous nous sommes installés à tribord devant, au milieu des quatre-vingts du « *Jaguar* ». Nous sommes le dernier carré de ceux du « *Jaguar* » restés réunis depuis le départ de Brest. C'est si loin déjà ! Dire qu'il y a tout juste quinze jours. D... et ses hommes ont dû être rapatriés. Il reste le commandant A... et puis V... avec ses deux ingénieurs mécaniciens qui ont dû rester à Ronarch jusqu'à la dernière minute. Pourvu qu'on les emmène aussi ceux-là !

Les abords du port, côté mer, sont un invraisemblable cimetière marin. Où qu'on jette les yeux, c'est pour y apercevoir des épaves. Et dans ce fouillis circule de nouveau, après une courte trêve, une quantité considérable de navires de tous rangs, venant sauver ce qu'il reste à sauver presque sous le nez de l'ennemi. C'est une extraordinaire fantasia nautique, et à mesure que l'on s'éloigne augmente le nombre des bateaux rencontrés. Ici des destroyers britanniques anti air-craft, immobiles sous le petit pavois de combat, plus loin des malles, des gros et des petits bateaux courant vers Dunkerque en ruines pour un dernier voyage.

Il est dix heures et demie... c'est la dernière nuit de Dunkerque. A l'aube, dans quelques heures les troupes allemandes pourront venir admirer ce beau travail de destruction. Elles y trouveront malheureusement encore des hommes, car il n'était pas humainement possible de tout sauver. C'est à ceux-là que nous pensons en ce moment, ombre à ce sentiment extraordinaire de délivrance après ces journées effroyables.

Nous essayons de dormir, tant bien que mal sur ce pont. La nuit s'est embrumée, ce qui n'est pas à priori une mauvaise chose, car nous serons ainsi dérobés à la vue des avions ennemis. Ils sont peu nombreux d'ailleurs, la R. A. F. doit les tenir en haleine sur quelque autre secteur.

L' « *Emile-Deschamps* » est poussif. Il doit bien donner royalement ses huit nœuds à tout casser. D'ailleurs il paraît que personne n'en connaît exactement l'avance par tour, et pour ce qui est des compas, la date de la dernière compensation se perd dans la préhistoire. Enfin un camarade m'annonce charitablement qu'il n'est pas démagnétisé. S'il fallait s'occuper de tous ces oiseaux de malheur ! Après tout, est-ce que le bon Dieu nous a protégés à ce point pour nous laisser tomber au dernier moment ?

Nous sommes là, un peu abrutis, heureux tout de même. Non pas joyeux, plutôt comme des gens qui sortent d'un mauvais rêve et ne peuvent croire que c'est vraiment fini. M... a découvert sur le port au dernier moment une bouteille de champagne intacte. Chacun a droit à quelques gouttes qui seront tout notre dîner. Qu'importe puisqu'au jour on sera à Douvres. Chacun fait ses plans pour l'arrivée. Tout le monde est d'accord qu'on commencera par rester une heure dans un bon bain chaud. Après, évidemment un bon déjeuner. Mais pourvu que ce ne soit pas jour sans viande !

La brume s'est épaissie. On a dû doubler les veilleurs, de tous côtés on entend sirènes et cornes à brumes. Le plus sage est de mouiller. T... s'y décide, et deux ou trois heures se passent ainsi pendant lesquelles nous gelons confortablement sur le pont. E... a eu heureusement la bonne idée de se munir d'une couverture que nous partageons en frères. Un peu plus loin J... ronfle comme un sonneur, en proie à quelques rêves professionnels sans doute, car on l'entend donner à son sous-officier radiotélégraphiste des ordres extravagants...

Au jour la brume s'est levée, il s'agit de repartir. Le hic est que notre position est plus qu'incertaine et que c'est assez gênant dans ce maudit Pas-de-Calais bourré à craquer de champs de mines entre lesquels ne subsistent que des chenaux assez étroits. J'entends parlementer sur la passerelle. Personne n'a la moindre confiance dans les compas. Mais voyant tout à coup le soleil levant à babord, je suis plutôt surpris. Sans être breveté officier de navigation, je n'aurais

jamais pensé que la route de Dunkerque à Douvres fasse du sud. J'ai assez vite l'explication de ce phénomène en constatant que nous rejoignons deux gros dundees à moteurs bourrés de soldats, le « *Sainte-Elizabeth* » et « *l'Anne-Marguerite* ». Malheureusement ils ne sont pas plus renseignés que nous, ayant été eux aussi obligés de mouiller, et ne possédant pas de meilleurs instruments de navigation que nous. Plus loin, nous apercevons une malle anglaise qui semble faire une route tout à fait convenable, et on se décide à la suivre cahin caha, nous et les deux dundees.

La côte anglaise apparaît enfin, pas encore très nette. Aussi bien personne n'a d'idée préconçue sur le port de débarquement. Si c'est Douvres, tant mieux, et si c'est ailleurs, tant mieux aussi. Voici qu'un aviso anglais coupe notre route, c'est le « *HMS Albury* ». Sans fausse honte on lui fait demander la bonne direction.

— « One — four — nought », répond son projecteur.

140... ce n'est sûrement pas ça, ça nous mettrait tout droit le cap sur la côte belge où nous serions fort mal reçus. D'ailleurs il fait à peu près la même route que la malle de tout à l'heure. Il n'y a qu'à prendre tout bêtement la ligne de file.

Il est six heures, un peu plus peut-être. Je monte dire bonjour à M... et passe quelques minutes avec lui. Comme je redescends, un brave homme de premier-maître mécanicien m'offre un coup de café chaud que j'accepte avec joie. Je suis en train de le remercier avec effusion, quand un choc d'une violence inouïe me coupe brusquement la respiration. Tout en m'efforçant de la retrouver, j'ai compris en une seconde. Voilà le bain dont nous parlions tout à l'heure. Il sera moins chaud et un peu plus long peut-être que nous ne le désirions !

D'après les témoins tous formels des autres bateaux « *l'Emile-Deschamps* » qui venait de sauter sur une mine magnétique s'engloutit en quelques secondes. C'est inouï ce qu'on a le temps de faire en quelques secondes, dans de telles circonstances. J'ai eu le temps d'ajuster sa brassière à une jeune femme qui se trouve non loin de là, d'enlever un

soulier, tout en me demandant s'il valait mieux sauter à l'eau tout de suite ou attendre. Je revois encore El B... agrippé à la lice avec une jambe cassée, et mon petit midship qui me demande de l'aider à nager car il a un genou déboité. Et je me trouve à l'eau...

Je suis entier, E... flotte, je déniche une planche que je passe à El B... Et puis, comme je ne peux faire beaucoup plus. je me mets à nager vigoureusement en trainant E... par la main, vers le bateau qui me parait le plus près. C'est l' « *Albury* ».

Une voix m'appelle au passage. C'est L... qui nage gaillardement un peu plus loin et prétend même chanter... « Ta gueule, que je lui fais, garde ton souffle ! »

Derrière nous, une vision extraordinaire. La houle très légère et assez longue, découpe dans une mare de mazout et d'huile une espèce de sinusoïde ponctuée de têtes. Plus loin une grappe s'est accrochée à un roof en bois qui flotte presque droit. Des cris un peu partout.

Il y a heureusement du monde autour de nous. Les deux dundees d'abord, qui vont ramasser tout ce qu'ils vont pouvoir. La malle anglaise a fait demi-tour et revient vers nous. L' « *Albury* » qui était le plus près a mouillé pour ne pas subir le même sort et met ses baleinières à l'eau. Il y avait là même, je l'ai su plus tard, le dernier survivant de la 2e D. C. T., le « *Léopard* ».

Et c'est le repêchage par une baleinière de l' « *Albury* » qui nous dépose à bord et va en chercher d'autres. Je monte la coupée à grand peine, et puis on nous installe dans la chambre du commandant où nous sommes pris d'un frisson formidable, rapidement soigné à coup de tafia. Mais toujours cette barre qui me broie le dos, et mon pied droit énorme se refuse à tout service. Ça ne fait rien, j'ai vraiment l'impression d'avoir une fois encore resquillé !

L' « *Albury* » transportait de nombreux soldats français, parmi lesquels des médecins qui nous donnent les premiers soin. Pour l'instant, E... et moi n'avons besoin de rien que de nous remonter un peu, mais il y a plusieurs blessés sé-

rieux à côté de nous. La chambre de ce pauvre commandant est bientôt innommable, souillée d'eau de mer, de mazout et de sang. Un matelot nous apprend que nous ne sommes qu'à six milles de Margate à l'embouchure de la Tamise. J'entends qu'on vire la chaîne ; nous serons au port dans une demi-heure !

A quai, nous sommes emmenés par les ambulances. Je vois arriver dans celle où je suis installé en compagnie d'une vieille infirmière qui s'apitoie sur mon sort, mon J... ramassé par un autre bateau et qui commence tout de go à m'engueuler parce que je l'ai empêché de chanter tout à l'heure. On nous dépose dans un énorme poste de secours installé dans une espèce de salle des fêtes près de la plage. Catastrophe ! les brancardiers anglais ont oublié sur l' « *Albury* » le paquet trempé de mes vêtements. Et me voici foulant — sur un pied — le sol britannique, tout nu dans une couverture, sans un sou, sans uniforme, sans papiers !

La suite... Quatre jours à l'hôpital où je retrouve El B... ; — heureusement car il pourra certifier de mon identité, — l'accueil empressé de la population qui nous comble de cigarettes et de cadeaux. Puis le retour en France par Londres et Southampton où j'ai dû prendre passage sur le dernier ou l'un des derniers convois britanniques, le 9 juin.

A mon passage à Londres, j'ai appris l'étendue de la catastrophe du « *Deschamps* ». Plus de la moitié du personnel équipage et passagers a péri, et parmi eux tous les officiers qui se trouvaient sur la passerelle.

Pauvre M... J'ai longtemps espéré qu'il avait été recueilli par un autre bâtiment et évacué sur un autre port. Et puis il a fallu se rendre à l'évidence, d'autant plus que je sus par la suite qu'un de nos hommes, lui-même agrippé sans forces à un radeau, l'avait vu flottant entre deux eaux.

D..., M..., G... et tant d'autres sont restés là-haut des patrouilles de l'Océan, de la flotille du Pas-de-Calais, de l'artillerie de côte de Dunkerque ! Dans son communiqué du 4 juin, l'Amirauté Française a signalé simplement la part

de la flotte, citant les noms des navires coulés : Contre-torpilleurs « *Jaguar* » et « *Chacal* », torpilleurs « *Adroit, Orage, Bourrasque, Foudroyant, Sirocco* », ravitailleur le « *Niger* ».

« Ils savaient, dit en substance le communiqué, la grandeur du péril, et ce qu'on attendait d'eux.

Ils ont comme à l'habitude fait leur devoir ».

Et à côté des bâtiments de la flotte de combat, ceux de l'active, tous ceux de la réserve : dragueurs et patrouilleurs, et ceux du commerce, « *Saint-Camille* », « *Monique-Schiaffino* » et tant d'autres...

Nous étions partis en effet, conscients de ce qui nous attendait, un peu anxieux, en néophytes pour la plupart, de savoir comment nous nous comporterions. En quinze jours, qui valent quinze mois, nous avons tout appris...

Nous sommes revenus, gonflés quand même, prêts à repartir, fiers d'être marins.

Jean Bart doit être content de nous.

21 septembre 1940.

X X X.

***

Ce qu'ils étaient : des gens simples et droits de chez nous, marqués cependant de ce sceau indélébile qui fait le marin, celui qui ne mène pas la vie de tout le monde, qui, sans s'en douter peut-être, continue la race de ceux pour lesquels l'honneur, le devoir, le dévouement, le sacrifice sont toujours des mots qui ont un sens.

Un noyau d'hommes de l'active, auxquels étaient venus s'agglomérer, à la mobilisation, un grand nombre de réservistes. Tout cela qui avait rapidement formé un équipage, un bloc solide et sans fissures, la plus belle chose qui se puisse rêver. Et il suffisait de les regarder un à un bien dans les yeux pour savoir que, le jour venu, ils ne molliraient pas, même s'ils avaient peur. Car qui de nous peut se vanter de n'avoir jamais eu peur ?

Ce jour vint, qui les lança d'un bloc dans la fournaise la plus ardente qui se puisse imaginer. Et, simplement, sans gestes, sans même se rendre compte de l'héroïsme auquel ils allaient atteindre, ils firent ce qui leur était commandé, comme ils l'avaient toujours fait par le passé.

Un peu partout, dans ce camp retranché de Dunkerque, sans repos, sans sommeil, harcelés par les bombardements et par les tirs d'artillerie, souvent seuls, loin de tout regard, de tout soutien moral, modestement et courageusement, ils tinrent, simplement parce que c'était l'ordre et qu'un ordre s'exécute, quoi qu'il arrive.

De très grands chefs ont dit les prodiges qu'une poignée d'hommes accomplirent sur cette terre tragique, devenue sacrée pour le cœur de tous les Français.

Si mal qualifiés que nous nous sentions pour en tirer une leçon, qu'on nous permette cependant de dire qu'après avoir vu toutes ces choses, après avoir, avec eux, vécu toutes ces heures inoubliables, nous ne pouvons pas ne pas crier notre confiance ardente et inébranlable dans l'avenir de la France, refaite plus belle et plus grande par le sacrifice de nos morts et par tous ceux qui, avec le même dévouement et dans la même discipline, joyeusement acceptée, continuent aujourd'hui comme hier à suivre la seule règle de conduite qu'ils aient jamais connue :

« SERVIR »

CHRONIQUE AGRICOLE

UNE LOI RÉVOLUTIONNAIRE

Loi du 9 Juin 1941 sur le cheptel agricole

La loi du 9 juin 1941 « ayant pour objet le maintien du cheptel dans les exploitations agricoles » est l'une des plus révolutionnaires du nouvel Etat français. Sous un aspect modeste et timide, elle fait appel à des principes juridiques et économiques auxquels nous n'étions guère habitués.

Cette simple observation devrait suffire à nous convaincre ou tout au moins à éveiller notre attention : la nouvelle loi modifie le Code civil (ce qui est toujours une affaire grave, car le Code civil régit les bases mêmes de la société) et modifie huit articles qui, tous, étaient demeurés intangibles depuis 1804.

Les faits.

Lorsqu'un propriétaire donne à ferme son exploitation rurale, bailleur et preneur dressent un inventaire du matériel, des marchandises, du troupeau, de la basse-cour et de tous autres animaux, machines, récoltes ou objets donnés à bail. La nécessité d'un pareil inventaire est évidente : les bons comptes font les bons amis.

Toutefois, malgré cet inventaire, une grave question se pose, ou, plus exactement, se posait, au terme du bail. Puisque, par définition, le fermier n'est pas (et n'était pas) propriétaire du cheptel (1), il « ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire ; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu ». Telle est la règle de l'ancien article 1826, règle sage et logique : on ne peut retenir que les objets dont on est propriétaire. Mais, si le fermier n'est débiteur que de la « valeur » des objets ou des bêtes qu'il a pris à bail, de quelle valeur s'agit-il ? S'agit-il de la valeur vénale ou de la valeur culturale ?

---

(1) La situation du métayer est et était identique.

La valeur vénale est le prix d'une chose : certains disent valeur commerciale : les deux expressions sont synonymes.

La valeur culturale est l'importance ou la capacité de production d'une machine (ou d'une bête) dans une exploitation agricole déterminée. La valeur culturale d'une paire de bœufs est la surface que ces bœufs peuvent labourer en un jour dans le terrain sablonneux ou argileux de la ferme à laquelle ils appartiennent ou encore le travail qu'on peut leur demander au cours de l'année. Pareillement, la valeur industrielle d'un camion est le travail qu'il peut effectuer : or celui-ci dépend, comme pour les animaux, de la puissance native ou originaire et du degré d'usure.

Pour la Cour de Cassation, le fermier devait laisser à la fin du bail un cheptel de « valeur [vénale] pareille à celui qu'il a reçu ». Pour la Cour suprême, la valeur culturale était sans intérêt.

Cette solution fut vivement critiquée : en tout cas, fondée ou mal fondée en droit, elle eut des conséquences sociales immenses dans le monde agricole.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, l'augmentation des prix fut une excellente affaire pour les fermiers qui avaient loué avant le 2 août 1914. A cette date, en effet, il fallait environ cinq paires de bœufs pour faire un inventaire de 5.000 fr. ; pour faire le même inventaire en 1920, il suffisait d'une paire. Le bénéfice du fermier qui avait loué avant la guerre une propriété ayant cinq paires de bœufs, était donc de 5 — 1 = 4 × 5.000, soit 20.000 francs. Par contre, si la ferme avait réellement besoin de cinq paires de bœufs, celle-ci devenait inexploitable à la fin du bail à moins que le propriétaire ne fasse les frais d'un nouveau cheptel.

En 1932-1933, la baisse des prix renversait la situation : la valeur vénale ruinait les fermiers : là où ils avaient trouvé cinq paires de bœufs, ils devaient en laisser 7 ou 8 ; et, comme ils ne les avaient pas, ils devaient les acheter sur le marché ou verser au bailleur la somme correspondante.

Il en est aujourd'hui comme autour des années 1920 à 1925 : de nouveau « la baisse du franc est contraire à l'intérêt du bailleur » (loi du 9 juin 1941 : rapport du ministre de l'agriculture au Chef de l'Etat). Depuis la guerre, en effet, « les prix du bétail ont monté très fortement et menacent de monter en-

core ; un cheval qui valait en 1939 de 5 à 6.000 fr. se vend aujourd'hui 35 à 40.000 fr.

« Il est certain que dans ces conditions, beaucoup de fermiers ou de métayers sont tentés d'abandonner leurs exploitations pour réaliser le profit apparent, souvent très élevé, qui résulte de la hausse excessive des prix. C'est ainsi qu'un métayer qui a reçu quatre chevaux évalués à 5.000 fr. chacun, soit 20.000 fr., et qui a conservé l'équivalent de ces quatre chevaux valant aujourd'hui 140.000 fr. au moins, réalisera un profit immédiat, en partant de :

$$\frac{140.000 - 20.000}{2} = 60.000 \text{ fr.}$$

Sur l'ensemble d'un cheptel, la prime à l'abandon d'exploitation atteint vite des chiffres très élevés.

Les propriétaires seront dans l'impossibilité de reconstituer le cheptel qu'ils ont fourni et ne pourront que vendre ce qui leur reste et laisser leur domaine en friche, faute de preneurs sans cheptel ». (Loi du 9 juin 1941 ; rapport du ministre de l'Agriculture au Chef de l'Etat).

« Le remède à cette situation paraît simple » : il suffit de préciser dans le Code civil que le preneur devra rendre un cheptel de « valeur [culturale] pareille à celui qu'il a reçu ».

La loi du 9 juin 1941 n'a pas d'autre objet. Par rapport à l'avenir elle ne se contente pas de reconnaître aux parties le droit de stipuler que l'évaluation du bétail pris en charge par le preneur et que sa restitution à la fin du bail se feraient d'après la valeur culturale (car ce droit existait déjà) — elle transforme ce droit en obligation, sous peine de nullité du contrat lui-même. Par rapport au passé, elle déclare que « nonobstant toute clause contraire » les baux antérieurs à la présente loi devront être éventuellement liquidés sur la base de la valeur culturale

Tel est le contenu matériel de la réforme. Quel en est le sens exact ?

La controverse.

De 1804 à 1921 les baux à ferme furent liquidés sur la base de la valeur vénale sans que bailleurs et preneurs n'y trouvent à redire, sans que ce mode de règlement ne soulevât la moindre agitation sociale. Chacun le trouvait juste et normal.

Lorsque le doute naquit au lendemain de la grande guerre,

la Cour de Cassation, dans un arrêt célèbre, dit « arrêt Bacou contre Saint-Pé », confirma les anciens usages.

Par contre, dans une affaire analogue, dite « affaire du Gaz de Bordeaux », le Conseil d'Etat institua une jurisprudence contraire.

L'examen de ces deux affaires nous fera comprendre les problèmes sous-jacents.

Ecoutons d'abord le pour et le contre.

Le 4 décembre 1910, le sieur Bacou prenait à ferme une exploitation rurale du sieur St-Pé, quelque part en France dans les environs de Toulouse. L'inventaire annexé au bail portait un cheptel bovin — deux paires de bœufs et une paire de vaches estimées ensemble 3.000 francs — et un troupeau de moutons estimé à 2.425 francs. Soit 5.425 francs. Le bail vint à expiration le 1er novembre 1919. L'inventaire du bétail donnait alors : trois paires de bœufs estimés 15.000 francs et le troupeau de moutons estimé à 9.500. — L'estimation globale de 1910 donnait 5.425 fr. ; celle de 1919 donnait 24.500 francs ; soit une plus-value de 19.075 francs. A qui appartenait cette plus-value, au propriétaire, au fermier, ou aux deux à la fois ?

La réponse dépendait des deux problèmes préliminaires suivants :

1°) Quel était le sens exact des article 1.821, 1.826 ?

2°) Dans l'hypothèse où il faudrait les interpréter en fonction de la « valeur vénale », quelle était l'intention des parties : car en vertu de l'article 1.134 (C. civ.) « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ».

Si nous ouvrons le Code civil, nous lisons, sous le titre « du cheptel donné au fermier » :

Art. 1821. — Ce cheptel (aussi appelé *cheptel de fer*) est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçu.

Art. 1826. — A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire ; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer ; et c'est seulement l'excédent qui lui appartient.

---

(1) Art. 1.822. — L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques.

Art. 1.823. — Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée de

Toute la question est donc de savoir ce qu'il faut entendre ici par valeur. S'agit-il de la valeur commerciale du cheptel ou de sa valeur culturale, c'est-à-dire de son importance comme instrument de production dans une exploitation déterminée ? En vérité, le Code ne s'est pas posé la question : en 1804, les deux valeurs étaient confondues.

Mais on devine ses préoccupations : garantir le bailleur contre la perte du cheptel, garantir à l'exploitation, même à la fin du bail, un cheptel apte à en assurer les travaux. L'esprit du Code civil est donc évident : quand il parle de la valeur du cheptel, il veut désigner la valeur culturale :

L'argumentation de Saint-Pé s'efforcera de souligner cet aspect de la réalité juridique.

« Ce système, dit-il [celui de Bacou], voit dans le bail à cheptel de fer un acte de spéculation pour les deux contractants, une sorte d'opération de bourse, un jeu sur les chances de hausse ou de baisse de la valeur vénale du cheptel appréciée suivant le cours variable des foires. C'est ce que l'on peut imaginer de moins conforme à l'intention des parties. Contrat aléatoire, le bail à cheptel de fer l'est peut-être pour le fermier ; mais il ne l'est aucunement pour le bailleur, qui, tout au contraire... s'applique à s'affranchir de toutes chances mauvaises et à les rejeter toutes sur le fermier, se contentant d'une redevance fixe et mettant tous les risques à la charge du preneur, se réservant avec soin la propriété des animaux, si bien que ce contrat... déroge, dans l'intérêt du bailleur, à deux adages exprimant le droit commun : ***Æstimatio facit venditionem***, et ***Res perit domino***.

L'essence du bail à cheptel de fer, c'est qu'il tend à assurer, contre tout aléa, au propriétaire d'une exploitation rurale, la conservation et la restitution non seulement de la métairie, mais de l'ensemble de l'instrument d'exploitation rurale qu'elle constitue, y compris les animaux du cheptel envisagés comme un ensemble, comme une unité indestructible et impérissable, les unités qui la composent devant être remplacées par des unités équivalentes, à mesure qu'elles périssent ou sont individuellement aliénées.

Si, à la lumière de ces principes directeurs, on lit les art. 1021 et 1826 C. Civ., siège principal de la présente discussion, on en comprend aussitôt le sens véritable. Le mot *valeur*, employé dans ces deux textes, ne vise pas la valeur *vénale*, mais la valeur « économique », la valeur

---

son bail, s'il n'y a convention contraire.

Art. 1.824. — Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier n'est point dans les profits personnels des preneurs, mais appartient à la métairie, à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

Art. 1.825. — La perte, même totale et par cas fortuit, est en entier pour le fermier s'il n'y a convention contraire.

des animaux en tant qu'instrument d'exploitation. Ce que le fermier doit restituer, c'est... « un cheptel composé d'animaux de la même espèce, en même nombre par catégories, et présentant, dans la mesure du possible, les mêmes particularités que ceux qu'il a reçus ». Que si l'on demande à quoi sert l'estimation faite en argent du *prix* de ce cheptel à laquelle fait allusion l'art. 1821, la réponse est, dit-on, facile. Cette estimation a simplement pour but de préciser, mieux que ne saurait le faire un état énumératif et descriptif, quelle est la puissance d'exploitation des animaux ou de chaque catégorie d'animaux lors de la prise en charge et ainsi de « faciliter le règlement » à opérer lors de la sortie entre propriétaire et fermier (1).

En conséquence, Saint-Pé proposait de payer à Bacou au cours du jour la plus-value culturale du cheptel, soit 500 francs, attendu qu'il avait donné à bail deux paires de bœufs et une paire de vaches et qu'il recevait en fin de bail trois paires de bœufs.

Malheureusement, la lettre du Code, qui est non moins évidente que l'esprit, dit exactement le contraire : Quand le Code parle de la valeur du cheptel, il désigne la valeur vénale, c'est-à-dire le prix. L'ancien article 1821 est formel : « Le fermier, dit-il, laissera des bestiaux d'une valeur égale au *prix* de l'estimation de ceux qu'il aura reçu ».

Tant que les deux valeurs restèrent solidaires, tant que l'une augmentait avec l'autre et réciproquement, tant que leurs mouvements furent à peu près de même amplitude, nul ne s'aperçut de cette opposition entre la lettre et l'esprit. Mais la hausse des prix provoquée par le Grande Guerre la fit éclater aux yeux de tous. Le Parlement, sollicité de trancher le débat, refusa. Tribunaux et Cours d'Appel se divisèrent. Finalement, le 6 juin 1921, la Cour de Cassation, fidèle à sa tradition, donnait raison à la lettre contre l'esprit :

Attendu qu'aux termes de cette disposition (art. 1826 C. Civ.), le fermier, à la fin du bail, est tenu de laisser un cheptel « de valeur pareille à celui qu'il a reçu » ; que, s'il y a déficit, il doit le payer, mais que l'excédent lui appartient ; que, d'autre part, aucune distinction n'est faite entre la plus-value apportée au cheptel par les soins ou les améliorations du fermier et celle qui provient de circonstances accidentelles ; que, du rapprochement de l'article 1826 avec l'article 1821 définissant le cheptel de fer celui par lequel le fermier « laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus », il résulte, d'autre part, que la loi a envisagé la valeur vénale du cheptel et non sa puissance comme instrument d'exploitation ; que

(1) D'après le rapport de M. le Conseiller Ambroise Colin, D. P. 1921, 1, 77.

c'est donc à tort que l'arrêt attaqué, au lieu d'attribuer à Bacou la totalité de la plus-value acquise par le bétail et par le troupeau a décidé qu'il devrait la partager avec le propriétaire. (Cassation, 6 juin 1921. D. 1921, I, 77).

La première partie du débat était tranchée. Restait la seconde Deux éléments, en effet, doivent intervenir dans l'interprétation des contrats : le Code et la volonté des parties. Dès lors, à supposer que l'arrêt de Cassation soit sans reproche quand il interprète les articles 1821, 1826 (Code civ.), il n'en résulte pas pour autant qu'il le soit encore lorsqu'il affirme que les parties ont eu l'intention de s'engager quelles que soient les hausses ou les baisses de prix éventuelles.

Ce nouveau problème fut aussi discuté que le premier : les uns nièrent la hausse imprévisible des prix et rejetèrent la « théorie de l'imprévision » ; les autres affirmèrent cette imprévisibilité et acceptèrent la théorie.

La Cour de Cassation suivit la première solution ; le Conseil d'Etat la seconde. On ne saurait trouver deux jugements où la doctrine de la légalité et la doctrine de l'équité se heurtent plus violemment que dans les deux jugements par lequel le Tribunal suprême de l'ordre judiciaire et le Tribunal suprême de l'ordre administratif fixèrent leur jurisprudence. Les deux textes sont à rapprocher.

Attendu que la Cour (de Toulouse) allègue vainement que les parties, en contractant, n'avaient pu prévoir l'augmentation extraordinaire des prix des animaux résultant de la guerre de 1914, mais seulement une hausse normale, « dont le maximum correspondrait, évidemment, au prix le plus fort du bétail pendant la période des dernières années antérieures à la conclusion du contrat » ;

Attendu, en effet, qu'en s'astreignant à supporter le risque d'une élévation future du cours des bestiaux du troupeau, contre-partie des risques pouvant résulter soit de l'abaissement des mêmes cours,

Considérant qu'en principe le contrat de concession règle d'une façon définitive, jusqu'à son expiration, les obligations respectives du concessionnaire et du concédant ; que le concessionnaire est tenu d'exécuter le service prévu dans les conditions précisées au traité, et se trouve rémunéré par la préception sur les usagers des taxes qui y sont stipulées ; que la variation du prix des matières premières, à raison des circonstances économiques, constitue un aléa du marché, qui peut, suivant le cas, être favorable ou défavorable au concessionnaire, et demeure à ses risques et périls, chaque partie étant réputée avoir tenu

soit de la perte fortuite des animaux mis à la charge du fermier, Saint-Pé s'était fait à lui-même une loi dont il ne pouvait s'affranchir en alléguant que ses prévisions étaient trompées, qu'il lui aurait appartenu de restreindre son engagement à un taux déterminé ; mais qu'en induisant cette restriction de circonstances sur lesquelles le bail ne s'était pas expliqué, l'arrêt attaqué n'a fait que substituer une convention supposée à la convention exprimée par les contractants, en quoi il a violé les textes sus-visés ».

(*Cass.*, 6 juin 1921. D. 1921. I. 77, 78).

compte de cet aléa dans les calculs et prévisions qu'elle a faits avant de s'engager.

Mais, considérant que, par suite de l'occupation par l'ennemi..., la hausse survenue au cours de la guerre actuelle, dans le prix du charbon qui est une matière première de la fabrication du gaz, s'est trouvée atteindre une proportion telle que non seulement elle a un caractère exceptionnel dans le sens habituel donné à ce terme, mais qu'elle entraîne dans le coût de la fabrication du gaz une augmentation qui, dans une mesure déjouant tous les calculs, dépasse certainement les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du contrat de concession, que, par suite du concours des circonstances ci-dessus indiquées, l'économie du contrat se trouve entièrement bouleversée ; que la Compagnie (du Gaz de Bordeaux) est donc fondée à soutenir qu'elle ne peut être tenue d'assurer, aux seules conditions prévues à l'origine, le fonctionnement du service tant que durera la situation anormale ci-dessus rappelée ».

(*Conseil d'Etat,* 30 mars 1916. D. 1916, III, 32, 35).

Le cahier des charges de la Compagnie du Gaz de Bordeaux fut revisé et la Compagnie put continuer à fournir du gaz sans être acculée à la faillite. Par contre, Bacou laissa deux bœufs un cinquième, emmena tous les moutons et trois bœufs quatre cinquièmes. Saint-Pé était ruiné : les neuf années de fermage qu'il avait touchées, soit 2.800 $\times$ 9 = 25.000 lui permettaient à peine de reconstituer le cheptel et de remettre sa ferme en état d'exploitation.

Qui du Conseil d'Etat ou de la Cour de Cassation avait dit le juste et le vrai ?

La Cour de Cassation n'avait pas tort ; mais le Conseil d'Etat n'avait pas raison. Le Tribunal Suprême de l'ordre civil et le Tribunal Suprême de l'ordre administratif affirment leur position ; ils ne la démontrent pas. Essayons de pousser plus à fond leurs analyses.

Lorsque nous disons que la lettre et l'esprit du Code civil sont en opposition, que l'esprit de l'article 1826 (1) est nié par la lettre de l'article 1821 (2), nous parlons comme gens de 1941 ; mais si nous voulions bien remonter le cours du temps jusqu'en 1804 la contradiction s'atténuerait beaucoup. A cette date, en effet, le cours légal (3) du billet de banque n'existait pas : nul n'était obligé d'accepter du billet. Les prix étaient tous des prix-argent puisque le franc de Germinal était un franc-argent. Dès lors, s'il demeure exact que l'article 1826 suggère la valeur culturale et que l'article 1821 parle explicitement du prix, c'est-à-dire de la valeur vénale, il demeure exact aussi que la valeur vénale des marchandises ne pouvait être influencée par une baisse du franc mais seulement par une baisse de l'argent. Or celle-ci ne s'est produite qu'à la fin du XIXe siècle et n'a pris de grandes proportions qu'au lendemain de la grande guerre. En d'autres termes, valeur vénale et valeur culturale suivaient des courbes analogues en 1804. Le législateur pouvait donc parler de l'une ou de l'autre sans inconvénients pratiques graves.

Par contre, ceux-ci devaient se produire tôt ou tard au lendemain de la loi du 12 août 1870 qui instituait en France le cours légal du billet de banque. Pour sauver l'esprit du Code civil, il eût fallu modifier alors l'article 1821 et écrire « le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale à ceux qu'il aura reçus ».

---

(1) Art. 1.826. — A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire ; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer ; et c'est seulement l'excédent qui lui appartient.

(2) Art. 1.821. — Ce cheptel (aussi appelé cheptel de fer) est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

(3) Il y a cours légal du billet de banque lorsque les débiteurs peuvent acquitter leurs dettes en donnant des billets et non des pièces d'or ou d'argent. Il y a cours forcé lorsque la banque d'émission n'est pas obligée de rembourser les billets qu'elle a émis.

Cet oubli est à la source des discussions qui surgirent en 1921. Il n'appartenait pas à la Cour de Cassation de le faire disparaître. La réparation des oublis législatifs relève du législateur.

La « théorie de l'imprévision », adoptée par le Conseil d'Etat et refusée par la Cour de Cassation, soulève une grosse difficulté que l'appel à l'histoire ne suffit plus à résoudre.

L'hésitation de la jurisprudence civile, antérieure à l'arrêt « Bacou contre Saint-Pé », s'explique par ces deux propositions également évidentes mais en opposition : premièrement, le bail à cheptel n'est pas un contrat de jeu : l'intérêt de ce contrat n'est pas dans le bénéfice aléatoire qu'il laissera à l'un ou à l'autre comme il arrive en Bourse pour les achats ou les ventes à terme ; son intérêt réside, au contraire, dans les sécurités réciproques qu'il assure aux parties ; bailleurs et preneurs supposent une large stabilité des affaires et des cours ; secondement, la théorie de l'imprévision est terriblement dangereuse ; si on commence à lui ouvrir la porte elle ne tardera pas à envahir toute la maison. Le législateur lui-même a succombé au danger : son ingérence dans les contrats est allée si loin que bien des auteurs ont pensé (et pensent encore) que son intervention a fait plus de mal que de bien. M. Ripert, ancien ministre de l'Instruction publique, était certainement de ceux-là (1).

Or le danger d'inflation était beaucoup plus grand que la loi du 12 août 1870 (2), modifiant subrepticement le Code civil, ouvrait les portes aux manipulations monétaires et que le cours forcé et l'inflation étaient, en 1921, des « actualités ».

Que la crainte de l'inflation fut le motif principal qui fit hésiter la Cour de Cassation et qui, finalement, lui fit rejeter la théorie de l'imprévision, c'est assez évident. Il n'est pour s'en rendre compte qu'à relire son arrêt et les polémiques du temps. C'est parce qu'elle n'arrivait pas à définir le « taux » prévisible de majoration du bétail qu'elle refusait d'admettre le « taux » imprévisible. C'est pourquoi il est infiniment probable que si la Cour de Cassation avait pu définir ce taux, soit par le texte du bail soit

---

(1) Voir G. Ripert : *Le Régime démocratique et le Droit civil moderne.* Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence 1936.

(2) La loi du 12 août 1870 instituait le cours légal et le cours forcé : le cours forcé a été supprimé ultérieurement ; mais le cours légal a été maintenu.

Avant cette date, le cours forcé et le cours légal n'ont existé que *simultanément* du 15 mars 1848 au 6 août 1850.

par les circonstances particulières qui l'ont entouré, elle aurait adopté la théorie de l'imprévision. Plutôt que d'admettre l'imprévision *absolue* elle a rejeté toute imprévision ; mais si on lui avait offert l'imprévision *relative* il est probable qu'elle l'aurait acceptée.

La véritable question est alors la suivante ; peut-on construire, à l'occasion du bail à cheptel, une théorie de l'imprévision relative ? Nous pensons que la chose est possible, qu'elle est relativement facile aujourd'hui, mais qu'elle était encore très difficile en 1921.

Baux à cheptel et capitalisme.

Dans l'exposé des motifs de la loi du 9 juin 1941, le Ministre de l'Agriculture parle de « la baisse du franc » et accuse cette baisse de fausser les contrats. C'est une première réponse qui est exacte. Mais, facile et valable en 1941, elle était difficile et discutable vingt ans plus tôt. En 1921, en effet, on ne parlait guère de la baisse du franc ; on parlait de la vie chère. On admettait, on semblait admettre, que la hausse des marchandises n'était pas imputable à la monnaie mais à la situation du marché, qu'elle n'était pas d'origine monétaire mais commerciale. Cette opinion était d'autant plus fondée que les questions monétaires étaient relativement neuves, que la hausse d'origine commerciale était réelle, et qu'enfin tout le monde supposait, à tort ou à raison, que la baisse du franc était éphémère et que le franc, comme la livre, serait revalorisé à son taux de 1914. Il était donc impossible, ou difficile, d'invoquer en 1921 comme le Ministre de l'Agriculture l'invoque en 1941 l'imprévision monétaire. Toute la plus-value devait être considérée comme ayant une origine commerciale.

Etait-il encore possible de définir un taux prévisible de plus-value ? Certainement. Notre argumentation peut se résumer dans le syllogisme suivant.

Tout contrat suppose ou s'inscrit dans un régime économique donné ; tout ce qui découle de ce régime doit être considéré comme prévisible et voulu par les parties, sauf clause contraire de leur part ; inversement, tout ce qui découle d'un autre régime doit être considéré comme imprévisible et rejeté par les parties, sauf clause contraire de leur part. Or le bail à cheptel s'inscrit dans un régime économique non capitaliste. Lui attribuer les conséquences qui découlent du capitalisme, et du capitalisme

monétaire, est donc une faute et une erreur. Il était donc possible d'adopter l'imprévision et d'en fixer les limites.

Toute la difficulté de notre argumentation réside dans la seconde proposition. C'est elle qu'il nous faut étayer.

Lorsque le langage ordinaire ajoute le suffixe « isme » au mot capital pour former le substantif « capital-isme », il entend désigner, de toute évidence, un régime économique dans lequel le capital occupe une place capitale. Les économistes ne sauraient mieux dire. Qu'est-ce donc que le capital et quelle est cette place ?

Le capital est la valeur vénale d'un bien quelconque (titre ou marchandise, meuble ou immeuble) engagée dans une affaire qui doit rapporter de l'argent ; plus brièvement, le capital est la valeur vénale destinée à produire de la valeur vénale.

L'entreprise capitaliste est à son tour une affaire qui part de l'argent pour arriver à l'argent, qui transforme les matières premières ou les services en billets de banque. Peu importe le produit fabriqué ou le service rendu ; tout cela n'est que moyen pour arriver à l'argent. L'argent, tel est le commencement et la fin de l'entreprise capitaliste.

Le capitalisme, enfin, sera le régime économique qui abandonne la production des biens à la libre recherche de l'argent, bien que les lois qui régissent la production des biens ne soient pas identiques à celles qui régissent la production de la valeur vénale ou de l'argent. L'humanité n'a pas attendu la grande crise de 1929 pour s'apercevoir qu'en détruisant des produits on pouvait parfois créer de la valeur. Brûler du blé, noyer du café, limiter les plantations de vignes et tout cela pour augmenter le prix du blé, du café ou du vin, sont des procédés fort anciens. Le capital en liberté, voilà le capitalisme.

Les économistes ne disent pas, en général, que ce régime est le meilleur ; ils disent plus modestement qu'il est le moins mauvais. Mais peu importe, ici, le jugement que mérite le capitalisme : constatons simplement qu'il a existé.

Le capitalisme a existé et existe encore ; mais il n'a pas été et n'est pas universel. Des secteurs de l'activité économique lui ont échappé en tout ou en partie : l'agriculture est un de ces secteurs (1).

---

(1) Cette vérité a été soulignée par *Quadragesimo Anno.*

Le paysan qui pratique la polyculture et qui vit largement sur le produit de ses terres s'est engagé lui aussi dans une aventure. Mais tandis que le commerçant ou l'industriel attendent de leur aventure de l'argent, rien que l'argent et toujours de l'argent, le paysan est moins passionné d'argent ; il accepte d'être payé partie en argent, partie en nature. Si le vin dont il garde toute la récolte pour sa consommation familiale se donne pour rien ou se vend très cher, ces cours ne l'intéressent pas : il n'en sera ni plus riche ni plus pauvre. Il a mis sa confiance sur des produits et non sur de l'argent.

Les deux « aventures » apparaissent alors clairement. L'industriel et le commerçant ont placé leur argent dans une affaire : ils partent de l'argent pour arriver à l'argent ; ils ont acheté une machine à produire de l'argent. Le paysan, au contraire, achète un terre pour produire des produits, c'est-à-dire pour vivre. L'argent n'est ni le commencement exclusif ni la fin unique de son activité économique ; la valeur culturale de sa terre et de son cheptel l'intéresse autant — sinon plus — que leur valeur vénale, les produits que les bénéfices. Le paysan ne dirige pas une affaire, c'est-à-dire une activité qui a pour but de procurer l'argent : il dirige une exploitation, c'est-à-dire une activité qui a pour but de produire des biens. Aussi le langage courant ne le considère-t-il pas comme un capitaliste. Il ne le devient que lorsqu'il va chez son notaire ou son banquier pour acheter des fonds d'Etat.

Telles étaient les perspectives du législateur de 1804 lorsqu'il rédigeait l'article 1821. Certes, il nous parle bien du prix ; mais le prix en question n'avait pas la même fonction économique dans l'agriculture française d'alors que dans l'industrie française de 1921 ou de 1941. Il nous parle du prix parce que celui-ci était la meilleure façon de partager les produits du sol entre propriétaires et fermiers ; il n'était pas encore le but suprême de leur activité. En prenant l'article 1821 à la lettre et en refusant d'accepter toute imprévision, la Cour de Cassation a fait produire aux baux à cheptel les conséquences économiques et sociales du capitalisme bien que ces baux fussent conclus dans un cadre et dans un système non-capitaliste. Sans faire beaucoup d'économie politique, elle aurait pu éviter cette erreur ; il lui aurait suffi de faire l'exégèse des textes à appliquer. Elle aurait pu, alors (si cela avait été encore utile), adopter la théorie de l'imprévision relative et éviter ainsi les dangers de l'imprévision absolue.

Conclusion.

En modifiant le Code civil, la loi du 9 juin 1941 revise les textes mais revient à l'esprit qui les a inspirés.

En faisant appel à la valeur culturale et en rejetant la valeur vénale, elle place délibérément les baux à cheptel hors de l'activité capitaliste.

Par voie de conséquence, elle en fait des contrats abrités, les premiers contrats abrités. Soulignons le fait.

Nous disions en commençant que cette loi était révolutionnaire. Avec la loi sur l'organisation professionnelle, il n'en est pas, du point de vue social, de plus révolutionnaire.

A. DESQUEYRAT.

ESQUISSE D'UNE PÉDAGOGIE FÉMININE

« Rien n'est plus négligé que l'éducation des filles » alors que « l'éducation des garçons passe pour une des principales affaires par rapport au bien public ». Le propos n'est pas d'hier. Il date de 1667 et il a été tenu par Fénelon. Peut-on dire que, depuis trois siècles, les choses aient tellement changé ?

Il ne sera pas question ici de l'ensemble de l'éducation féminine telle que, suivant leur rôle naturel, les familles ont la mission de l'assurer, entourées de toutes les collaborations nécessaires. Mais plus exactement de la tâche que doivent remplir les authentiques gardiens du « bien public » dont l'intérèt en cette question n'est pas douteux. C'est qu'en effet — et la réflexion est encore faite par Fénelon — si les femmes « ne doivent pas gouverner l'Etat » ce sont elles pourtant « qui ruinent ou qui soutiennent les maisons ». Leurs occupations ne sont en conséquence « guère moins importantes au public que celles des hommes ».

La remarque revêt une valeur particulière au moment où la révolution nationale prend son point d'appui sur l'institution naturelle de la famille. « Pour que la France vive, a dit le Maréchal Pétain, il lui faut d'abord des foyers » (1). Or l'âme du foyer, c'est l'épouse, c'est la mère, c'est la femme.

Il faut donc, de toute nécessité, que très tôt et constamment ensuite, la femme soit instruite de ses devoirs. Il faut en particulier que la formation scolaire soit orientée en ce sens. Et c'est ici que les pouvoirs publics ont à intervenir dans l'œuvre éducative, en concevant et en réalisant toute une pédagogie féminine. Dira-t-on qu'il se soient bien acquittés de cette mission ? Hélas ! Dira-t-on que des réformes soient à réaliser ? Non seulement il s'agirait de réformes mais tout semble devoir être repris à la

(1) Allocution aux Mères françaises (25 mai 1941).

base, car il paraît certain qu'en organisant les programmes, les plans d'études, en aménageant la scolarité à tous ses degrés, en délivrant des diplômes, sanction de longues années de préparation, l'Université a fait une omission, qui est de taille. Elle n'a pas aperçu un fait qui pourtant saute aux yeux, l'existence de deux sexes.

Il y avait jadis une culture scolaire spéciale aux filles. Nous nous garderons de l'apprécier, parce que tel n'est pas notre sujet. Nous nous bornerons à noter qu'officiellement, cette culture spéciale n'existe plus.

Le législateur de 1880 avait pourtant envisagé son maintien. Une loi, dite Camille Sée, du nom de son auteur, organisa en France un enseignement secondaire féminin assez gauchement d'ailleurs, et la loi tomba en désuétude. Depuis lors, sauf quelques adaptations de détail dans le programme de certains examens, le brevet élémentaire par exemple, les filles passent exactement par les mêmes filières et les mêmes disciplines que les garçons.

Est-ce un bien, est-ce un mal ? La question vient d'être soumise aux principaux intéressés, en l'espèce les pères et les mères, par une de leurs grandes associations, celle des parents d'élèves de l'Enseignement libre. Une enquête a été ouverte parmi eux. Ils y ont pris part avec empressement, ce qui prouve que le problème les préoccupe. L'organe de l'Association, *Ecole et Liberté* (1), a donné les résultats de cette consultation.

Il a noté d'abord que l'on n'est pas satisfait. « On se plaint « que la culture scolaire des filles, tout encyclopédique qu'elle « soit, manque de bases solides, et que, négligeant ce qui est « féminin, elle ne prépare pas à la vie familiale, n'inspire pas à « l'avance l'amour du foyer ».

Partant de là, on a proposé tout un ensemble de réformes. C'est ce qu'il est intéressant d'examiner.



Avant tout, il importe de bien poser la question.

Le but de l'éducation est essentiellement de former la personne humaine et de la conduire à sa véritable destinée.

Or il y a ici-bas, une destinée féminine, distincte de la destinée masculine.

---

(1) Mai et juin 1941.

Si l'on admet en principe que la famille est la cellule mère de la société, que le monde, suivant l'expression de Fénelon, n'est autre que « l'assemblage de toutes les familles », si l'on situe l'organisation familiale à la base de l'organisation sociale, il faut reconnaître que la place de la femme est au cœur même du foyer.

Il faut donc, avant tout, préparer la future épouse, la future mère, à son rôle naturel, à son rôle humain. Ceci est d'ordre public. Ceci est pour le pays, pour la société entière, une question de vie ou de mort, devant laquelle il est impossible de transiger.

Il n'y a pas là pour la femme une diminution. Ceux-là seuls le croient qui ne veulent pas comprendre la grandeur de son rôle. Cette grandeur, le Maréchal Pétain l'exaltait récemment, en termes admirables. La femme n'est pas seulement la procréatrice, elle est aussi la « maîtresse du foyer » celle qui « par son affec-
« tion et son tact, par sa patience, confère à la vie de chaque jour
« sa quiétude et sa douceur », celle grâce à qui peut « rayonner
« l'amour qui permet d'accepter les plus rudes épreuves avec un
« courage inébranlable ». Et le Maréchal de conclure « Mères de
« notre pays de France, votre tâche est la plus rude, elle est
« aussi la plus belle. Vous êtes, avant l'Etat, *les dispensatrices*
« *de l'éducation*. Vous seules savez donner à tous ce goût du tra-
« vail, ce sens de la discipline, de la modestie, du respect, qui fait
« les hommes sains et les peuples forts. *Vous êtes les inspiratrices*
« *de notre civilisation chrétienne* (1) ».

Convier les femmes, dès l'enfance, à un si haut destin, ce n'est pas les diminuer, c'est au contraire les placer très haut, si haut qu'en abandonnant leur mission, elles ne sauraient que descendre.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, la tâche est difficile. Elle requiert une préparation sérieuse et une haute culture, même scolaire. Il ne suffit pas que la femme « ait des clartés de tout ». Il la faut très avertie, pour qu'elle soit réellement l'intelligente et compréhensive compagne d'un époux, l'éducatrice accomplie des enfants, la tête et le cerveau moteur de la maison. Ceci quel que soit son rang social, et précisément pour la maintenir toujours en bon rang. Laisser croupir les filles dans l'ignorance ou ne leur dispenser qu'une demi-instruction ne serait pas seulement une injustice à leur égard, ce serait une absurdité et une grave erreur. Si la femme, qui doit être élevée en vue de sa fonction

---

(1) Allocution du 25 mai 1941, (déjà citée).

particulière, trouve, dit Fénelon, que cette formation « donne des « bornes bien étroites à sa curiosité, elle se trompe : c'est qu'elle « ne connaît pas l'importance et l'étendue des choses dont je « lui propose de s'instruire ».

Une objection se pose, et il importe de l'aborder de front. Nul ne peut contester valablement que le destin normal et humain de la jeune fille soit de devenir épouse et mère. Mais il faut songer à celles qui ne réaliseront pas cette vocation, à celles en particulier qui, désirant la vie conjugale, ne pourront pas l'atteindre, et qui, destinées à demeurer seules, devront se suffire à elles-mêmes.

Le cas n'est pas rare. Il devient même fréquent, Il a servi de base aux revendications des féministes qui, proclamant entre les deux sexes une « égalité » qu'il serait sans doute inélégant de contester, ont fait de la femme la concurrente de l'homme dans la poursuite de toutes les situations.

Dirons-nous qu'elles ont manqué le but ? La femme, rivale de l'homme, a commis comme l'homme l'erreur de croire que la conquête des diplômes lui ouvrirait tous les débouchés lucratifs. Elle s'est ruée vers cette conquête. Elle a forcé la porte des Facultés, elle a sollicité tous les emplois publics ou privés, elle a pris part à tous les concours qui ne lui étaient pas formellement interdits. Qu'est-il advenu ? une concurrence effroyable, qui n'a fait qu'accroître le malaise social et porter à son paroxysme la crise du chômage, un désordre certain devant lequel on cherche aujourd'hui à réagir, même par des procédés de coercition et de brutalité, un antagonisme violent entre les deux sexes, l'oubli même des égards dus à la femme, bref un ensemble d'abus qui appelle de prompts remèdes.

Ces remèdes existent-ils ? Nous le croyons.

Il faut songer aux femmes qui ne seront ni épouses ni mères. A celles qui ne le pourront pas, dans le désordre actuel des mœurs et des relations sociales, à celles aussi qui, très légitimement, ne le voudront pas, non par égoïsme, mais par vocation et par volonté de servir autrement. Il faut avoir pour elles, non seulement du respect, mais une sollicitude toute particulière. Il faut les aider à bien « vivre leur vie », à participer à l'effort collectif de redressement et de progrès social.

L'instruction dispensée aux filles devra leur permettre, dans le cas où elles resteraient isolées, de se suffire, d'accéder à des

professions honorables, qui leur assureront à la fois la subsistance et l'indépendance.

Mais, en cette hypothèse, et toujours en vue d'assurer le bien commun, l'accent, au cours et au lendemain de la scolarité, sera mis sur la préparation aux carrières plus spécifiquement féminines. Ceci pour deux raisons, pour ne plus faire systématiquement de la femme la concurrente et la rivale de l'homme, et en outre pour épanouir la femme au lieu de la contraindre, pour metre en valeur et utiliser dans l'intérêt général les ressources particulières et irremplaçables de la féminité.

Cette culture, à la base de laquelle nous posons quelques règles générales, devra être séparée de celle des garçons. La coéducation des sexes a, du point de vue moral, réservé des mécomptes sur lesquels nous n'avons pas à nous appesantir. Du point de vue purement pédagogique, elle est non moins condamnable. La manière d'enseigner les filles doit être aussi différente de celle d'enseigner les garçons que les deux sexes diffèrent entre eux. Il y a ici une question de psychologie pratique qui ne saurait être négligée. La jeune fille s'ouvre d'ailleurs plus tôt que le jeune homme. Elle est intuitive. On ne saurait, sans lui nuire, la faire entrer dans le même cycle rigoureux de formation.



Nous avons suffisamment déblayé le terrain pour pouvoir entrer maintenant dans des considérations d'ordre constructif et immédiatement pratique. L'enquête ouverte parmi les parents d'élèves nous en donne le moyen. Elle permet d'esquisser un plan complet d'organisation des études féminines.

Un premier point met tout le monde d'accord. On demande, pour les filles comme pour les garçons, le retour à une culture vraie, sérieuse et profonde, appuyée sur des bases.

On constate que ces bases manquent. L'enseignement est devenu précocement utilitaire, au détriment même de cet utilitarisme. Car si la culture de base était premièrement recherchée, l'initiation aux sciences pratiques et à la vie professionnelle, la préparation directe aux carrières lucratives seraient, le moment venu, grandement facilitées. Actuellement, on semble tout confondre. On veut en outre tout poursuivre d'un coup, et on manque le but.

Il convient de fixer un point de départ solide, de s'y tenir, d'avancer ensuite pas à pas, sans laisser derrière soi d'irréparables lacunes, et de faire en sorte que la formation première soit désintéressée.

Il importe également que cette formation ne soit plus encyclopédique. Ni le garçon, ni la fille, ne peuvent tout connaître, et encore moins tout de suite. Leur cerveau ne peut pas seulement absorber, il doit en quelque sorte digérer pour retenir. On lui demandera de ne retenir que l'essentiel.

L'enseignement doit se faire à la dimension même des intelligences, s'assouplir autant que possible, et pour cela s'évader de la rigidité de programmes mal conçus et pléthoriques à l'excès. A travers ces programmes, qu'ils doivent entièrement connaître, les enfants font une course éperdue, un peu comme les champions cyclistes du défunt « Tour de France » qui se ruaient, à toute allure et « à tombeau ouvert » parmi les plus beaux sites de notre pays, sans avoir jamais le temps de les regarder. On demande un enseignement, non plus de série, mais en quelque sorte « sur mesure », ce qui serait aisément réalisé rien que par le dégonflement des programmes et l'impitoyable suppression de tout ce qu'ils contiennent d'accessoire. Le professeur se souviendrait alors qu'il est un éducateur, qu'il doit se doubler d'un psychologue, que chaque élève doit être pour lui un champ d'observation et que la saine et réelle pédagogie n'est pas seulement dispensée par un diplômé, mais beaucoup plus encore par un enseignant digne de ce nom. « La vraie réforme de l'enseignement, la seule « utile, disait naguère un jeune homme, serait celle qui donne « aux écoliers, aux collégiens, puis aux étudiants, non plus des « professeurs, mais des maîtres, qui cesseraient de considérer « leurs élèves comme des cerveaux à bourrer, pour avoir en eux « des hommes à former » (1).

Des hommes, et aussi des femmes. Et ceci, après ces observations générales, nous replace au cœur même de notre sujet.

Nous avons supposé les programmes « décongestionnés ». Ceci est à la base même de toute réforme. On pourra dès lors, dans des écoles féminines qui ne seront plus des champs de courses, créer un « climat ».

L'atmosphère sera, non plus trépidante, mais faite de calme et de recueillement. L'effort intellectuel demandé ne sera plus

(1) *L'Echo des Etudiants*, 12 juillet 1941.

intense à l'excès. Les horaires cesseront d'être draconiens et donneront à la légitime détente la part nécessaire. On pourra ainsi, avec le temps voulu et la liberté d'esprit nécessaire, cultiver ces fleurs rares de la conscience et de l'intelligence. On pourra, dans nos maisons d'éducation libres, donner à la formation religieuse une part aujourd'hui trop parcimonieusement mesurée. On laissera une place plus large aussi à certaines disciplines qui sont mieux que des « arts d'agrément ». On fera de la culture physique, non pas certes à la manière des garçons, et dans une atmosphère de stade, mais en développant le jeu, les activités naturelles, si comprimées aujourd'hui, l'expansion de tout l'être. Et c'est dans une ambiance familiale que sera dispensée, à tous les étages, la culture.

Il s'agit, ne l'oublions pas, de mettre au service du pays de fortes personnalités féminines. On y parviendra en formant très tôt le caractère, en développant le sens de la discipline, en inspirant le goût de l'effort désintéressé, en mettant en honneur l'esprit de sacrifice, en cultivant la féminité, au lieu de l'étouffer. Ainsi se réaliseront peu à peu ces créatures d'élection qui seront, pour le mari, l'amie qui comprend et qui soutient, pour les enfants, l'éducatrice compétente, indiscutée et irremplaçable.



Passons aux divers ordres de l'enseignement féminin.

Pour le primaire élémentaire, les matières pourront sans inconvénient être les mêmes pour les filles et pour les garçons. « Lire, écrire, compter » disaient nos pères, et ces termes doivent s'étendre à toute la culture de base, avec une solide formation catéchistique. On veillera à ne pas prématurément l'élargir avec excès. Car, (et c'est le cas aujourd'hui) on perdrait en profondeur ce que l'on croirait gagner en surface, et le tort fait à l'enfant serait irréparable.

Naturellement, dès les petites classes, le souci existera d'éveiller et d'entretenir chez les fillettes ce qui est féminin. Ceci, nous l'avons dit, postule à la fois une instruction séparée et une méthode particulière.

Aucun inconvénient n'existe à maintenir, après cette formation élémentaire, la sanction du certificat d'études primaires.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire l'enseignement primaire supérieur, aussi peu féminin que possible, et auquel

aucun avenir ne semble réservé. Que l'on aménage d'une part l'enseignement technique, et de l'autre l'enseignement secondaire, et cette formation hybride et intermédiaire aura perdu sa raison d'être. Si pourtant elle devait être maintenue, on souhaiterait ici encore l'accentuation de la formation fondamentale, un effort vers la culture générale, et, pour les filles, une spécialisation déjà vers les notions d'ordre familial et ménager.

Passons aux techniques. On en parle beaucoup, et non sans raison. Mais ici encore et surtout, pour donner raison à Fénelon, on s'est occupé presque exclusivement des garçons. Si quelques réalisations ont été faites à l'avantage des filles, c'est principalement dans le cadre de l'enseignement libre, qui une fois de plus s'est montré un précurseur.

Et pourtant il doit exister un enseignement technique féminin. De même qu'il existe des carrières spécifiquement féminines, celles que l'on devra prévoir et aménager, précisément en vue d'assurer des débouchés aux travailleuses indépendantes.

Ces carrières, quelles sont-elles ?

Une part importante des carrières administratives s'adapte le mieux au tempérament féminin. Il faudrait en faire le classement et diriger les jeunes filles vers ces carrières, que nous jugeons superflu d'énumérer.

Il y a en second lieu des métiers féminins, un artisanat féminin, trop méconnus et trop négligés. On songe ici à ce qui touche aux soins corporels, au vêtement, à la parure, aux arts, aux industries ménagères et de luxe. Une restauration s'impose, car si la femme a déserté trop souvent son foyer, elle a de même abandonné ce qui, mieux que des professions d'hommes, pouvait la faire vivre.

L'accent doit être mis sur la carrière agricole, dans laquelle « la maîtresse » est irremplaçable. Le type de la femme forte de l'Ecriture s'impose ici. A la campagne, dans l'intérieur des exploitations rénovées, la femme jouera un rôle de premier plan, sans excéder ses forces physiques et dans le cadre même de ses occupations ménagères, rôle de regard et de direction, rôle d'économe et d'intendante, rôle de soutien et de conseiller du mari chef de culture. Des « Maisons Familiales » suivant l'excellente formule des paysans de Lauzun, des cours d'initiation spécialisés préparent déjà toute une élite de jeunes filles à cette tâche d'un intérêt social évident.

D'intérêt social sont aussi toutes les carrières d'aide à la famille, à l'enfance, à la vieillesse, à la profession organisée, qui se multiplient actuellement. Ces carrières, il faut le dire, sont surtout féminines. Elles permettent à la femme, d'une part d'assurer son indépendance, sa vie matérielle, intellectuelle et morale, de l'autre de « servir » à une place où elle est irremplaçable. Elle le fera sans perdre le charme de sa féminité, mais en le développant, sans se détourner par avance des joies du foyer et de la famille, mais au contraire en se réservant toute possibilité d'être une épouse attentive, une mère accomplie, si tel doit être son destin.

Quant à l'enseignement secondaire, qu'il nous reste à explorer, il attend, lui aussi, sa rénovation. Non moins qu'aux garçons elle serait favorable aux filles.

Pour les uns comme pour les autres, cette rénovation doit être commandée par un meilleur aménagement des horaires.

Les intentions officielles sont, paraît-il, d'une part de restreindre le nombre des jours de congé, ce qui serait nécessaire, de l'autre de consacrer neuf heures par semaine à ce que l'on nomme « l'éducation générale » et les sports.

Cette seconde réforme n'est possible que si le volume des matières enseignées est considérablemnt réduit. Ce serait le cas d'élaguer sérieusement dans tout ce qui n'importe pas directement à la culture, de pratiquer les coupes sombres depuis longtemps demandées dans un amas de spécialités encombrantes, de viser à meubler l'esprit plutôt qu'à farcir les cerveaux.

Cela fait, on pourrait concevoir un programme d'ordre intellectuel presque identique pour les deux sexes. Il aurait pour but d'assurer la vraie formation. Une part plus large serait donnée aux disciplines littéraires. La culture classique serait remise en honneur. L'enseignement scientifique serait à la fois moins ample et surtout moins précoce. On réserverait le temps nécessaire à la composition à tête reposée, à la lecture des maîtres, à l'analyse de leurs œuvres, à la récitation publique et aux jeux scéniques, aux arts graphiques, à la musique, à l'étude de l'histoire de l'art, aux conférences, aux visites et aux enquêtes.

Bien des détails de ce programme trouveraient leur place dans les neuf heures hebdomadaires d'éducation générale, et c'est durant ces heures que l'on pourrait utiliser des disciplines et des techniques différentes pour les garçons et pour les filles, les pre-

miers étant habitués à certains travaux manuels, les secondes s'initiant à leurs futures tâches ménagères, d'une manière encore discrète, mais cependant déjà effective, afin de créer et de maintenir le « climat ».

Dans ces heures d'éducation générale seraient appliquées les méthodes formatrices des mouvements spécialisés, du scoutisme, du guidisme, qui insèreraient l'enseignement dans la vie et donneraient l'élan et la joie nécessaire. Ce serait une sorte d'aération.

La sanction de telles études serait l'examen officiel de sortie, celui qu'on peut continuer d'appeler baccalauréat, et qui prendrait son vrai caractère, celui d'un examen de maturité. Bien entendu, il serait équivalent pour les deux sexes, tant au point de vue du niveau des épreuves que des droits attachés au diplôme.

Il ouvrirait l'accès de l'enseignement supérieur, pour l'un et l'autre des deux sexes, mais avec cette particularité que l'entrée aux Facultés serait conditionnée par une année de formation générale complémentaire, avec un examen probatoire à son terme, avec cette innovation aussi qu'un enseignement supérieur spécifiquement et exclusivement féminin serait organisé. Il donnerait accès aux plus hauts degrés des carrières sociales et familiales réservées de préférence aux femmes. On pourrait prévoir en même temps, et sur un plan différent, une initiation familiale et ménagère particulièrement poussée, qui solliciterait à la fois les jeunes filles se destinant au mariage, et celles qui recherchent une situation dans ces spécialités.

L'accès des hautes études ne serait pas, on le voit, interdit aux femmes et aucune injustice ne serait commise à leur détriment. On leur offrirait au contraire plus de débouchés et de meilleures chances. Et l'on ne verrait plus cette course ridicule des jeunes filles, d'abord vers un « bachot » qui n'a jamais été fait pour elles, puis, sans discernement ni contrôle, vers des Facultés où elles se préparent uniquement à devenir les compétitrices et les concurrentes des hommes.



Il ne s'agit ici, faisons-le remarquer, que de très modestes suggestions. Elles offrent cet intérêt d'être présentées, après mûre réflexion, par des gens qui, à l'encontre de ceux qu'on a chargés depuis longtemps de l'élaboration des programmes scolaires, ne

vivent pas dans la théorie, en marge de la vie, mais se trouvent au contraire placés dans le concret et la réalité quotidienne. Ces gens, les pères et les mères, souffrent de voir leurs enfants soumis à des expériences pédagogiques dont ils ne tirent pas profit, s'étonnent de trouver les filles si peu préparées à leur tâche future et essentielle, et voudraient simplement mettre un peu d'ordre dans les idées directrices.

La conception du chef de l'Etat, celle qui replace la famille à la base de la société, est simple, et relève avant tout du bon sens. C'est encore au bon sens qu'il faut faire appel pour que cette conception pénètre la réalité.

De quoi s'agit-il en somme ? De donner à nos filles une éducation, une formation scolaire *féminines*. C'est une nécessité première et élémentaire. Il est curieux de constater que jusqu'à présent on n'y a pas songé.

Et il est plus que temps que l'on y songe.

Henri DAVID.

DIX ANS APRÈS...

Dans l'appréciation des évènements historiques, il faut se garder des analogies trop faciles, des rapprochements trompeurs, et conserver, par une réflexion objective, la fraîcheur du jugement. Toutefois, il est de durables vérités dont la valeur demeure intacte au long des années et que les hommes d'Etat savent discerner et exprimer.

Cette constatation a pu être faite, à différentes reprises, dans un passé récent comme dans un passé lointain. Elle s'impose quand on lit le compte rendu d'un entretien que le 16 septembre 1931 — il y a dix ans — Mgr Seipel, chancelier autrichien, accorda au R. P. Victor Dillard.

La pureté du style s'allie, chez l'orateur catholique, à une rare finesse de jugement et à une connaissance approfondie des grands problèmes politiques. Dans le cas particulier, l'interviewer sut faire parler le chef du gouvernement, en des termes tels qu'à une longue distance. ceux-ci n'ont rien perdu d'une hauteur de vues surprenante, qui impose aujourd'hui leur publication. L'entretien, en effet, n'a jamais été relaté.

Mgr Seipel exprima d'abord à son interlocuteur son regret de voir que les catholiques français n'arrivaient pas à se grouper.

« Mais voilà, dit-il, il n'y a pas chez vos catholiques de France d'unité de pensée. Chacun a ses idées, son système, et il vous manque pour les grands problèmes de l'heure des principes de solution spécifiquement catholiques.

« C'est que vos catholiques sont intellectuels. Or, les partis forts, solidement organisés et disciplinés, ne peuvent exister qu'en s'appuyant sur la masse. On rencontre chez vous des individus remarquables, et vos catholiques ont peut-être plus de valeur que les nôtres : un Champetier de Ribes au ministère, un Pierre Quesnay à la Banque des Règlements Internationaux, mais pas de masse catholique. Chez nous, c'est le contraire ; nos intellectuels sont plus souvent libéraux ou socialistes que catholiques, mais le parti chrétien-social est fort, inébranlable.

« Je lisais récemment le « Tableau des Partis Politiques en France », par André Siegfried, et j'ai été frappé de la mobilité de vos opinions politiques : comment vos élections, par exemple, se décident sur une question de politique départementale, que votre député oubliera très vite pour faire une politique religieuse en désaccord avec les convictions de ses électeurs. Il en sera quitte pour faire oublier cela aux prochaines élections. D'où la complexité extrême de vos partis et vos nuances infinies à l'intérieur d'un même parti. Il en va tout autrement chez nous où l'on ne connaît pas les petits partis : on est catholique, libéral ou socialiste : c'est très simple ».

Le R. P. Dillard faisait alors ressortir au chancelier que la stabilité gouvernementale ne lui paraissait pas assurée par cette simplicité, car, aucun des partis n'ayant la majorité, les catholiques étaient obligés de s'associer avec les libéraux et que rien ne garantissait la fidélité de ceux-ci.

Mgr Seipel dissipait les appréhensions de son interlocuteur en soulignant que la doctrine socialiste était si nette que les autres partis formaient devant elle un bloc très solide, sans crainte de fissures sérieuses. Cette position d'isolement, le chancelier ne la considérait pas comme un idéal. Il souhaitait, au contraire, en une heure critique pour son pays, l'union de tous les partis devant le danger économique et financier.

« Aujourd'hui, disait-il, ce qui nous sépare le plus profondément des socialistes est la question économique. Quand le parti social-démocrate d'Autriche sera assez énergique pour oser refuser quelque chose aux ouvriers et ne pas les flagorner en prévenant leurs désirs les moins légitimes, lorsqu'il saura résister aux demandes d'augmentation de traitement des fonctionnaires et sacrifier cette politique de popularité à une réelle politique d'épargne, ce jour-là, nous nous entendrons et je suis convaincu que les autres difficultés se résoudront d'elles-mêmes. Mais, sur ce point-là, aucune concession n'est possible. Si les socialistes n'acceptent pas sans réticences cette politique de redressement, il vaut mieux gouverner sans eux qu'avec eux, ils seraient sans cela une gêne plutôt qu'une aide, dans le ministère. Une politique d'épargne est aujourd'hui indispensable. Nos catholiques d'Autriche ignoraient trop autrefois l'importance de ce devoir. On croyait trop souvent qu'il suffisait de donner de l'argent aux ouvriers et

de satisfaire les réclamants aux dépens des deniers publics pour faire taire l'opposition et gouverner en paix. C'est l'encyclique *Quadragesimo anno* qui nous a ouvert les yeux sur l'obligation morale d'une saine politique économique. On sait enfin aujourd'hui que celui qui fausse l'économie de son pays commet un péché (objectivement parlant, s'entend) et que ce péché est encore plus grave s'il se commet au détriment de l'argent emprunté à l'étranger ».

Ce langage n'est-il pas celui de la sagesse et ne pourait-il pas être tenu aujourd'hui comme il l'était il y a dix ans ?

Mgr Seipel insistait encore sur la nécessité d'équilibrer le budget de l'Autriche et de se garder des investissements audacieux à l'excès qui n'avaient qu'un caractère démagogique. Cette politique financière d'épargne et d'équilibre était, à l'époque, la seule qui convînt à l'Autriche.

Mais les déclarations de Mgr Seipel prennent un relief saisissant quand il répond à cette question du R. P. Dillard : « N'avez-vous pas sur le chapitre capital de la crise mondiale quelques idées particulières ?

« J'estime, dit le chancelier, que la solution de la crise mondiale actuelle dépend de trois conditions (1) :

« La première condition est le rapprochement franco-allemand. Tant qu'il ne sera pas fait, aucun projet, aucun plan d'organisation, soit européenne soit mondiale, ne pourra aboutir. Mais quand je dis rapprochement franco-allemand, j'entends rapprochement concret, effectif. Il ne s'agit pas de faire des discours à Genève ou ailleurs, ni de se serrer la main publiquement aux applaudissements d'un public enthousiaste. Cela, c'est facile. J'estime profondément Briand et Curtius, mais je suis bien convaincu que, si bien disposés qu'ils soient, ce ne sont pas eux qui feront le rapprochement franco-allemand. On ne fait pas l'union entre deux partis opposés par un compromis entre les opinions moyennes, mais par un rapprochement des extrêmes ».

La deuxième condition, c'était, pour Mgr Seipel, la solution des litiges alors en suspens et, en tout premier lieu, un véritable désarmement et une liquidation définitive des dettes de guerre.

(1) Les déclarations du chancelier doivent se comprendre à la lumière de la situation européenne en septembre 1931 (N. D. L. R.).

Mais, alors que ceci apparaissait indiscutable, c'est dans l'énoncé de la troisième condition que les paroles de Mgr Seipel sont empreintes de l'originalité la plus vive :

« La troisième condition pour résoudre la crise mondiale, disait-il, c'est une solution du problème russe, et derrière lui, du problème chinois. Il est invraisemblable que le 1/6 du monde reste ainsi en dehors de toute organisation mondiale, isolé dans une économie fermée, et menaçant par son isolement même et par ses principes tout le reste de l'univers. On ne peut pas songer à organiser le monde sans tenir compte de la Russie ».

—« Qu'entendez-vous, Monseigneur, par cette expression : « Tenir compte de la Russie » ? S'agit-il de dresser toute l'Europe et le monde civilisé dans un front unique, au moins économique, contre le gouvernement des Soviets ? Ou bien s'agit-il d'entrer en relations avec lui et de négocier un « *modus vivendi* » entre capitalisme et bolchevisme ? ».

— « Je vous ai donné le principal général. Quant au mode d'application, c'est l'affaire des économistes ».

— « Pourtant, Monseigneur, n'y-a-t-il pas là une question qui intéresse la morale chrétienne elle-même ? ».

— « Si vous voulez sur cette question avoir le fond de ma pensée, le voici : Le salut du monde se trouve peut-être dans cet isolement même de la Russie actuelle et de son Hinterland vis-à-vis de notre civilisation européenne, et, du point de vue de la Providence, il est peut-être souhaitable que cet isolement soit le plus complet possible. Nous vivons beaucoup trop, nous autres, dans un monde capitaliste, et sans nous en apercevoir, nous en prenons la mentalité. « *Jure Romana*, a-t-on dit autrefois, *vivit Ecclesia Catholica* ». On pourrait dire aujourd'hui : « *Modo capitalistico in capitalisme vivit Ecclesia Catholica* » ; l'Eglise catholique n'est pas plus liée au droit romain qu'au capitalisme. Si jamais le peuple russe — j'entends le bas peuple — vivait assez isolé pour retrouver une certaine sorte d'innocence, sans connaître nos banques, ni nos Juifs, ni nos sociétés anonymes, peut-être un jour le voile se déchirera-t-il et peut-être avec la faillite d'une organisation artificielle, ce peuple régénéré viendrait-il se retremper aux sources du christianisme pour y trouver une nouvelle jeunesse en lui donnant des forces neuves. Le rêve est magnifique : pourquoi ne pas l'envisager ? C'est par de tels moyens

que doit se renouveler le monde, beaucoup plus que par des ajustements de tarifs douaniers ».

Le R. P. Dillard marquait alors que de ce point de vue si profondément catholique la politique mondiale s'éclairait sous son vrai jour, et il demandait à son interlocuteur quelle attitude il désirait voir prendre à la France pour s'orienter vers un idéal de collaboration humaine.

« Ce que la France cherche par-dessus tout, répondait Mgr Seipel, c'est d'être aimée. Elle est fière, et à juste titre, de sa langue, de sa culture, de sa civilisation raffinée, de son histoire, de la valeur de ses dirigeants, de son caractère, et elle veut qu'on aime tout cela.

« La difficulté, c'est que votre politique extérieure est trop commandée par votre politique intérieure. Vos hommes politiques sont obligés de penser constamment à leur réélection, ils tremblent d'être battus et cette préoccupation passe avant toutes les autres. Avec cette insécurité, il n'y a pas de politique sérieuse possible. Chez nous l'on trouve à ce point de vue plus de sécurité. Et puis le résultat de ce souci « électuel », c'est que l'opinion publique doit être chez vous saisie de toutes les questions. Elle s'en empare et les complique d'une sentimentalité impossible à guider : derrière toutes vos difficultés de politique extérieure, il y a toujours une question de susceptibilité, et cela vous paralyse. Je ne crois pas à la nécessité de transporter ainsi sur le forum les problèmes les plus délicats.

« Des discours, d'ailleurs, nous en sommes las. Il y a trop longtemps qu'on parle, et nous voudrions, de la France en particulier, une politique effective et efficace. Nous applaudissons à tous vos plans, à toutes vos résolutions, nous sommes prêts à collaborer de toutes nos forces à tout ce que vous voudrez. Mais que l'on fasse quelque chose. Je crois que le moment est mûr pour les réalisations. Elles dépendent de la volonté des hommes d'Etat. On a cru longtemps que les économistes et les financiers dirigeaient le monde. Je ne suis ni l'un ni l'autre, mais je sais bien qu'aujourd'hui ce sont les hommes d'Etat qui dirigent les peuples, et qui seuls peuvent organiser le monde. Qu'ils le fassent et nous les suivrons ».

N'y a-t-il pas dans ces paroles l'étonnante clarté de vues que nous signalions tout à l'heure et ne sont-elles pas d'une extraordinaire actualité ? C'est dans sa foi ardente que Mgr Seipel puisait sa clairvoyance. Aujourd'hui, nous pouvons envisager avec confiance l'avenir de notre pays puisqu'il a trouvé pour le guider un chef providentiel.

René VALLET.

REVUE DES LIVRES

Pierre BAUDIS. — **L'Economie italienne et la lire.** — Imprimerie Boisseau, Toulouse, 1941. In-8 de 192 pages.

Le volume de M. Pierre Baudis contient une étude consciencieuse de la situation économique, financière et monétaire de l'Italie jusqu'au moment de son entrée en guerre. La documentation est précise, aussi complète que possible, malgré la brièveté de certains développements, surtout dans l'exposé concernant l'économie italienne. M. Baudis renseigne sans conclure et laisse ainsi à son lecteur toute liberté de jugement. Ici et là quelques réflexions ébauchent seulement un avis personnel prudent et nuancé. La conception monétaire reste classique en ses développements et l'auteur aurait pu insister davantage sur la variété des lires et de leur valeur, copiant la technique allemande sans atteindre sa virtuosité. Les chapitres sur l'organisation du marché financier et sur les rapports entre ce marché et l'Etat sont des plus suggestifs et des plus riches d'enseignements pour les problèmes français actuels.

Victor DILLARD.

Maurice CAULLERY. — **Les Etapes de la Biologie.** — Les Presses Universitaires. Petit in-12, 124 pages.

Premier ouvrage d'une collection : « Que sais-je ? », qui se présente comme de haute vulgarisation. Sous la savante conduite du professeur Caullery, le lecteur, qu'on suppose déjà convenablement initié, suit chronologiquement l'histoire de la Biologie en ses diverses branches — découvertes successives et noms des savants à l'appui — depuis ses modestes origines grecques jusqu'à son avance prodigieuse, par bonds précipités, en ces derniers temps. Histoire d'un long et patient essai de déchiffrement du mystère de la Vie (origine, évolution, finalisme interne), où les progrès accomplis nous posent plus impérieusement que jamais, ainsi que le constate l'auteur, cette question décisive : la Vie se définit-elle intégralement par un jeu de mécanismes physico-chimiques, ou bien est-elle irréductible aux seules propriétés des substances non-vivantes ?

M. Caullery, dont la prudence scientifique, très informée, se garde de dépasser ce que l'on tient pour les strictes données de l'expérience, et moins encore de courir la moindre aventure avec la philosophie, laisse ouverte la question. Maintes allusions ou réflexions dans le cours de son ouvrage décéleraient plutôt en lui un mécaniste anti-

finaliste ; toutefois, sur la fin, « il ne peut se défendre d'évoquer une certaine finalité dans la substance vivante ». Faudrait-il alors le compter parmi ces néo-vitalistes qui, tout en admettant le déterminisme causal des éléments physico-chimiques dans l'activité de l'être vivant, ne déclarent ce déterminisme intelligible que dominé, dirigé, finalisé par quelque principe supérieur à la matière inorganique ?

Louis BARDE.

Pierre FERNESSOLE. — **Témoins de la Pensée catholique en France sous la Troisième République.** — Beauchesne, Paris, 1940. 392 pages.

Les témoins sont choisis dans deux domaines, d'une part Philosophie et Morale, d'autre part Critique historique et Exégèse sacrée.

En face des philosophies et des morales séparées se dresse l'œuvre de Mgr d'Hulst, du R. P. de Régnon et de Léon Ollé-Laprune. C'est la réaction contre le scientisme, le retour à la philosophie thomiste.

Mgr Battifol, le R. P. de Grandmaison et le R. P. Lagrange ont été choisis comme les plus représentatifs de l'effort catholique sur le terrain de la critique historique et de l'exégèse.

L'auteur n'a donc pas voulu écrire l'histoire de la pensée catholique française, mais présenter les écrivains considérés comme les plus marquants et les plus sûrs du renouveau de la pensée chrétienne. Le milieu dans lequel ils ont vécu et lutté est supposé connu du lecteur.

Il faut louer M. Fernessole de n'avoir pas séparé l'étude biographique et psychologique et l'étude de l'œuvre de ces écrivains. C'est autant par leur vie que par leurs travaux qu'ils ont rendu « témoignage à la Vérité catholique ».

Lucien FRAISSE.

Louis GILLET, de l'Académie Française. — **Dante.** — Flammarion. Un vol. in-18 jésus de 384 pages. Prix : 30 fr.

C'est vrai que beaucoup d'esprits cultivés n'ont qu'une idée assez confuse de ce que fut Dante Alighiéri ; et il ne suffit pas d'avoir lu le « divin » Poème pour que cette idée soit devenue plus claire. Si l'on veut mieux connaître ce prestigieux génie, l'homme privé, et le politique, et l'écrivain, il faut recourir à un sûr historien, à un équitable analyste : le volume de M. Louis Gillet nous rend ce service.

Il y a là, en près de quatre cents pages — et pour une dépense remarquablement restreinte — une suite d'études d'un vif intérêt, qui jettent lumière sur les aspects les plus divers du terrible Florentin. Dante et l'Islam, Dante et Virgile, Dante et la France, Dante et les femmes, L'artiste et le poète, etc... ; monographies érudites d'où se dégagent, sorties de la brume, l'exacte physionomie, les traits puis-

sants, les fougueuses passions de celui que M. Gillet appelle « le vieux compagnon revêche et merveilleux ».

A travers ces explorations l'auteur a toutes occasions de situer, d'expliquer, d'interpréter les trois « étapes » de la *Divine Comédie*. Guidés par lui, nous comprenons mieux la valeur descriptive, la teneur poétique, l'ascension mystique des « Chants », qui, par les cercles infernaux et le purgatoire, nous mènent jusqu'au ciel.

Il est impossible, en quelques lignes, d'exposer la richesse de ce travail. Il demande à être lu posément, religieusement. On verra surgir le grand homme rêveur, le Maître du mystère... Comme dans l'émouvant tableau de Gérôme, il passera, lent et recueilli, hautain et lointain ; et pareils aux spectateurs que le peintre a groupés, nous contemplerons avec respect « celui qui est allé en enfer et qui en est sorti » pour atteindre au Paradis.

Maurice RIGAUX.

Paul RENAUDIN. — **Printemps Mystique.** — Septième Cahier de la Nouvelle Journée. Bloud et Gay, Paris, 1941. In-16, 250 pages.

Ce sont les confins des XVIIe et XVIIIe siècles qui ont pris aux yeux de M. Paul Renaudin les verdoyantes couleurs d'un printemps mystique quand il eut découvert quelle poussée de grâce et combien de directes interventions de Dieu marquèrent en France cette période. « J'ai choisi, nous dit-il, quelques épisodes parmi vingt autres, et trois ou quatre figures de second plan, qui illustrent peut-être mieux que les grands premiers rôles et que les saints canonisés, la présence et l'action de Dieu dans les événements de ce temps ».

Bien différentes de caractère et de vocation, les quatre femmes que nous présente M. Renaudin, se ressemblent par une bouillonnante vie. Après avoir été ardente Ligueuse, Mme de Sainte-Beuve, en son veuvage, se fera l'intrépide fondatrice du premier couvent d'Ursulines qu'ait connu Paris. Fondatrice aussi, mais de Montréal, cette Mlle Mance que ses contemporaines surnommaient : la Femme du Canada. Fondatrice toujours, l'humble Marie Rousseau, qui préside à la fois aux origines de la paroisse Saint-Sulpice et à la bonne marche d'une auberge. Pour être toute contemplative, l'existence de la mystérieuse solitaire des Pyrénées n'en est pas moins aventureuse puisqu'elle parcourut toutes les routes de France et de Navarre à la recher-cherche d'une solitude qui assurât son incognito.

Quel apport à l'histoire religieuse représente au juste cet ouvrage ? Je n'ai pas qualité pour le définir, mais je suis sûr que tout honnête homme en appréciera l'exactitude dénuée de pédantisme et

la présentation pleine d'agrément. Un seul point me laisse songeur : malgré le tact avec lequel l'auteur analyse un beau cas de psychologie, l'ardente amitié spirituelle qui unit Marie Rousseau et M. Ollier ne causera-t-elle pas à bien des lecteurs plus que de l'étonnement ?

Jean DU ROSTU.

Marcel ARLAND. — **La grâce**. — Gallimard, Paris. Un volume in-16, 216 pages. Prix : 27 fr.

Le « prière d'insérer » nous assure que ces six nouvelles, « malgré leur indépendance... semblent toutes répondre au titre de la première ». C'est bien possible. Je ne chercherai pas si loin, ni quel est au juste le sens de ce mot « grâce ». Il me suffit que l'auteur sache peindre un tableau d'âme, ici en fins détails, là en teintes floues comme d'un crépuscule ; et que son talent de voir et de rendre un paysage, un ciel, une terre, tende à la perfection.

Les milieux étudiés sont d'esprit protestant, et certains détails ne sont pas faits pour les jeunes lecteurs.

Maurice RIGAUX.

J. GRIMAL, S. M. — La première étape de vie spirituelle. A la lumière du Christ Jésus. — **La vraie Conversion du Cœur**. — Emmanuel Vitte, éditeur, 1940. 178 pages.

Le R. P. Grimal étudie les différentes étapes de la vraie conversion ; il ne s'agit pas de la conversion de l'impiété à une vie de foi, mais du passage d'une vie d'infidélité et seulement tiède à une vie fervente. Ses remarques ou ses conseils guident de façon sûre le jeune homme qui veut triompher de la tentation et répondre à l'appel de la grâce.

Jules COURTILLES.

J. GRIMAL, S. M. — La deuxième étape de la vie spirituelle. A la lumière du Christ. — **Le vrai travail du Progrès**. — Emmanuel Vitte, éditeur, 1940. 265 pages.

Ce livre, qui fait suite à *La vraie Conversion du Cœur*, est fait pour ceux qui veulent tendre à la perfection et plus particulièrement pour ceux qui veulent consacrer leur vie à Dieu, les séminaristes et les jeunes religieux. Il signale quel est le grand obstacle à la perfection : l'égoïsme, et indique les moyens de le surmonter. La spiritualité qui est ici enseignée est classique et toujours bienfaisante.

Jules COURTILLES.

LES ÉVÉNEMENTS

27 *Juillet.* — Bombardement de Moscou par la Luftwaffe. M. Sumner Welles reçoit la mission soviétique aux U. S. A.

29 *Juillet.* — Le protocole franco-japonais relatif à l'Indochine est signé à Vichy.

La Finlande rompt les relations diplomatiques avec l'Angleterre.

30 *Juillet.* — Un Conseil national consultatif du Ravitaillement est créé à Vichy.

Les avoirs japonais sont bloqués par les Indes Néerlandaises. Mais les exportations de pétrole vers le Japon se poursuivent, le pacte nippo-hollandais n'ayant pas été dénoncé.

31 *Juillet.* — Nouveau texte législatif prévoyant les peines d'emprisonnement pour les infractions en matière de cartes d'alimentation et de distribution de produits rationnés.

Démission du cabinet égyptien.

1er *Août.* — La Suisse célèbre le 650e anniversaire de la Confédération.

2 *Août.* — Le Président Roosevelt décrète l'embargo sur les carburants. Les livraisons à l'Angleterre et à ses alliés seront seules permises.

4 *Août.* — Le roi du Cambodge adresse au gouvernement français un message de confiance et de fidélité.

5 *Août.* — On annonce à Rome une entrevue Roosevelt-Churchill.

La légation britannique à Téhéran donne l'ordre aux sujets britanniques de quitter le pays.

6 *Août.* — Pression exercée sur la Thaïlande par le bloc anglo-saxon. Les forces de terre et de mer sont considérablement renforcées.

7 *Août.* — Le Sénat américain vote la loi maintenant les réservistes sous les drapeaux pour une durée de dix-huit mois.

Les relations postales sont suspendues entre le Japon et les Etats-Unis.

Bruno Mussolini meurt victime d'un accident d'aviation.

8 *Août.* — Adresse des cardinaux et évêques de la zone occupée au Souverain Pontife : loyalisme à l'égard du Gouvernement, indépendance religieuse vis-à-vis du politique. En face du problème de la jeunesse, leur attitude se résume ainsi : « Jeunesse unie au service du pays ? oui ; jeunesse unique ? non ».

Réponse de la France à la démarche américaine relative à l'accord franco-japonais.

9 *Août.* — Le général Weygand arrive en avion à Vichy.

Le général Dentz et vingt-cinq officiers sont internés en Syrie par les Anglais en attendant la libération des prisonniers anglais faits par les troupes françaises.

11 *Août.* — Le général Weygand repart pour Alger.

On dément que les Etats-Unis aient demandé à la Russie des bases aéronavales à Vladivostok et au Kamtchatka.

13 *Août.* — A 21 heures, important message du Maréchal Pétain aux Français. Le Maréchal prend des mesures pour renforcer l'autorité du Gouvernement, réprimer la tutelle de l'argent et poursuivre l'œuvre de redressement national. Il annonce la promulgation prochaine de la charte du travail et procède à une nouvelle organisation du gouvernement. M. l'amiral Darlan est ministre de la Défense nationale.

Démarche anglo-russe auprès de la Turquie. Les deux gouvernements confirment leur fidélité à la convention de Montreux.

14 *Août.* — M. Attlee, dans une déclaration radiodiffusée, annonce que M. Winston Churchill et le Président Roosevelt se sont rencontrés et ont arrêté une déclaration qui fixe en huit points les principes communs de la politique anglo-américaine.

Un éditorial officieux de l' « Ulus » étudie les notes britannique et soviétique remises au gouvernement turc et définit la politique de la Turquie.

Odessa est encerclée par les troupes germano-roumaines et Kivoï-Rog, centre du minerai de fer de l'Ukraine, est occupée par les Allemands.

16 *Août.* — Sortavala est occupée par les Finlandais. Les troupes germano-hongroises s'emparent du port de Nicolaïev.

18 *Août.* — M. Churchill est de retour en Angleterre.

Le gérant : Louis LABOUREUR. IMP. LABOUREUR ET CIE — ISSOUDUN (INDRE)